11
hiver 84
15f

nous voulons ☆ TOUT!

sommaire

TAULES

- Les fauves, la cage et le dompteur.
- Transmurailles Express
- Montres à l'heur
- Taules Hard
- Subversion à tous les •tages
- Extraditions
- Enfer du Nord
- Sécurité

METROPOLE

- Une Goutte d'Or
- Punks, squatts, chaos
- Skins en GB
- On the riots

SOCIETE-USINE

- Mine Rouge
- Chômage , travail, salaire
- Mélange, Tigre, beurs
- Facs
- Aiguilleurs du rail

Agit-Prop, Faits divers, Brèves et Cie

Ne plus chercher Godot, le trouver...

La période est riche en potentialités, mais aussi pleine d'incertitudes qui se font de plus en plus pesantes. De ce paradoxe, qui est aussi une contradiction, naît un malaise qui hypothèque tout projet visant à une reprise de l'activité subversive, à gagner, produire l'exigence du communisme.

Il est clair qu'aujourd'hui le "mouvement" est en-deçà des nécessités et de la richesse de la situation; incapable de garantir son existence autrement que par des subterfuges les plus divers, voire les plus incongrus.

Plus que jamais il apparait comme nécessaire de substituer au provisoire la cohérence d'un projet politique, l'affirmation d'une alternative autonome.

S'il n'y a plus de mouvement digne de ce nom, des courants persistent, qui reconduisent, au-delà de toute ana lyse/perception de la conjoncture, sans perspective revendiquée...

C'est de là qu'il nous faut partir, mais aussi dont il faut nous sortir.

D'autres, moins bien inspirés se contentent de rabacher, à défaut de les pratiquer réellement, les certitudes les plus éculées du "combattantisme", dont les variantes ne nous amusent même plus, tant elles pèsent comme un poids mort sur l'(in)activité présente. La floraison récente de publications de cette veine ne fait que participer à cette insidieuse remise en valeur du "socialisme", sous couvert de critique de la social-démocratie.

Le "revival" de vieilleries idéologiques sorties des fonds de tiroirs du mouvement ouvrier se conjuguent aux cris d'orfraies des humanistes chagrinés par la bonté perdue du socialisme français.

Autres versants, autres désillusions; autant que les certitudes ressassées de "combattants" zombies, le repli sur le "privé" et le "réalisme" du retour aux valeurs sociales dominantes, qui l'accompagne souvent, nous écoeure de son lourd parfum de défaite et de réddition.

Au fond tout cela ne fait que baliser les limites de la période, mais aussi et surtout nos propres limites.

Nous avons soif de lutter et de vaincre. Le besoin, le désir de terrasser l'état des chses. De vivre. De conquérir une intelligence et du pouvoir sur ce monde et sa transformation.

Pour gagner quoi? La question serait plutôt comment?

Pour en peser toute la valeur et l'impotance, il faut partir du constat de l'inexistence réelle de la théorie comme de la pratique révolutionnaire; de voies pratiquables de la transformation sociale.

Attendre "le" mouvement social? Forcer sur le besoin de redéfinition théorique? Plonger dans l'agit'prop à la "conquète" du prolétariat? Rien d'évident!

Force est de constater que seules des formes tout à fait partielles de pratique et d'activité existent (ou subsistent) dans la plus parfaite séparation, et que seule celles qui ne bluffent pas sur cette réalité, peuvent envisager de sortir de cette ornière, penser une rencontre dont des prétentions plus vastes pourraient resurgir.

Assurer une activité politique quelle qu'elle soit, qu'est-ce que cela peut bien signifier? tenter de réfléchir, de réévaluer ce que porte notre culture, nos traditions politiques, de pregnance possible sur la réalité.

Comment inventer un mode d'existence collecti qui relève le défi de la période? Quels sont aujourd'hui les prémisses de la prise du pouvoir sur nos vies?

La conjoncture, encore elle, pourrait exiter, malgré notre misère, l'enthousiasme.

L'Etat chargé comme représentant du capital social de redécouvrir les voies du developpement, de reconquérir la Valeur, cherche en tous sens, teste tous azimuts, expérimente à tout vat, malgré le manque proclamé de moyens, phagocytant les aspirations hier "contre-productives" à son profit", injectant dans le tissu social ses discours, son fric; reconduisant sous des formes nouvelles ses valeurs idéologiques: tout cela pour plier à sa logique (de façon détournée ou violente) tous ceux qui, pensant vivre pour eux-mêmes, restent des dominés.

Haletant dans sa course à l'intelligence sociale, au travail vivant (quoiqu'en disent les chantres de l'automation et des techniques nouvelles), l'Etat poursuit son objectif du développement, mais sans capacité projectuelle d'envergure...

C'est donc d'intelligence, d'imagination et de talent dont nous avons besoin aujoud'hui, pour cela il nous faut passer aux cribles de la critique théorique et pratique, le patrimoine sur lequel le mouvement se repose depuis trop longtemps.

Des esprits chagrins viendront nous reprocher de poser là trop de questions sans vraiment avancer de propositions concrètes.

Répondons leur à la manière de Brecht: "Poser les questions qui rendent l'action possible..."

LES FAUVES BRISERONT LA CAGE ET MANGERONT LE DOMPTEUR

Les évènements de 74 avaient été le signal, la prise de conscience d'une force collective des détenus. Face à cela les réformes de 75 inventent les "Quartiers de Sécurité Renforcée", multipliant les quartiers d'isolement. Aux améliorations obtenues de haute lutte s'ajoutent des mesures visant à déminer la prison, à assurer une division modulable de la population pénale en "récupérables", dangereux et irrécupérables, à scinder en de multiples catégories les détenus. Cette amélioration du montage pénitentiaire est le pendant de la brutale efficacité de la justice à, individualiser, culpabiliser, broyer.

Aujourd'hui, après que des milliers de détenus aient participé à un mouvement de grève de la faim tournante, diverses caractéristiques des possibilités actuelles de lutte contre l'enfermement doivent être soulignées.

L'apparition pour la première fois de cette forme de lutte est pour certains un recul des modalités du refus de l'enfermement, mais il s'agit d'écarter tout misérabilisme, de souligner encore une fois que l'intelligence est du côté des détenus, de notre côté, contre ces systèmes à détruire que sont les prisons, que les morts des émeutes n'y ajoutent rien qu'un peu de spectacle et beaucoup de désespoir.

De ce désespoir, de cette passivité toujours pesante dans les prisons, il faut tenter de briser la logique. La lettre de Marc contre le statut spécial montre de façon concrète ce que signifient ces divisions qui cimentent la passivité en prison, celles de l'AP comme celles des politiques.

Dans le même ordre d'idée le COLLECTIF ENFER DU NORD nous présente ici l'affaire Mouillé, celle d'un rebelle qui à chaque moment prend en charge sa défense, construit son identité contre l'enfermement, pour essayer de transformer la défense individuelle en un moment de conquète d'acquis collectifs, contre la machine à juger qui en amont de la prison s'emploie à faire plier ceux qui ne respectent pas l'ordre social.

L'interview d'OTAGES trouve toute sa place ici car l'existence d'un journal régulier d'expression des détenu(e)s dans l'optique du développement des luttes est indispensable.

En 1964 déjà Pleven déclarait "il est temps de tout mettre en oeuvre pour que la réforme de 45 entre dans les actes" il offrait ainsi l'attitude archétypique de ce que sont les responsables des pourrissoirs pénitenciaires. Aujourd'hui si on peut comparer le réformisme installé un 10 mai à celui qui sous le nom de réforme Amor prennait les commandes après la seconde guerre mondiale, l'irruption continuelle des luttes de détenus a changé bien des paramètres.

L'administration pénitentiaire est désormais en crise permanente. Depuis les révoltes de 71, le taux de rotation des directeurs de l'A.P. s'est subitement élevé, puisqu'à l'image de chaque directeur de prison ils ne sont "bons" que si il ne se passe rien.

Ainsi quelque soit la dose d'humanisme rationalisateur des gardes des sceaux, la machine est lourde, et promulguer des réformes ne signifie en rien obtenir leur application: juges "indépendants" contre l'application des textes définissant la détention provisoire comme l'exception, juges refusant d'appliquer les peines de substitution, directeurs de taule trainant la savate pour installer les "dispositifs de parloirs sans séparation", matons étanches aux étranges consignes du type "faites des fouilles approfondies mais n'humiliez pas les détenus"; des milliers d'exemples de l'incohérence d'un système.

Un système dont la seule cohérence est dans la fonction de contrôle social qu'il remplit.

LA PRISON DE DEMAIN

Suite à 71 et 74 la chancellerie après distribution massive de CRS et de valium, crée une commission "la prison de demain" dont le nom souligne l'obsolescence des prisons parcourues par la révolte, voire détruite par des détenus.

Beaucoup de professionnels concernés, médecins membres de l'AP, éducateurs, assistantes sociales, magistrats et architectes pour changer la mise en scène de la prison, élaborer un camouflage.

Une conclusion essentielle: la vétusté du parc pénitentiaire. Si on va construire ça sera moins gigantesque, mieux intégré dans l'environnement péri-urbain et avec des toits inaccessibles, il faudra aussi éviter des barreaux visibles de l'extérieur. Le plus important reste les détenus: "la prison avec toutes ses améliorations dues au 20ème siècle semble être aussi essentiellement inefficace; elle parait rester ce qu'elle a été depuis le début, un instrument inadéquat de controle sociale: les nouvelles techniques aussi rigoureusement mises au point soient-elles, ne fonctionnent pas trés bien et une des causes principale de cette défaillance réside dans l'existence d'un système social autonome parmi les prisonniers". C'est ce qu'il faut briser ou utiliser: l'AP multiplie les quartiers d'isolement, les divisions (1).

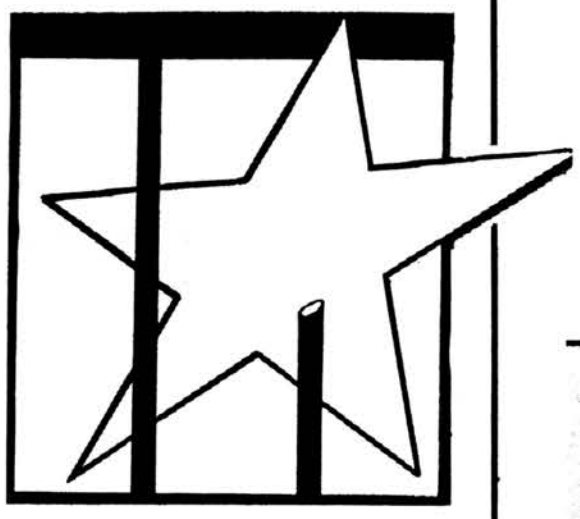
ISOLEMENT

L'isolement est ce noyau dur de la prison contre lequel les dernières luttes se sont faites simultanément aux revendications d'amélioration des conditions de détention. La prison ne peut exister sans l'isolement, et ceux qui conspuent la mollesse du mouvement peuvent pourtant y voir que des milliers de détenus se sont battus contre l'isolement aussi, dans une lutte qui porte en germe la fin de la prison.

Alliée aux revendications de sociabilité (droit d'association, de réunion, au regroupement) que la taule détruit, la lutte contre l'isolement double le réformisme de l'Etat dont les commis poussent à son comble la logique de la différenciation.

Aux USA les 70's voient émerger des principes élaborés de différenciation "le degré de surveillance employé, trés développé, ne se justifie que pour quelques uns mais pas pour l'ensemble des détenus, il faut créer des unités pénitentiaires où la vie du détenu ressemble le plus possible à la vie normale: confinement cellulaire la nuit, les détenus seraient en petit groupe d'activité (15 environ) dans la journée, dans l'optique de mieux faire accepter la cellule en l'ouvrant, et peut-être d'améliorer la sociabilité des détenus".

Voilà ce qui serait à négocier sociabilité pour les uns, isolement et surveillance pour les autres, voilà ce que le mouvement a combattu de fait imposant une sociabilité de la lutte, irréductible à un pacte quelconque avec l'Etat.



PEUR ET REALISME

Qu'un directeur de prison comme Fétrot à Fleury tresse des lauriers aux détenus quant à leur lutte de "harcellement intelligent", tant pis si pour une fois nous sommes d'accord avec ce genre d'ordure, peut poser un problème. Le fait est que aujourd'hui un sentiment inquiet parcourt les prisons, et si la chancellerie cherchait un bon prétexte pour pousser des réformes, (contre la préventive systématique, pour le développement des TIG (2)) et pour montrer sa fermeté, et si une émeute, et un bon massacre permettait à l'Etat de gagner une légitimité à réformer activement comme après 74 tout en ayant prouvé son autorité.

"Rien ne se fera dans le désordre" disait Fetrot à Fleury, mais il avait déjà répondu à des revendications (suppression de l'isolement non règlementé à la D11R, extinction du quartier B) et paniquait au point de recevoir plus de trois heures (avec l'autorisation d'une chancellerie par ailleurs muette sur les luttes?) 10 personnes qui ne représentaient qu'elles-mêmes. Le tout en assurant de sa volonté de régler les problèmes par des négociations: avec les concessionnaires, boites qui font travailler les taulards (à 3F50/h) en dégageant les religieuses de Fleury vers des postes administratifs sans contact avec les détenus, en mettant les matons les moins cons (à l'inverse des habitudes) au contact des familles pour les parloirs, pour donner une image plus sereine de son mouroir.

Un deal était proposé, trés clair. Il faut pour réformer la prison que les détenus, et des groupes de pression extérieurs fassent monter la vapeur de façon raisonnable pour aider Badinter à avancer.

Manque de chance ou naiveté, utiliser les mouvements dedans comme dehors nécessiterait pour l'AP une science de contrôle qui n'existe pas. Ni là ni ailleurs.

Fetrot nous le dit "Fleury est une ville ingouvernable" (3), et il s'étonne de voir les détenus du D4 refuser de remonter de leur cour de promenade, bloquer les portes de celle-ci, obligeant les CRS à rentrer un par un par une petite porte, à la merci des projectiles de détenus peu pacifiques.

Au D4 ou justement les détenus demandent des explications directement à la chancellerie sur des morts suspectes (faute de soins, tabassages?), au D4 ou la violence de la prison, l'insécurité pour les détenus est profondément ressentie.

Ingouvernable comme toute la morbidité qu'engendre la taule (auto-mutilations, suicides), le fait de décorer (une première parait-il) des matons pour avoir sauvé un suicidé n'y change rien. A Fleury Yamina en grève de la faim à la MAF est morte pendue, les matonnes ont mis une heure à intervenir.

Le typhys (en anglais, fièvre des prisons) est là pour durer. Autant que les prisons. Toutes les solutions rationalisatrices s'y casseront les dents.

MATONS PAS CONS?

On a vu aux portes des prisons les matons puisqu'ils y étaient pour bloquer transferts, entrées et sorties. "Les surveillants ne se manifestent comme regroupement organisé que lors des révoltes de détenus. Le surveillant est lié au détenu jusqu'à sa capacité revendicative" (4)

Ce furent les manifestations de cette frange de surveillants qui soutiennent Badinter à l'avant garde desquels la CFDT crie haut et fort qu'elle ne "veut pas nuire aux détenus" (en bloquant les visites par exemple) comme font les syndicats maison (FO) aux structures verticales calquées sur le hiérarchie de l'AP.

Soutenir Badinter et se morfler les flics quand même, dur dur!

Le budget est voté et gageons que ce mouvement de surveillant aura été une pub somme toute satisfaisante contre FO pour les prochaines élections professionnelles.

Le fait de ne plus discourir sur la sécurité est logique dans une profession où le risque professionnel le plus fréquent est l'accident de trajet. Alors contre le blocage de l'AP, vive Badinter et la mystérieuse "communauté pénitentiaire" où détenus et matons, en employés et usagers de la taule seraient objectivement alliés pour concrétiser les réformes. Cette ligne d'alliance zigzague en fait au gré de la capacité des matons à coller aux luttes de détenus.

Fetrot disait aussi "les membres du personnel ne sont pas tous des imbéciles" le chemin de la réhabilitation est encore long!

Des chiffres et des cercueils .

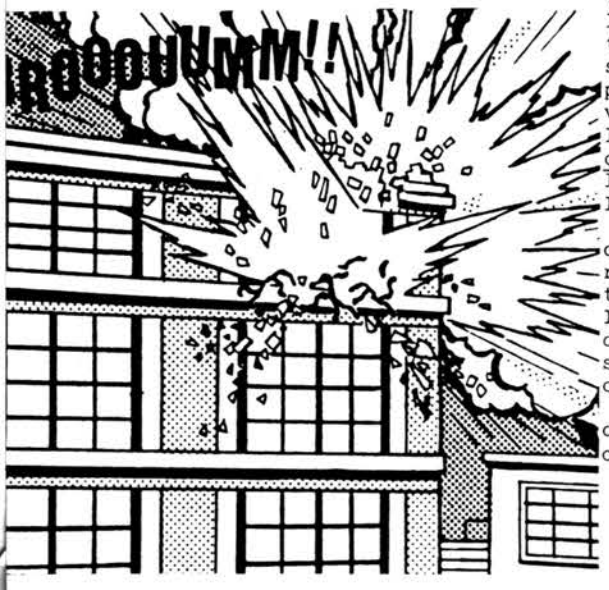
Une majorité de détenus sont des prévenus, masculins (3,5% de femmes), jeunes (age moyen 30 ans) souvent immigrés (26%) ou chomeurs (40%) ils sont en prison pour des peines de plus en plus longues alors même que 70% y sont pour des atteintes à des biens.

Longueur des peines:	171775	171783
Condamnations:		
5 à 10 ans	1437	2657
10 à 20 ans	1238	2124
perpétuité	181	371

Les détenus "coûtent" 20 Frs pour leur entretien (dont 60% pour la nourriture) sur 150 Frs/détenu que touche l'A.P.. Il faut payer les matons et toute l'infrastructure carcérale.

Depuis 81 suicides et automutilations sont en nette hausse, comle nombre des évasion en baisse constante.

En 1982:	
automutilations	2200
tentatives de suicide	280
suicides	64



cranes tu‹ent›

Les skins sont une réalité présente dans de nombreuses métropoles européennes; en France elle prend la forme percutante de "l'instrumentalisation" de bandes par l'extrême-droite. Il nous à donc semblé interressant de nous pencher sur l'exemple britanique, pour en avoir une meilleurs compréhen - sion, mais aussi pour mieux saisir le phénômène des mouvement de subculture métropolitaine (voir aussi à ce propos les autres documents contenus dans ce même numero).

Les skin-heads sont apparus à la fin des années 50. Ce sont des bandes de jeunes prolétaires anglais, supporters de leur équipe de foot locale et amateurs de musique jamaicaine, Ska et Reggae, alors peu connue et exploitée par les marchands... Frères ennemis des Mods dont ils ne partagent pas l'insouciance et les côtés poseurs, ennemis des Hippies "petits bourgeois", c'est l'expression d'une jeunesse ouvrière désorientée, qui se cherche dans une sorte de "réalisme ouvrier", un attachement à des "valeurs de classe"; une vision du monde ultra-simplifiée (il y a "eux" et "nous"), attachement au travail et à la famille, culte de la camaraderie virile qui débouche sur la fréquentation assidue des pubs et la consommation effrénée de bière.

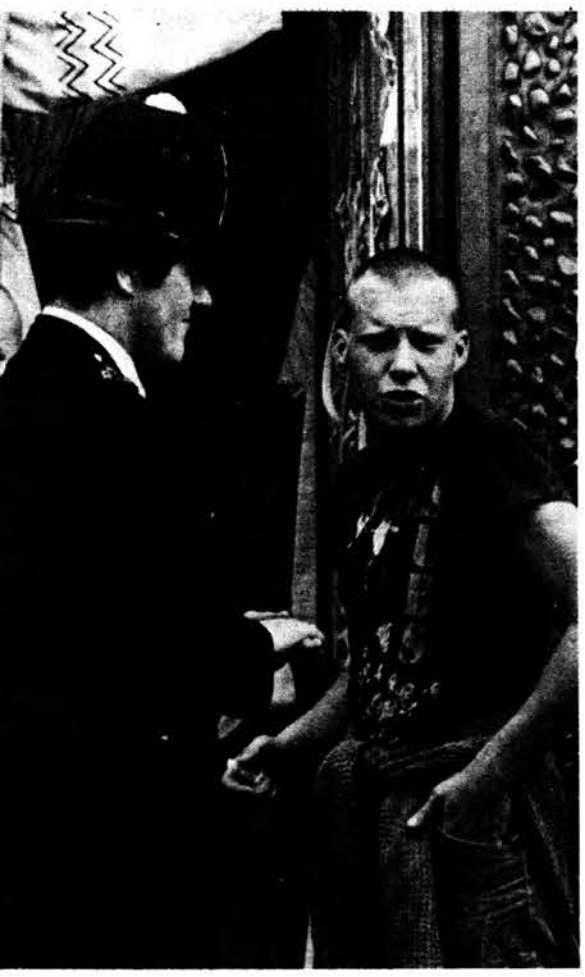
Le "look" lui-même est significatif de par l'absence de dandysme et d'éxubérance, son côté viril et prolétarien: crânes rasés, jeans roulés sur de grosse bottes à lacets, bretelles, etc...

Et puis avec le temps, c'est la crise, le chômage, la restructuration des zones industrielles. La jeunesse rebelle trouve son expression dans la violence et la provocation du mouvement punk. "No future!", "Anarchy in the U.K.", "Destroy!", les préoccupations sont ailleurs, plus directement tournées vers le refus du vieux monde.

L'Extrême-Droite qui a déjà le vent en poupe cherchera bien à récupérer cette révolte qui sort des schémas, ce sera en vain. Il y aura "Rock against Racism", les manifs de punks, les bastons, les squatts, des centaines d'initiatives sauvages...

Le National Front tente sa chance vers des clubs de foot des quartiers ouvriers, où il recrute les premiers skins dont il va faire un fer de lance dans le mouvement chaotique, turbulant et confus de la jeunesse.

Bientôt les leaders des groupes punks les plus vue sont absorbés par le "star system" et le show-biz, le punk devient une marchandise comme les autres. "Rock against Racism", noyauté par les gauchistes et la gauche travailliste devient un mouvement contre Tatcher. "Punk is dead!", place à la new wave, la cold wave, les new romantics. les new psychedelics et autres jeunes gens modernes.



UN MOUVEMENT NATIONAL PROLETARIEN?

C'est à ce même moment qu'un des rédacteurs les plus en vue de "Sounds", Gary Bushell (1), monte une véritable opération de lancement publicitaire du "OI Movement", revival skin-head, qui reprend quelques attributs de l'ancienne vogue skin (foot, bière, fièreté d'être prolo...), mélangé à un culte de la violence, à un patriotisme éxacerbé, et à une "culture musicale" rapidement composée de bric et de broc (2). A une conférence de presse il déclare "j'aime ce pays. j'aime les traditions de la classe ouvrière de ce pays. Je suis patriote socialiste. Je crois aux démonstrations de force massives..." parlant aussi de "mouvement de jeunes prolétaires blancs fiers de leurs origines de classe".

Et effectivement, depuis quelques temps, on trouve de nombreux skins dans les rangs du National Front et du British Movement; des "fêtes blanches" (concerts réservés aux anglais) sont organiséés; des jeunes mecs et des jeunes nanas se balladent avec des tee-shirts frappés de l'Union-Jack ou avec l'inscription "White Power"; des bandes de skins font des ratonades dans les ghettos immigrés...La peur des "hordes" de skins s'installe.

On parle de "pénétration nazie dans la rock culture". Le spectre du danger fasciste réapparait (avec une assimilation, skins=SA). Les gauchistes mobilisent pour aller casser du faf. Les démocrates s'indignent et constituent une "Anti-Nazi League".

Pendant ce temps, dans les ghettos, les jeunes immigrés s'organisent en groupes de défense, contre les ratonades, pour attaquer les "fêtes blanches"... Dans des concerts les kids s'organisent contre les descentes des skins-nazis qui veulent interdir les groupes "rouges"

SKIN-HEADS OU TETES DE NOEUDS?

Pourtant, malgré ce qu'on bien voulu faire croire les pleureuses de l'anti-fascisme et les oracles d'une "nouvelle apocalypse" nazie, l'opération de récupération des skins par l'extrême-droite, n'est pas aussi importante.

Le National Front fort de sa popularité toute récente, cherchera à gagner une certaine respectabilité, en vue des élections. Ce qui conduira, d'une part, à un "durcissement" des positions du Parti Conservateur, qui trouve là une bonne occasion d'apparaître comme un parti d'ordre, tout en se créditant de la marque "honorable" de l'antifascisme (réprimant les exactions des skins et dénonçant leur manipulation par le NF). De l'autre, les fascistes les plus radicaux se cherchent une alternative "dure" et rejoignent le British Movement (organisation concurrente du National Front).

Les bandes de skins se retrouvent nombreuses au B.M., avant que celui-ci ne leur paraisse aussi trop "respectable" et politicien.

Le "OI Movement" est lancé en 1981, un an plus tard nombre de ceux qui s'étaient fait les portes drapeaux de ce courant prennent des distances avec l'affirmation "fasciste".

Ainsi le chanteur des "4 Skins" un ancien membre du B.M., quelques mois plus tard se déclare "déçu par l'évolution de ce mouvement qui essaie de trouver un visage respectable en se présentant aux élections, alors que le seul chemin du pouvoir c'est la rue".

Les groupes "OI" chantent certe la haine des pédés et des étrangers la peur du communisme, la virilité et la patrie, mais ils chantent aussi le chômage, les logements crasseux, les queues devants les bureaux d'aide sociale, la haine de l' "English way of life" des petits bourgeois, l'emeute érigée en mythe vengeur ... S'ils affectionnent le "paki-bashing" (la chasse aux pakistanais!) et les fêtes "blanches", si dans les stades ils éructent "Zimbawe", ils ne perdent jamais une occasion de s'affronter aux flics, de honnir les médiocres et les résignés ... Trop de choses qui ne peuvent coller avec les aspirations sécuritaires et le conservatisme frileux des militants et responsables des organisations néo-fascistes.

Les skins sont, dans leur écrasante majorité, des prolétaires; leur code de "valeurs", leur imaginaire collectif, restent emprunt de cette origine et (toujours) réalité de classe.

NAZI-SKINS ET RED-SKINS.

Déjà au cours de l'été chaud de 1981 qui enflamma les ghettos prolétaires des métropoles britanniques cette "instrumentalisation" des skins pour la défense de l'ordre social commence à se fissurer; dans les rues aux mains des émeutiers; s'esquisse une recomposition dans l'affrontement et les pillages, de toutes les couches du jeune prolétariat (3). Les portes parole de l'Etat et les médias en profitèrent alors pour se livrer aux amalgames les plus scabreux, parlant de "manipulation" et de "provocation", tantôt "fasciste" tantôt "anarchiste" ...

Aujourd'hui on ne peut pas dire qu'il n'y à plus de skins "fafs", mais le phénômène s'est peu a peu marginalisé, comme toutes les modes et les tribus ... La figure du jeune prolétaire "blanc" à laissé la place à celle du paumé sniffeur de colle et buveur de bière.

Mais plus interressant sans doute est le phénômène de l'émergence d'une "autre" identité skin, autour de groupes skins qui se veulent "rouges" et attachés à une identité ouvrière antagonique.

Sur les tee-shirt des jeunes skins vient s'inscrire le slogan "skins hate nazi", plutôt que l'Union Jack ou l'emblème du White Power. Et des skins s'organisent pour imposer "leurs" groupes, leurs "salles", que les naziskins viennent attaquer.

Des groupes commes Redskins (qui milite dans le parti troskiste SWP), Anti-Social Work, Neurotics, se font les vecteurs, chacun avec sa spécificité, de cette "nouvelle" subjectivité des kids britanniques ; recherchant (une fois encore) un retour à l'identité rebelle de la culture rock.

Un nouveau phénômène qui semble se renforcer, et qui se veut plus qu'un volte-face idéologique, mais une tension pour dépasser les clivages imbéciles, et la passivité . C'est sans nul doute le sens de la participation d'un certain nombre de ces groupes à des concerts et des initiatives de soutien aux mineurs en lutte.

Un processus en cours, qui peut être rapproché de ce qui se passe ailleurs (Italie, Allemagne ...) ou les skins se fondent dans une dynamique collective de l'ensemble des bandes et tribus de jeunes prolétaires ...

Black et Decker
(avec la participation de Jacob et Delafond)

(1) Un des deux grands hebdo musicaux britanniques, qui font la pluie et le beau temps sur la scène musicale rock (l'autre de ces hebdos étant le NME).
(2) La compilation qui lance le "OI" est un assemblage hétérogène de groupes punks, skins ou autres.
(3) Voir dans ce même numéro de TOUT! l'article sur les émeutes de 81.

DU DESERT A LA JUNGLE

Peu de réponses au texte, c'est un signe de plus de notre échec à productiviser une pratique politique, à instaurer un débat.

Une des parties prenantes de la CAEL a cru bon de maquiller le cadavre à ses couleurs (cf. Molotov et confetti) no comment.

D'autres directement interpellés n'ont pas voulu comprendre, pour eux aussi il est trop tard.

Ceux qui dès le départ voulaient surenchérir particulièrement d'après leur propre expérience de ce que nous dénoncions comme le "modèle cascades" ne l'ont pas fait pour des raisons inconnues.

Certains moins proches de cette expérience de l'année passée, se disent intéressés et critiques face au texte, peut-être à suivre donc...

En attendant abonnez vous à Canal Plus si vous en avez les moyens.

charbon rouge

Trois ans après l'été chaud de 81, la paix sociale britannique est brisée par la volonté des mineurs de ne plus être de simples pions déplaçables au gré des besoins de l'économie.

La tradition anglaise de non violence dans les conflits sociaux vole en éclats; la détermination des mineurs sans cesse réaffirmée depuis neuf mois que dure la lutte contre la fermeture de vingt puits de mines et les 20.000 licenciements décidés par le NBC (National Coal Bord) fait apparaitre au grand jour les fissures qui traversent la société britannique.

D'ors et déjà, cette grève que Tatcher a qualifié de "catastrophe" a couté à la G.B. l'équivalent de 36 milliards de francs et représente une perte de 55 milions de tonnes de charbon por le NBC. La volonté du gouvernement Thatcher de briser le conflit des mineurs et d'imposer son plan de restructuration énergétique apparait clairement dans la statégie mise en oeuvre dans le conflit des Houillères : politique de licenciements, absences de mesures sociales, réduction des subventions distribuées aux grandes industries du nord. Le plan de restructuration de Mac Grégor (1) favorise la région du nord contre celle du sud et préconise le développement prioritaire d'un tissus de petites entreprises liées aux nouvelles technologies, alors que le secteur nucléaire s'affirme avec la construction de centrales de modèle américain "Westinghouse". Mais le capital ne peut abandonner les lieux traditionnels de production et réordonner la répartition des ressources dans l'espace qu'en brisant les spécificités régionales et la résistance de la vielle classe ouvrière. Dans ce conflit la défense d'un territoire spécifique est un enjeu social comme en témoigne la revendication centrale et inédite du syndicat des mineurs le NUM ; "travailler au pays". Au-delà de la défense corporatiste des intérets professionnels, cette position traduit le refus des mineurs de se soumettre aux impératifs de mobilité et de polyvalence que veut imposer le capital, et, ainsi, contre une reconduction modernisée de l'exploitation.

La volonté de laisser pourrir le conflit et de faire cre ver les régions minières est évidente ; d'après une étude de la NUM, le coût des indemni tés de licenciements proposées par le NBC est le double de celui nécessaire pour mai ntenir les 175 puits de mines, la compagnie d'électricité britannique paye la tonne d'équivalent pétrole 40 % moins cher quand elle est tirée du charbon que quand elle provient du pétrole ... Autre exemple, au pays de Galles, le NBC prévoit de fermer un puit et de d'en ouvrir un autre quatre kms plus loin, mais comme mine privée, alors que la continuiation de l'exploitation de l'ancien site couterait quatre fois moins cher ... Mais les mineurs de St John se sont fait remarquer par leur détermination et leur combattivitée particulière lors des grèves et des piquets secondaires.

L'ENJEU DU CONFLIT DES MINEURS POUR LA CLASSE OUVRIER

Quel que soit l'issue du conflit (dont il est toujours actuellement difficile de prévoir les répercuss. ions politiques à long terme) cette lutte exprime la volonté du capital de briser la résistance ouvrière, d'en finir avec une classe ouvrière qui par deux fois à déjà provoqué une crise de régime.

Durant les dix dernières années le prolétariat britanique a établi et maintenu un rapport de force constant. Le conflit des mineurs se situe en plein dans ce cadre. Il n'est donc pas inutile de revenir sur un rapide bilan de l'affrontement de classe en GB.

Les grèves des dockers et des mineurs de 72/74 ont marqué l'échec de la tentative de l'Etat de briser la rigidité de la classe ouvrière ; le durcimcement du conflit avait conduit le gouvernement conservateur de l'époque à déclarer "l'état d'urgence" (sans réquisition des troupes). Cette mesure loin de débloquer la situation (la GB est une île, le trafic maritime y représente 80 % de son approvisionnement), avait provoqué la chute du conservateur E. Heath.

L'idée de renouveler l'expérience de 74 a certainement donnée des frissons au gouvernement Thatcher. Ainsi lorsque Maggie menace d'instaurer "l'état d'urgence" et de faire appel aux troupes contre la grève de solidarité des dockers de juillet dernier, le ministre de l'emploi s'est empressée de calmer les esprits et de démentir la "rumeur".

L'armée avait cependant déjà été réquisotionnée pour briser les grèves de 77. Mais l'Etat évite visiblement aujourd'hui de s'engager trop vite dans ce type d'épreuve de force, qui renforcerait l'unité de la base ouvrière et recomposerait un front syndical inexistant jusqu'ici. L'évolution du conflit ces derniers mois montre que le gouvernement cherche à utiliser à fond la division qui existe entre les mineurs et les autres fractions du prolétariat, pour maitriser cette lutte.

D'autre part, la législation sur les piquets de grève connait d'interressantes difficultés d'applications. En 74, les mineurs et dockers ont montrés comment casser la loi limitant la présence de plus de 6 personnes dans un piquet de grève, en imposant leir rapport de force par une manif de 300000 personnes, pour la liberation de 5 dockers emprisonnés en vertue de cette loi.

Actuellement les piquets secondaires continuent d'être tenus, bien qu'une récente loi spéciale les ait interdit. Ceux-ci consistent à bloquer l'acheminement du charbon et de toutes les énergies de substitution par des actions de masse, type chaine passives et surtout par l'auto-organisation de la base en petits groupes mobiles attaquant les convois de camions et se livrant à des actions de sabotage.

L'issue de cet interminable conflit est décisive pour le déroulement des conflits sociaux à venir, et, comme le fait justement remarquer un mineur; " si Tatcher cède d'un pouce, elle est foutue, si on craque il n'y a plus un syndicat dans ce pays qui pourra lui résister". Mais ce conflit est plus qu'un bras de fer entre gouvernement et syndicats ; le développement de le lutte montre que là où s'arrête le contrôle social apparaissent des moments d'autonomie ouvrière et un affrontement de classe où le capital utilise une habile répression pour briser la lutte et où le proletariat répond par une tactique renouvellée ; des piquets de masse jusqu'à la guerrilla.

PREMIERS LECONS DE LA LUTTE.

La resistance des mineurs au plan de restructuration concocté par le NBC dépasse toutes les prévisions que le capital pouvait raisonnablement envisager. C'est à une véritale guerrilla que s'affrontent depuis 9 mois l'Etat britanique et ses loyaux sujets flics ou syndicalistes. Rarement la rage et la détermination de la vieille classe ouvrière ne se sera tant exprimée qu'en cette occasion, reprenant et massifiant les comportements ravageurs des "rioters" de 81 ; vol, pillages, sabotages et affrontement avec les flics se sont multipliés depuis le début de la grève dans les houillères condamnées à la mort (lente.,).

Du côté de la NUM c'est la débandade; divisée entre de multiples tendances, elle s'entredéchire quant à l'attitude à avoir face à une "base" de plus en plus incontrôlable et un gouvernement intransigeant. Les divers tendances syndicales recoupent les divisions que le capital a réussi à créer au sein des mineurs, divisions salariales entre les zones de production (1).

Les divers échelons ou instances de la bureaucratie syndicale ont réagit différement à la poussée ouvrière, suivant la situation locale, attendant la 8 ème semaine de grève pour la proclammer "officiellement", ou lançant le mot d'ordre "travaillez normalement et ne traversez pas les piquets" (Sid Vincent, secrétaire de la NUM pour le Lancasshire, début Mai) !!! Face à ces attitudes, l'autonomie de classe se manifestera par l'exigence de démocratie directe (assemblées générales, refus des délégations ...), l'utilisation des tendances "syndicales de gauche" comme médiation avec l'Etat et la direction du syndicat, et surtout par une utilisation radicale de la violence, dépassant les cadres rituels des conflits sociaux "traditionnels".

Le dos au mur, condamnée à disparaitre, cette vieille classe ouvrière sort la lutte du cadre de la mine pour défendre ces régions mourantes, que la disparition de la mono-industrie charbonnière va achever.

A travers les comités de soutien et de solidarité, s'occupant de ravitailler et de soutenir financièrement les grévistes, ceux-ci se lient dans la lutte aux jeunes chômeurs, et les femmes, qui participent activement aux actions, qui sont de plus en plus "dures".

Les sabotages (inondation de puits, destruction de lignes de haute tension ...), les attaques de commissariats, les incendies de locaux patronaux ou étatiques... montrent une volonté de s'attaquer à tous les symboles du capital.

La forme traditionnelle de lutte qu'est en GB le piquet de grève prend une tournure nouvelle, avec l'apparition de "variables incontrôlables", des prolétaires créatifs jettant à la gueule des flics des fléchettes et autres éléments traditionnels du décor britannique, détournés de leur usage habituel.

Les flics quant à eux sont les ultimes rempart de la "loi et de l'ordre", les institutions médiatrices craquant de toute part.

Un QG de campagne centralise ainsi les informations et coordonne les mouvements d'unités extrèmement mobiles, alors que les régions qui ne sont pas touchées par la grève (Nottinghamshire) sont véritablement encerclées, quadrillées par les keufs, pour empécher les piquets volants venus du Yorkshire,ou d'ailleurs, de bloquer la production. La participation d'éléments de l'armée au côtés de la police est par ailleurs établie, bien que s'étant voulue discrète. La détermination et la rage manifestées par les mineurs depuis le début de cette grève, ne doivent, hélas, pas masquer le fait que malgrè une rlative jonction avec d'autres secteurs du prolétariat (jeunes, chômeurs, femmes ...), cette lutte et les refus qu'elle exprime ne s'est pas traduite de façon positive par un rassemblement des tendances radicales qui s'y sont manifestées.

Les potentialitées subversives que recèlent ces régions de mono-industrie condamnées n'ont été que partiellement explorées et le capital britannique est passé maitre dans l'art de jouer avec les divisions de la classe qu'il entretient comme le montrent les réductions simplistes qu'opèrent les médias, avec (par exemple) l'image de Scargill "affreux-extrémiste-marxiste" agent de Kadhafi ...

Alors que les tentatives de négociations entre la NUM et le NCB achoppent régulièrement, ces "partenaires sociaux" vont devoir trouver le moyen terme leur permettant d'arréter cette grève, sans qu'aucun ne perde la face ... Les mineurs, à long terme déjà condamnés, auront quelle que soit l'issue du conflit amplifié des comportements de résistance que "tous" voulaient faire définitivement disparaitre.

Mr et Mrs Boobytrap

Les femmes ont changé. Elles se sont découvert une force, un talent, une voix, une identité qu'elles n'avaient jamais soupçonnés. Elles ne seront plus jamais les mêmes.

Celà à certainement changé les relations entre les femmes, dans les couples et dans la vie. On avait jamais vu celà au paravant.

Femmes de mineurs.

JUSTICE: L'ENFER DU NORD

Pourquoi lutter avec Jean Pierre Mouille?
Alors même que des luttes se développent, que des réseaux s'organisent dans et hors les prisons pour lutter contre celles-ci et que nous y participons, le fait de soutenir un individu parmi des milliers peut paraître ambigu, de cela nous nous expliquons immédiatement pour couper court aux procès d'intention.

La campagne autour de Jean Pierre Mouille se fait pour des raisons d'ordre collectif, nous sommes un certain nombre à nous reconnaitre dans l'identité particulière de Jean Pierre. Particulière et non individuelle, Jean Pierre Mouille est un des membres fondateurs du journal "Otages", démarche qu'il a entrepris avec d'autres durant sa détention. De même Jean Pierre a, tout au long de sa détention en des lieux divers participé trés activement, impulsé des luttes collectives de détenus (cf. encadré Les luttes).

Nous n'étions pas des amis de Jean Pierre avant de le rencontrer dans ces luttes communes contre l'enfermement et c'est en tant que compagnons de lutte que nous menons campagne contre le sort qui lui est fait, contre ce que lui concocte la justice.

A l'isolement depuis longtemps, "son" procès va fixer la durée de la mort lente à laquelle l'Etat veut le contraindre. Contre cela Jean Pierre a commencé la lutte dès le début, boycott de l'instruction, obtention d'un complément d'information à l'instruction, demandes de mise en liberté; il les a fait en étant en cela son propre défenseur, c'est cela aussi qui est exemplaire contre le renoncement produit par l'incarcération, pour, en prison aussi prendre en charge ses affaires, pour soi, contre ce qui nous détruit!

La phase du procès d'assises est toute dévolue au spectacle, pour que Jean Pierre ne soit point le dindon de cette farce tragique, il faut qu'aujourd'hui à l'extérieur aussi, cette lutte prenne corps.

La publication de cette page dans Tout! est une contribution à cette lutte, tous ceux que cela intéresse peuvent prendre contact en écrivant au Collectif Enfer du Nord à l'adresse du journal Tout!

Nous publierons trés prochainement une brochure plus complète et détaillée sur l'affaire Mouille.

CONTRE UN PROCES D'ELIMINATION

Meurtre ou accident...les jurés devront prochainement trancher cette question en cour d'assises de Douai. Cela signifiera pour Jean Pierre Mouille, vivre dehors ou croupir 20 ans dans les geôles **hexagonales**

COMMENT TRANCHER?

Le 20.12.80 dans les toilettes d'un café lillois, la police retrouve Robert Vanzebrouck blessé par balle, il décèdera le lendemain.

Meurtre conclut-elle, et de rechercher un coupable dans son entourage; pas trop loin puisqu'un couple ira de lui-même déclarer qu'ils avaient demandé à Jean Pierre d'intervenir auprès de Robert Vanzebrouck, ancien ami de la femme pour que celui-ci les laisse "vivre tranquilles". Ce n'est pas la première fois qu'ils persuadent des copains d'effectuer une telle démarche, ce qui agace Robert...

Jean Pierre fait partie de ce 1% de permissionnaires qui ne sonne pas à la porte de la taule pour finir de purger sa peine, voilà donc de quoi le remettre au trou pour un bon moment, de quoi punir cette cavale!

Il faut pour cela que police et magistrature construisent un dossier solide, si solide que Jean Pierre (arrêté en avril 82) bien que seul témoin, ne pourra faire entendre sa voix (cf. encadré Des faits).

Pas de preuve matérielle, un seul témoin, l'accusé, deux thèses s'affrontent, la décision de la cour d'assises ne pourra se fonder que sur l'intime conviction.

En l'absence d'éléments matériels; l'intime conviction est ce concept juridique tout à fait légal qui permet à un représentant de l'ordre social établi, et qui vit du fait même de protéger cet ordre, d'apprécier le comportement d'un "déviant" et de le condamner; d'assener un Jugement contre une identité rebelle à l'ordre, que chaque condamnation-prétexte vise à détruire.

L'intime conviction évince toute défense, transformée au mieux en paravent folklorique lors de procès où seule la machine judiciaire a droit de cité.

Plus qu'un crime improbable c'est une identité, un symbole du refus de l'enfermement, des luttes dans les prisons, de leur potentiel de transformation sociale que le procès Mouille s'emploiera à attaquer

La sauvagerie judiciaire trouve dans cette affaire une énième expression qui devrait culminer si nous ne grippons pas la mécanique, lors d'un jugement d'assises à Douai, cette cour d'assises du Nord, déjà fameuse par sa propension coutumière à prononcer des verdicts d'élimination.

Face à l'intime conviction nous choisissons de publiciser le doute

Acquittement pour Jean Pierre Mouille!

LES LUTTES

- mai 84: lutte collective (une centaine de détenus) pour des mises en liberté collectives à l'instar de celles accordées aux flics et beaufs flingueurs qui sont la reconnaissance de l'inutilité de l'enfermement, et dont la généralisation est demandée
- juillet 84: lettre collective du centre de détention de Loos-les-Lille. L'acquittement du flic Evra qui avait tiré 6 balles contre deux jeunes qui regardaient son scooter (l'un en est mort!) sert de prétexte à une demande de mise en liberté collective signée par une centaine de détenus.
- 27.7.84: Transféré à Douai, parloir supprimé car considéré comme memeur, Jean Pierre fait la grève de la faim. En trois jours, dix détenus de Douai et 70 de Loos le soutiennent par une lettre collective (pour son retour à Loos), il est transféré à Fresnes.
- Quatre semaines de grève de la faim à Fresnes pour son retour à Loos et son parloir. Il obtient le rétablissement du parloir. Participe à la grève tournante à Fresnes.

QUI EST JEAN PIERRE MOUILLE ?

Pas de biographie voyeuriste, de détails croustillants quelques phrases de Jean Pierre Mouille suffiront à résumer son rapport aux institutions répressives:
"Incarcéré à seize ans; je fus "suivi" en taule plus de sept mois par un éducateur, et environ une année ensuite à l'extérieur. Que m'avait proposé l'éducateur à la sortie de prison? Du boulot. Dans une boite de publicité où je voyais mes travaux de maquette et de sérigraphie rapporter des paquets de fric à mes exploiteurs et me laissant de quoi payer mes frais de transport et le casse-dalle du midi. Tout un "programme éducatif" quoi... Fallait, parait-il, que je donne des preuves d'insertion avant d'être accepté à part entière... C'est-à-dire, avant d'avoir le droit de me vendre un peu plus cher... L'année suivante je dessinais sur des trottoirs, deux ans plus tard je balançais des pavés dans la gueule des flics... Dix-huit ans après je n'accepte toujours pas d'être éduqué, ni exploité, tout comme je n'accepte pas d'être à nouveau un otage derrière les grilles!!"

EN 1976 il est arrêté pour tentative de vol. Après un tabassage en règle par les flics que Jean Pierre dénonce, la justice double les coups en "criminalisant" l'affaire habituellement justifiable d'un procès en correctionnelle. Jean Pierre prend 6 ans aux assises de Douai.

La première permission de sortir sera l'occasion d'écourter ce séjour en enfer. C'est pendant cette cavale que se situe l'affaire.

"Si nous étions plus nombreux à refuser la survie, la mort lente... nous pourrions vivre... mais à croire que la vie n'interesse presque personne". "Pour vivre j'ai besoin de solidarité réelle entre individus dans la lutte, besoin d'amitié, besoin d'aimer..." "J'ai envie et besoin que d'autres vivent et je me bats pour cela" "j'ai besoin de liberté pour vivre!"

Entaulé de nouveau depuis mai 82, face à ceux qui l'ont condamné à la mort lente, il se déclare en état de légitime défense: "je réagirai toujours proportionnellement aux atteintes faites à ma dignité, à ma non-culpabilité, à ma liberté!"

UNE ACCUSATION SANS PREUVE

Une rencontre fortuite, un service à rendre à un copain, banal...

Pas de témoins, pas de mobile, pas de preuve, une instruction baclée, un dossier construit à charge, banal?

Pendant un an et demi les flics et un juge d'instruction élaborent le dossier contre Jean Pierre sans qu'il soit convié à la curée, il habite pourtant à l'adresse de sa compagne donnée à l'AP pour sa permission de sortir, adresse transmise aux flics donc. Mais ceux-ci préfèrent bâtir l'affaire sans l'accusé, pour arriver peut-être au nec plus ultra: une condamnation pour meurtre par contumace. Ainsi l'arrestation postérieure de Jean Pierre aurait été celle d'un condamné... Bien engagée en ce sens l'affaire n'a pas été jusque là...

Pas d'expertise ballistique, pas de test à la parafine pour déterminer si le blessé portait l'arme, pas de confrontations, pas de reconstitution, bref aucune investigation systématique.

Avant l'arrestation qui se fait par hasard une instruction courant d'air, après des pressions diverses sur sa compagne, une destruction de la vie de Jean Pierre...
Le juge laisse les gendarmes jouer les terreurs, voici une partie de ce que Jean Pierre en raconte:

CONSTRUIRE UN COSTARD

"1/ Donner à la presse la photographie de ma compagne pour lui nuire dans son emploi; alors que le procureur de Troyes leur avait interdit de le faire et était même intervenu en ma présence pour que les journalistes ne parlent que de mon arrestation.
2/ Avertir l'inspection académique de ce que ma compagne avait des ennuis judiciaires, étant institutrice elle a perdu son emploi.
3/ Procéder à des "perquisitions" nocturnes, véritables actes de vandalisme au domicile de ma compagne et tentatives d'intimidation violentes sur sa personne, alors que les commissions rogatoires étaient closes et qu'aucun ordre judiciaire n'avait été donné pour pratiquer ces perquisitions.
4/ Systématiquement bloquer ma compagne au volant de son véhicule lorsqu'elle me rendait visite au parloir, lui faire prendre à chaque

fois de prétendues déviations routières (qui n'ont jamais existé) afin de lui faire rater l'horaire des visites (elle venait de 150 kilomètres pour ces visites). Par la même occasion, la menacer de retrait de permis en cas de plainte de sa part, "une infraction à la limitation de vitesse pouvant toujours se relever..." aux dires des pandores.
5/ Menacer ma compagne, à diverses reprises, de la faire placer sous mandat de dépot, avec bien sûr les habituelles menaces de placement de l'enfant à l'assistance publique.

J'avertis ensuite le juge d'instruction, puis, sans réponse de sa part, j'en informais le procureur qui me rendit visite à la maison d'arrêt. Une "enquête en vue de sanction" fut décidée, et notre capitaine bien emmerdé pour expliquer ses actes vis à vis de ma compagne. ce qui ne l'empêchera certes pas de réitérer dans d'autres affaires, d'autres enquètes, car bien sûr il professe toujours donc sévit encore.

Combien de commissariats de police et de brigades de gendarmerie emploient de telles méthodes sur les alliés et familiers de suspects et d'inculpés... Ou plutôt, car le compte serait ainsi plus rapide à effectuer, combien ne pratiquent pas ainsi!"

Au delà de ces aspects factuels il est clair pour nous que l'affaire Jean Pierre Mouille existe bien plus par l'acharnement judiciaire contre lui que par un prétendu meurtre, que c'est bien un flagrant délit de rébellion qu'il s'agit de châtier.

Arrêté en 82 il a boycotté l'instruction bidon pendant un an, conscient que sa défense se faisait dès ce moment. La participation à son propre massacre était exclue. Après plusieurs grèves de la faim, l'AP tente de le psychiatriser et la chambre d'accusation finit par ordonner un complément d'information.

Au juge Wargniez succède donc en avril 83 le juge Beulque dont les pouvoirs sont moins étendus mais qui effectue reconstitution, expertise ballistique.

En juin 84 le complément d'information est clos, malgré les éléments nouveaux, dont aucun ne charge Jean Pierre, la chambre d'accusation refuse la mise en liberté et va le renvoyer en assises.

L'ENJEU DU PROCES

Fabriquer un coupable avec des questions du genre "saviez-vous que Jean Pierre Mouille était armé?", avec des articles de presse basés exclusivement sur les antécédents judiciaires, quoi de plus facile?

Face à cette machine (justice-flics-AP) Jean Pierre a choisi d'assumer sa défense, de ne pas laisser la division classique du travail entre accusés et défenseurs se perpétuer; Jean Pierre a choisi de faire un véritable travail défensif.

"Dans cette affaire, il n'y a aucune preuve de la version criminelle avancée par l'accusation. La chambre d'accusation elle-même, lors d'une réunion en chambre du conseil le 20 avril 83, considérait ceci:"on possède un mobile du crime qui, s'il est admissible, laisse cependant perplexe""

Ce procès se fera sous le signe de l'intime conviction, moyen d'élimination de ceux qui refusent la culpabilité, la punition.

Elimination qui s'effectue dans le cadre de ce battage sécuritaire. Tantôt les agresseurs de flics, tantôt les permissionnaires en cavale, et au-delà de toutes les catégories particulières invoquées, chacun d'entre nous, la campagne autour de Jean Pierre se fait aussi contre ce que signifie la cour d'assises du Nord, des peines assomoirs, là où le "tarif" si tant est qu'il existe est plus élevé que partout ailleurs, là où des juges réacs complètent si bien, au-delà des contradictions réelles, les discours réformistes de Badinter et consorts.

Avant le procès de Lisieux (celui des QHS) Foucault criait au danger: "Autant qu'on sache la loi punit un homme pour ce qu'il a fait jamais pour ce qu'il est. Encore moins pour ce qu'il serait éventuellement. Encore moins pour ce que l'on soupçonne qu'il pourrait être et devenir".

Il est évident qu'à Douai les choses se passent autrement, que cet enfer n'est pavé d'aucune des bonnes intentions qui font la rengaine du réformisme d'Etat.

C'est aussi cette violence de la justice du Nord qui ramène ce réformisme à sa juste signification comme l'isolement est la forme ultime de la prison, Douai peut-être considéré comme la forme ultime de la justice. Ce que les bonnes intentions pacificatrices et économes, et oui la taule coûte cher à tout point de vue, ne peuvent masquer c'est cette forme ultime, caricaturale de l'acharnement à détruire qui de mise en ordre tourne parfois à la mise à mort.

C'est donc à Douai que nous comptons faire la preuve toujours si nécessaire que l'on peut affronter la justice, contre tous les fatalismes, dans une lutte constante pour la déculpabilisation, le refus de la culpabilité.

Il faut rompre ce processus qui fait de chaque emprisonnement, de chaque condamnation un acquis du pouvoir contre tous, et faire avec tous ceux qui se battent contre l'enfermement de chaque défense individuelle un acquis collectif, un moment d'une défense collective.

Collectif Enfer du Nord

les faits

"Ma rencontre avec Jacques se produit de manière inopinée.

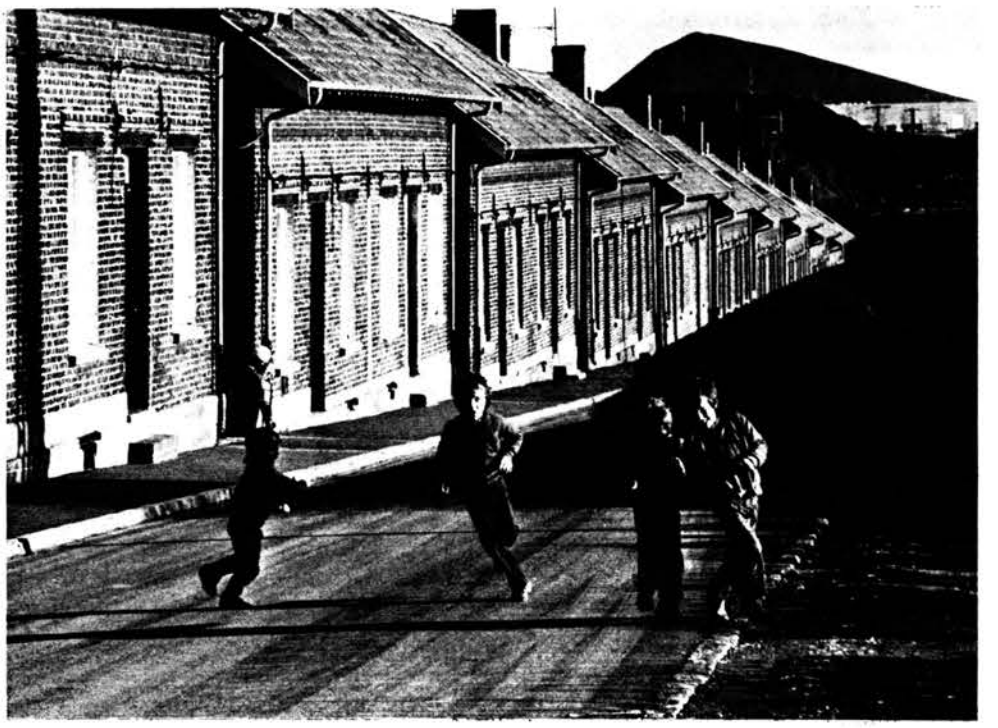
J'apprends les problèmes de Jacques et Nadine lors d'une conversation au café.

A la demande de Jacques j'accepte de rencontrer Robert dans un but de dialogue et de manière pacifique.

Je ne suis porteur d'aucune arme. Dans les toilettes d'un café où nous nous sommes rendus. Robert passe du dialogue apparement courtois à une réelle violence en me menaçant d'un révolver. Alors que je tente de désarmer mon agresseur, un coup de feu part et l'atteint.

De part l'imprévisible de ces évènements, leur tournure accidentelle et l'état de légitime défense auquel ils me conduisirent, je demande à être acquitté de ces chefs d'accusation."

"Si je ne puis prouver mon innocence, ce qui d'ailleurs ne devrait pas être (en fonction du code de procédure pénale stipulant que le doute doit bénéficier à l'accusé), l'accusation de son côté et ce en dehors du fait que je sois réellement innocent, ne peut non plus prouver ce qu'elle tente à toutes fins de fabriquer: ma culpabilité. JE REVENDIQUE HAUT ET FORT QU'AU MOINS LE DOUTE PREVALLE. Me juger coupable dans cette affaire ne pourrait qu'être oeuvre de prévaricateurs."



pour une communauté des accusés

Je pense que tout ne se joue pas au procès, qu'alors les jeux sont faits. Je veux dire que trop de détenu(e)s comptent sur ce jour-là pour mener bataille alors qu'auparavant ils/elles ont laissé les magistrats agir à leur guise. On ne se réveille pas le jour du procès, on se bat chaque jour. Et le procès c'est le moment où les différentes parties enfoncent leur clou. Bien sûr, combattre la cour d'assises n'est pas une mince affaire d'autant moins que les dés sont pipés et que sous une apparence de dialogue il ne s'agit de rien d'autre que des rapports entre dominant et dominé. Mais je persiste à croire que le procès dépendra beaucoup de la lutte menée durant l'instruction, et même la garde à vue, le procès, en lui-même étant une sorte de "remake" où l'accusé ne peut se permettre d'omettre un détail. En plus de leur position privilégiée par rapport au jury, au public, les magistrats ont une manière trés spéciale de décortiquer une affaire, leurs démonstrations et interprétations représentent toujours trés différemment les faits, qu'ils se soient ou non déroulés avec notre participation n'est pas au fond le problème des magistrats, tout est dans leur volonté (et leur pouvoir) de créer un climat néfaste à l'accusé. Un accusé niant les faits est donc plus encore l'ennemi, il n'a aucune "excuse" au crime dont on l'accuse (injustement ou "justement"). Tout se passe alors sans la "magnanimité" dont les juges ont besoin pour donner l'apparence d'une justice rendue "humainement", c'est alors le procès de la bête immonde, à abattre, et bon nombre de verdicts contre des condamnés sans preuve (innocents ou "coupables") le démontrent. Lorsqu'il y a connivence de l'accusé par l'aveu (là encore qu'il soit "coupable" ou innocent importe peu au fond), la suite et le verdict du procès dépendent des limites de cette connivence et jusqu'à quel point l'accusé démontrera ou non sa soumission.

Dans un procès d'innocence, plus que dans tout autre procès, il faut être prêt aux pires attaques directes et indirectes de l'adversaire, et surtout être prêt à se battre et en train de se battre depuis bien avant le procès. L'intime conviction, quant à elle, c'est effectivement le noeud de toutes les erreurs judiciaires, toutes les affaires judiciaires sont des erreurs. Personne n'est jugé "selon la loi", l'intime conviction bafoue toutes les lois, que le résultat soit avantageux ou désavantageux à l'accusé. Il nous faut néanmoins gagner tout au moins le bénéfice du doute qui, lui, tient à l'absence de preuve, à défaut d'intime conviction.

Il faut refuser à l'intime conviction son pouvoir arbitraire et tout le problème est la là. D'autant plus problèmatique que nous nous battons dans un fatras de textes interprétables à loisir par l'accusation et au sein même d'un lieu représentant des valeurs morales qui ne sont pas toutes notres, loin s'en faut. C'est d'ailleurs là que je me "distance" "un peu" du "comité des innocents" (1)(tout innocent puis-je être), car n'est-ce pas là revendiquer la liberté pour celles et ceux n'ayant pas enfreint certaines règles morales et, forcément et même sans le vouloir, laisser la taule aux "coupables" d'infractions? Je sais que ce n'est pas ainsi dans ta tête ni celles de tes camarades. Mais comment crois-tu qu'interprètent ceux qui écoutent une revendication d'innocents, même si cette revendication effleure quelque part la totalité de la population pénale?

Je sais, c'est ambigu; mais nous ne vaincrons pas l'arbitraire de l'intime conviction en lui donnant surenchère avec des notions rigides d'innocence et de culpabilité, au contraire nous la perpétuons.

Je ne t'apprendrai pas que l'intime conviction au procès n'influence pas seulement la réponse à la question relative à la culpabilité ou à l'innocence, elle continue d'évoluer dans les réponses aux questions suivantes des délibérés en cas de réponse affirmative quant à la culpabilité. C'est de A à Z qu'il faut combattre l'intime conviction, de la notion de preuve réelle à celle d'excuse réelle (je ne parle bien sûr pas d'obtenir une "justice à la carte"). Il n'y a pas que des innocents en taule à ce que je sache. Il n'y a pas non plus de véritables coupables, et même si ce n'est pas demain la veille que nous changerons la "société" n'allons pas non plus dans le sens de la conforter, consciemment ou inconsciemment.

Je sais, il est trés difficile de tout concilier, et si je suis aussi conscient de ce qu'en l'état actuel des choses notre défense se fait au cas par cas et qu'il nous faut au plus tôt sortir de l'enfer

Quand donc verrons-nous des comités d'accusé(e)s, que dis-je, une communauté d'accusé(e)s! Je pense que, entre autres, la revendication au droit de regroupement, de réunion va dans ce sens. Il n'y a que les problèmes pénitentiaires, c'est vrai, et crois bien que je n'ai jamais oublié les autres! Il s'agit d'un tout, et c'est en tout que nous devons prendre notre sort en mains sinon on crèvera (c'est toi qui me l'écrivais), de façon collective nous battre, intra/extra muros alliés, sinon jamais n'existera de rapport de force réel.

Extrait d'une lettre de J.P. MOUILLE à R. KNOBELSPIESS

(1) Le comité des innocents regroupe les détenus qui se sont automutilés le 10 août à Fleury-Mérogis pour faire valoir leur innocence.

PAS DE PARANO le PS s'occupe de tout

Nouvelle marchandise politique la Sécurité est arrivée sur le marché institutionnel à la fin du septennat de Giscard. Au moment où nous découvrions les formes quotidiennes de résistance prolétarienne à l'exploitation, l'Etat accentuait ses moyens répressifs.

Contre ces comportements incontrôlables. Alors qu'aujourd'hui le PS affine et améliore sans cesse les dispositifs de contrôle social, l'opposition pressée sur sa droite par le Front National, fait de l'insécurité l'un de ses moyens de différenciation d'avec la gauche institutionnelle.

Incapable de relayer efficacement au sein de la société la réalité de sa politique juridico-policière, le PS, pressé par les échéances électorales et le "front médiatique" est contraint de remodeler son image.

Alors que les prisons sont archi-pleines (sans parler des 52% de prévenus qui s'y entassent) et que la justice française est l'une des plus sévère d'Europe, les derniers chiffres publiés par le Ministère de l'Intérieur concernant la criminalité, nous permettent de mesurer l'efficacité de la politique sociale-démocrate. L'augmentation de la criminalité s'est en effet ralentie en 83 (+4,4% contre 18% en 82) due surtout à la baisse des atteintes aux biens qui constituent plus de 60% des "crimes" et délits (1)

La gauche avait débuté son septennat en augmentant le nombre de flics (c'est des fonctionnaires...) poursuit sa tâche autour de l'axe modernisation/décentralisation permettant une prise en charge locale des problèmes de délinquance. Cette politique trés habile n'arrive pourtant pas à passer au sein de l'opinion et la droite et l'extrême droite vont marquer des points aux municipales de 83 en agitant le spectre d'un gouvernement laxiste face à une "délinquance accentuée par l'immigration".

Espérant bénéficier là aussi d'un consensus politique, le PS jugeant que "la crise et les bouleversements qu'elle entraine produit plus d'insécurité que de délinquance", va progressivement corriger le tir au niveau de son image médiatique. Laissant de côté l'aspect "raviver les solidarités au coeur de la cité" elle va accentuer au niveau de son discours l'aspect répressif tout en poursuivant la même politique. Le Conseil National de Prévention de la Délinquance, présidé par Bonnemaison, maire d'Epinay/seine, va être réactivé, finance le blindage de 5000 portes d' HLM (!) et ses locaux seront pompeusement inaugurés à Evry.

Au mois d'octobre un débat s'ouvre au PS, lancé par l'ordure Destrade (député du pays basque)qui demande d'avantage de fermeté, des peines incompressibles, la réduction des permissions de sortie (pourtant beaucoup moins accordées que sous Peyrefitte), plus d'effectifs et de matériel pour les flics. Jonglant ainsi maladroitement avec le binôme répression/réinsertion le PS ne sait plus où donner de la tête en cette période préelectorale Le beauf moyen vivant dans la psychose de l'agression, l'idéologie sécuritaire est aujourd'hui l'une des choses les plus partagées (2) (paradoxalement un récent sondage révèlait que ce qui faisait le plus peur aux français étaient les prises d'otages et les accidents de la route!).

Au cours de cette récente surenchère sécuritaire la FASP (syndicat majoritaire de la police) y est allée de son petit couplet au mois de septembre en demandant des "mesures concrètes pour rassurer les policiers" incluant notamment une séverité accrue pour les assassins de flic (modification de la législation, pas de remises de peines...)(3)

LA FIN JUSTIFIE LES MOYENS

Les moyens que se donne le PS dans la lutte contre "l'hydre menaçant de la criminalité" ainsi que ses rapports avec la police, sont plus instructifs que les débats institutionnels pour juger de la réalité de sa politique. Celle-ci, que l'on peut grosso-modo résumer par un contrôle accru et localisé des "populations criminogènes" s'articule autour de plusieurs axes:

- Tout d'abord moderniser la police par une introduction massive de l'informatique et de la bureautique permettant à la fois de dégager des policiers des tâches administratives et de traiter plus efficacement les "affaires" (à Epinay/seine le taux de résolution des délits est passé de 20 à 55%...). Sur le modèle de la gendarmerie qui quadrille efficacement le tissu social rural, la méthode de l'flotage, consistant à créer des postes de police dans les quartiers avec quelques agents au "contact de la population" permet à ceux-ci une connaissance accrue des lieux et des personnes (en deux ans on est passé de 2000 à 3200 flotiers...) liant subitement dissuasion et répression
- Une professionnalisation des effectifs (8000 flics vont suivre cette année un stage de formation) qui devrait pallier à la crasse nullité des keufs français par rapport à leurs homologues allemands ou hollandais par exemple. L'incompétence et le manque de technicité des flics étant cause de nombreuses d'erreurs professionnelles, d'imprudences... (au cours de la fusillade de Puteaux il semblerait que ce soit un flic qui ait tué son collègue).

Ces efforts liés à une amélioration du matériel (357 Magnum) et ...aux nouveaux uniformes devraient améliorer l'efficacité et le look désormais américanisé de nos flics (Adieu képis...)!

- L'amélioration du fonctionnement de la police va de pair avec le rôle dévolu aux conseils de prévention de la délinquance. Décentralisés, organisés de façon pyramidale (conseils communaux, départementaux), ils permettent de moduler la gestion de la délinquance suivant les spécificités locales. Actuellement on en est encore au stade expérimental (avec 42 villes pilotes et 250 conseils communaux) mais leur efficacité est indéniable. Intégrant dans leurs structures des associations, des éducateurs et des flics ces conseils sont les instruments idéaux du contrôle social tel que le conçoivent les sociaux démocrates. (4)(5)

Face au durcissement de la répression, alors que flics baveurs et fascistes continuent d'assassiner impunément des immigrés et des jeunes prolétaires, le problème de l'autodéfense des quartiers visés par les réformes social démocrates est à l'ordre du jour. La nécessité d'instaurer un rapport de force, d'anticiper et de déjouer les habits neufs du controle social devient de plus en plus urgente.
La situation aux Minguettes, où toute intervention de la police est subordonnée au feu vert du ministère de l'intérieur, doit dans une certaine mesure être exemplarisée afin que le sentiment d'insécurité grandisse au sein de la police.

Max Holtz jr

(1) Homicides et tentatives d'homicide représentent 0,008% de la délinquance bien qu'en augmentation de 38% en 83 et étant les crimes et délits les plus diffusés par les médias ils exacerbent le "sentiment d'insécurité". Les vols simples et chèques sans provision représentent respectivement 44 et 12% des délits.

(2) "La réalité de l'agression disparait presque toujours derrière le fantasme de son anticipation ou le colportage de son récit. L'insécurité se développe tout entière dans un registre imaginaire, sur un plan qui parait n'offrir aucune intersection avec celui que produisent les statistiques des criminologues". Imaginaires de l'insécurité. Librairie des Méridiens. Réponses sociologiques. 1983

(3) Sans parler de la FPIP (extrême droite, 11% aux élections professionnelles) réclamant le retour aux peines de relégation et la création d'un QHS "spécial détenus dangereux" aux iles Kerguélen dans l'Océan Indien..!!...

(4) A Paris Chirac concurrence les CMPD avec son conseil parisien de sécurité dont l'un des membres éminents est Roménio ci-devant président de la défunte Cour de Sureté de l'Etat et actuel président de Légitime Défense...

(5) L'idée de Badinter d'un conseil européen de prévention de la délinquance permettrait d'unifier la réponse capitaliste aux formes communes de résistance dans les métropoles européennes.

LUTTE DE CLASSE ET REPRESSION.

Le Comitato Contro la Repressione, une des structures organisée de l'immigration politique italienne en France, tente dans cette procure d'analyser les différentes formes d'attaques menées par les Etats capitalistes contre le prolétariat et les organisations révolutionnaires. "La bourgeoisie depuis une dizaine d'années répond violemment aux luttes d'émencipation du proletariat italien. Dans ce but elle a mis au point un arsenal complet de lois et de pratiques policières, judiciaires et pénitenciaires". Partant de l'expérience italienne, c'est plus généralement la constitution de l'Espace Judiciaire Européen qui est abordé: des lois spéciales à la torture, des repentis au contrôle social, de la différenciation aux extraditions ...

Comitato Contro la Repressione
c/o CAPJ, 15 allée Anne Beaujeu, 75019 Paris.

CHEZ LES HELVETES.

Six mois de prison ferme, c'est la peine infligée à Zurich à un camarade pour avoir collé des affiches faisant référence aux actions violentes menées au cours de la mobilisation des squatters contre la démolition de logements bon marché de la Tessinerplatz. C'est la première application de la nouvelle mesure pénale qui permet d'inculper et de condamner quiconque pour simple "incitation à la violence".

Ce n'est là qu'une des nombreuses mesures de renforcement de l'arsenal répressif de l'Etat Suisse; écoutes téléphoniques, surveillance du courrier fichiers informatisés, se multiplient en même temps qu'ils se centralisent .

LA SMALA

Une ville: Avallon. Deux hommes. Un flic. Accrochages. Coups de feu. Sur le trottoir gît le corps du f flic. Les deux hommes se réfugient dans un appartement. Les flics encerclent l'immeuble et tentent de donner l'assaut. Impasse. Les deux se rendent. Sous les flashes des photographes, on reconnait Akkar. Algérien, vivant en France, Akkar est connu de toutes les polices. A la tête du gang des BMW, il a fait un tabac dans les banques du Jura. Recherché en France mais aussi en Algérie où il séjournait avec de faux papiers. Durant ses vacances au pays, il avait été faire un petit tour du côté des ministères dérobant pour les redistribuer les certificats et dérogations permettant ainsi à des centaines de jeunes en France d'éviter un service militaire de deux années. Deux ans du côté de Tindouf: la mort sous les balles marocaines ou la folie qui vous prend la tête toute une vie.

La communauté Akkar forte d'une centaine de membres vivant à Besançon a peur aujourd'hui: les discours sécuritaires (droite-gauche) font d'eux autant de bouc-emissaires, destinés à payer par de lourdes peines au premier procès, voire par de simples exécutions en pleine rue...

JUSTICE KAKI

Un jeune appelé, Eric Latrelle, vient d'être condamné à 10 ans de privation de ses droits civiques et 10 briques d'amende, par le tribunal correctionnel de Metz, pour avoir tenté de se suicider le jour de son incorporation en avril dernier.

Rappelons que dans le code de justice militaire, le suicide est assimilé à une "mutilation volontaire en vue d'échapper aux obligations militaires" , et prévoit, en temps de paix, des peines de 1 à 5 ans de prison et une privation de droits civiques de 5 à 10 ans.

PRESERVER UN GHETTO

Frédéric Oriach, condamné à cinq ans de prison ferme pour des écrits où il revendiquait sa solidarité avec les luttes anti-sionistes a obtenu quatre non-lieux dans des procès concernant des attentats qui lui étaient reprochés. Il reste néanmoins en prison exclusivement sur la "base" d'écrits", de prises de position. Il demande actuellement la révision de son procès, grève de la faim, entrevue à la chancellerie, pétition, meetings telles sont les initiatives qui ont eu lieu en ce sens. Il passera en cassation début 85.

Quant à la critique de la revendication réactionnaire de "statut spécial" que font Oriach et Da Silva, on peut ajouter à la lettre de Marc que le mépris total dans lequel sont tenus les prolétaires détenus en France par ces "camarades" pose question quant à la position politique de ce que Libération continue à appeler un militant autonome!

UNE GOUTTE D'OR QUI PEUT FAIRE DEBORDER LE VASE

La restructuration urbaine n'est pas un phénômène nouveau , loin s'en faut , mais un processus continu de modification du tissu urbain, qui accompagne et rythme l'histoire du développement capitaliste : un processus qui vise à une adéquation toujours plus grande entre l'organisation spaciale et les besoins (économiques, politiques, sociaux et idéologiques) et les temps de la production et du pouvoir.

Pour Paris, on peut dire schématiquement, que depuis le milieu du XVIII ème siècle — avec la révolution industrielle, la domination de la bourgeoisie capitaliste, l'opération Haussemann, etc — la ville n'a cessé d'être en perpétuelle mutation. De par sa croissance biensûr, mais aussi et surtout par un modelage et remodelage au gré de l'évolution du système capitaliste lui-même, vers une rationalisation et une complexification croissantes (1).

Paris est aujourd'hui le coeur d'une vaste métropole, où convergent les multiples fonctions d'une production sociale, elle-même en mutation/restructuration : stade avancé de l'organisation capitaliste de l'espace-temps, forme de cristallisation du rapport social, mais aussi champ de développement de contradictions et d'antagonismes sociaux.

Dans ce contexte, les actuel projets urbanistiques, qu'il s'agisse des dits "grands travaux" (Bercy, Opera de la Bastille, Courneuve ...) ou de la "rénovation" de zones entières (projet "Banlieue 89", quais de Bercy, XIX°, Barbes ...) nous semblent mériter une attention toute particulière;

- pracequ'ils représentent, en quelque sorte, le parachèvement d'un cycle de la restructuration urbaine et qu'ils en ouvrent simultanément une phase nouvelle, de par les préoccupations, les méthodes et les enjeux ...
- parceque, comme processus en actes (c'est à dire déjà opérant), il détermine la première grande restructuration urbaine (de Paris) contemporaine de la crise et du procès général de restructuration du système capitaliste ; se combinant à celui ci de façon étroite, au point d'en constituer un moment ...
- parcequ'ils déterminent des contradictions et des antagonismes, des luttes multiformes (réelles ou potentielles) ; un champ de conflictualité diffuse et des situations de lutte, à partir desquelles peuvent être reposé, et repensé un certain nombre de questions clefs sur/pour le développement d'un mouvement de classe métropolitain.

Il est clair que ce sont là des hypothèses de travail politique et théorique que nous avançons, à partir d'une compréhension décousue, subjective et incomplète de la période, dont il s'agira de trouver une vérification théorique et pratique.

La question centrale étant bien de casser l'état actuel de décomposition et d'atomisation du "mouvement", d'en finir avec une certaine dérive idéologique (2), pour refonder une dynamique politique interne au mouvement réel de la classe, à partir de pratiques et d'expériences de lutte et d' agrégation autonome, liées à des situations réelles d'antagonisme social ...

Notre intéret pour la restructuration urbaine est donc bien plus qu'une simple volonté d'être des observateurs/analystes de la restructuration capitaliste. C'est la volonté de "travailler" sur ce que nous pouvons définir comme un véritable laboratoire politique et social, à partir duquel nous pouvons tenter d'anticiper sur les plans du capital, d'ancrer des pratiques de lutte radicale, de contre-pouvoir prolétaire, dans un tissu social vivant et antagonique.

En celà notre interet pour ce qui se passe dans le quartier de la Goutte-d'Or, relève de cette même volonté de restaurer (ou recréer) une dialectique opérante entre l'objectivité des procès capitalites et l'émergence d'une subjectivité prolétaire antagoniste. Une dialectique qui se situe à la croisée des chemins entre l'enquête et l'intervention politique, entre une reformulation de la théorie révolutionnaire et l'organisation.

L'ENJEU CAPITALISTE DE LA RESTRUCTURATION DE LA GOUTTE-D'OR ...

La Goutte-d'Or est le théatre d'une des dernières grandes opérations dite de "rénovation - réhabilitation" dans un secteur homogène de la capitale (qui avait été jusqu'ici peu touché). Un projet marqué par son ampleur et son ambition, par l'importance de ce qu'il met en jeu tant au niveau économique, politique que social, et surtout par sa volonté novatrice, c'est à dire de ne pas répéter les erreurs et les échecs commis ailleurs (Tolbiac-Italie, Belleville) Une restructuration du territoire qui se veut complète ; bien plus qu'une simple opération immobilière ou urbanistique.

L'opération a été lancée avec fracas l'hivers dernier: le 7 février, en pleine "trêve", à 6 heures du matin, plusieurs centaines de flics et de CRS expulsaient les 57 locataires du 37 rue Polonceau, sous prétexte de "l'insalubrité" de l'immeuble (!). En fait il s'agissait de libérer dans les plus brefs délais le terrain, pour permettre la mise en chantier du premier objectif du plan : la construction d'un nouveau et "super" commissariat de quartier.

Seconde étape le 4 juin avec le début de l'enquête "d'utilité publique" lancée par la Mairie, et au terme de laquelle la Ville de Paris aura le droit d'exproprier à sa guise ...

On doit ainsi amputer le quartier de 45 % de ses immeubles, qui seront purement et simplement reconstruits sur la base de "nouveaux" critères. Sur le reste environ 30 % seront "transformés" (par les propriétaires), à qui on donne 3 ans, ou par la VdP). En tout et pour tout, seul une trentaine d'immeubles seront concervés en l'état.

Celà signifie concrètement que plusieur milliers de personnes, le tiers des habitants actuels, devront quitter définitivement le quartier, et que des milliers d'autres seront déplacés (provisoirement) durant les travaux.

L'inauguration du premier immeuble reconstruit est pour dans trois ans (si tout va bien). Les travaux dans leur ensemble s'échelonneront jusqu'en 1992. Ce qui n'empêche pas, par ailleurs, que les services publics et municipaux prévoient déjà d'étendre le "traitement" à deux autres îlots du XVIII° arrondissement, juste au nord de la Goutte-d'Or.

En attendant on expulse, on mure des immeubles, on les rend inhabitables (plafon et planchers défoncés) pour éviter les "squatts", on accentue la pression policière ...

Mais au-delà de cette ampleur toute "technique" de l'opération, ce qui la caractérise surtout c'est sa volonté d'être une refonte complète de la structure sociale du quartier, pour la recomposer sur des bases nouvelles, adéquates au projet de restructuration globale de la société par le capital ; on conserverait certains éléments, pour en détruire d'autres ...

Il ne s'agit pas d'une restructuration "arbitraire" comme peuvent le penser les bonnes âmes démocratiques, mais un processus qui se fait selon des critères de classe !

Il suffit pour s'en convaincre de regarder les prévisions du plan ; outre le commissariat, on va construire une mosquée (pour remplacer celle qui existe déjà), une crèche, une école, des bureaux et des locaux commerciaux et/ou industriels, des ateliers vers lesquels on compte attirer des industries de pointe, une galerie marchande, et 620 "logements sociaux" (sur la base de 1500 logements actuels supprimés) ... L'objectif est clair, il s'agit de modifier la composition sociale du quartier; chasser les prolétaires et les classes moyennes, pour attirer une population de cadres, de commerçants, d'entrepreneurs, qui pouront productiviser ce secteur de Paris.

De fait pour le pouvoir (Etat et municipalité confondus) il faut éviter de refaire certaines erreurs commisent par exemple à Belleville ou dans le XIII° (Tolbiac-Italie, av. de Choisy) : une rénovation à la "vas vite", livrée à la spéculation sauvage, où finalement le quartier est tellement destructuré, les loyers trop chers, pour que s'y fixe la population ciblée; ce qui à permis la constitution de nouveaux ghettos, principalement investis par des immigrés et/ou réfugiés du sud-ouest asiatique, où ils s'entassent dans les logements restés vides ...

Ceci doit être replacé par rapport au fait majeur que la Goutte-d'Or est un quartier historique de l'immigration, et qu'il constitue aujourd'hui une véritable "poche" dans un Paris qui se veut toujours plus une "vitrine" pour le pouvoir et le capital (vitrine culturelle et artistique, vitrine économique et institutionnelle ...), le centre d'une métropole dont les fonctions habitatives et productives sont toujours plus déplacés vers la périphérie. C'est seulement dans la compréhension de ce procès que nous pouvons correctement appréhender le sens et l'importance de la restructuration du quartier et en faire un terrain de lutte prolétaire.

LA SITUATION ACTUELLE DU QUARTIER.

La Goutte-d'Or aujourd'hui c'est environ 8000 habitants. avec une proportion record d'immigrés (entre 65 et 70 %), originaire d'une quarantaine de nationalités différentes; la communauté majoritaire est celle des maghrébins (Algeriens, Marocains et Tunisiens confondus), mais on trouve aussi de nombreux africains, des antillais, des turcs, des yougoslaves, etc.

Quartier ouvrier traditionnel, dont l'urbanisation et le ratachement à Paris datent de la révolution industrielle, il accueillit rapidement les premières génération de travailleurs immigrés d'Afrique du nord, qui viennent là pour s'entasser dans des logement minuscules et peu confortables, pour reconstituer dans ces ruelles étroites un mode de vie et une communauté.

Dabord ouvriers et célibataires, au fil des années ils ont fait venir leur femme, envoyé leurs enfants à l'école, parfois ouvert des boutiques et acheté des logements ...

Ainsi les maghrébins constituent aujourd'hui une communauté à part, homogène et structurée, bien ancrée dans le quartier ; pour certains l'installation y remonte à trois générations.

Les "autres" immigrés sont arrivés bien plus tard, surtout avec les premières mesures de "restriction" de l'immigration (1974) et le développement de l'immigration clandestine. La multiplication des nationalités a ainsi permis au capital de casser l'homogénéité politique de l'ouvrier-masse immigré sur le quartier.

Désormais il n'y a plus de réelle "communauté immigré", mais une juxtaposition de ghettos, de groupes d'intéret, de cultures. Non seulement pour des différences de nationalité , mais aussi parceque celle-ci s'est superposée à une stratification sociale de la popu-

OSER LUTTER !

A la Goutte-d'Or, à l'exploitation capitaliste de toujours s'ajoute aujourd'hui pour des milliers de personnes la perte du logement. En effet, le plan de restructuration du quartier mis en place par l'Etat et la Mairie vise à détruire des immeubles vieux, vétustes qu'ils ont laissés pourrir durant de longues années et à vider le quartier de sa population.

Barbès Village, Barbes quartier ? NON, Barbes est un ghetto, la vie y est difficile. Les prolétaires qui habitent dans ce quartier vivent là une exploitation spécifique. Ils sont pour une large part immigrés ; c'est à dire de véritables déportés du travail, avec comme seule garantie de survie un permis de séjour et le droit de fermer sa gueule face aux injures qu'ils subissent.

Aujourd'hui, dans le quartier fleurissent des propositions qui visent toutes à conserver le quartier tel qu'il est: le quartier c'est le contrôle policier, les discriminations par rapport aux immigrés, dans les écoles, les hopitaux, etc. C'est aussi entretenir les divisions entre les générations, les religions, les nationalités, les hommes et les femmes.

Toutes les propositions qui ne s'attaquent pas à la réalité de l'exploitation et qui sont là que pour faire passer la pillule, en prétendant faire gérer par les gens eux-même leur misère, se dénoncent elles-mêmes. Nous, en prenant compte la réalité de classe du prolétariat, avançons la proposition de GREVE DES LOYERS.

Cette proposition n'est pas un but mais un moyen qui part de la réalité du quartier où déjà individuellement des prolétaires ne paient pas leur loyer, faisant ainsi une économie financière, mais restant aussi vulnérables parceque seuls. Nous pensons que ce type de proposition peut permettre de briser l'isolement. En ce sens la grève des loyers est une proposition organisationnelle qui a pour but de faire se rencontrer des prolétaires du quartier, afin qu'ils s'organisent face aux expulsions; afin aussi d'établir quelles luttes sont aujourd'hui nécessaires face à une détérioration de toutes les conditions de vie du prolétariat.

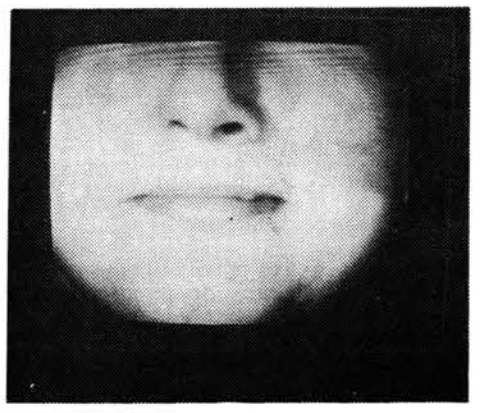
En finir avec toutes les illusions : chassés des usines, du quartier, les prolétaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Une seule interrogation se pose aujourd'hui :

- ou subir l'expulsion en espérant un hypothétique relogement individuel, quitte à ce que les autres crèvent la gueule ouverte
- ou se rassembler et préparer dès aujourd'hui la lutte avec l'espoir de voir naitre une réelle solidarité entre les prolétaires.

DE QUI DEPEND QUE L'OPPRESSION DEMEURE? DE NOUS.

DE QUI DEPEND QU'ELLE SOIT BRISEE? DE NOUS EGALEMENT ...

(Ce tract a été distribué sur le quartier par des camarades qui y interviennent depuis plusieurs mois)



Passeport pour l'exploitation

L'offensive état-patronat pour la modernisation de l'appareil productif prend une nouvelle fois le visage sombre de la restruc turation.
La crise continue sa marche implacable.Sous sa bannière,c'est tout notre environnement économique, social,culturel qui se modifie progressivement.Après l'industrie (licenciements,pactes sociaux..) c'est donc au tour de l'enseignement de se plier aux nouvelles données économiques.Rien de nouveau,en un sens,car l'impératif politique a toujours été d'obtenir une adaptation permanente de la main d'oeuvre aux modifications de l'appareil de production.
Rappelons nous les longs cortèges de manifestants stigmatisant la présence de patrons au sein des conseils scolaires...
Pourtant,il semble bien que l'accord conclu entre un LEP et une entreprise de la région de Chamberry marque une nouvelle ère dans les rapports,jadis conflictuels entre l'état et le patronat sur la question de l'enseignement.
La crise, a en effet profondément oeuvré en ce sens.
La société traumatisée par le chomage se débat dans le filet ténu de la crise et est prête à accepter comme la manne tant espérée tout ce qui pourra apparaitre comme une échappatoire à l'ANPE, aux porte à porte humiliants auprès des entreprises.
La petite phrase de Fabius"il faut que tous les collèges soient jumelés avec une entreprise" a donc rallié tous les suffrages.
En particulier ceux des patrons qui voient dans les accords de jumelage la première phase de leur gigantesque projet d'asservissement de la société civile au travail productif:concrètement l'entreprise tentaculaire et polymorphe,à la fois lieu de production et de formation où l'individu passerait de la salle de cours à l'atelier sans changer de batiment.
La formation est le mot clé de la restructuration de l'éducation,les objectifs étant les suivants:tertiarisation croissante de la production;développement des technologies de pointe;remise à niveau du rythme de la productivité...
Or,le profil du marché du travail à l'aube de la troisième révolution industrielle n'est pas adapté:pénurie de techniciens et d'ouvriers qualifiés du tertiaire.Les établissements scolaires et universitaires vont ainsi préciser leurs roles: orienter la qualification sociale vers plus de polyvalence et de mobilité.Il s'agit de développer une interaction maximale entre le système éducatif et l'environnement économique grace à la production d'une main d'oeuvre formée pour répondre avec efficacité à toute évolution économique nouvelle.
A la flexibilité de la production doit correspondre la flexibilité de la main d'oeuvre.De plus,l'école se doit d'envisager une modification radicale des comportements de ses sujets.
Prioritairement donc,la résistance au travail, à la qualification,est dans le collimateur; ressuciter le gout et l'intérèt au travail par la promesse d'une formation réussie, c/a.d gratifiée d'un emploi.
L'Eden patronal étant d'arriver à un rapport quasi pavlovien au travail pour écraser toute vélleité de glande.Rentabilisation, productivisation,extorsion de l'imaginaire interviennent comme autant de relais pour l'élargissement du champ productif à la société entière.....

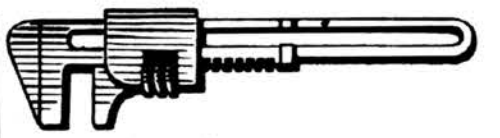
DECONTRÔLE D'AIGUILLES...

La fraction syndicale de l'Etat social-démocrate français avait programmé, au sein de la SNCF des journées de grèves tournantes et perlées selon le risque d'explosion de la base locale. Cette manoeuvre de printemps, destinée à consommer dans l'impuissance et l'isolement tant l'énergie, l'argent que le moral des PROLETAIRES DU RAIL, avait pour but officiel d'obtenir l'application des 35 heures avec embauche sans perte de salaire.

La plupart des salariés, à qui la CGT et ses consorts proposaient une grève nationale de l'entreprise le 25 mai, savaient bien avant, que cet objectif serait partiellement atteint, et que la réforme entrerait en vigueur à partir du 2 juin 1984 pour s'accomplir à moyen terme. Ils n'ignoraient pas non plus que les technocrates

En cherchant à les isoler par la procédure stalinienne désormais classique, la CGT a confirmé auprès de nombreux salariés que sa tâche est PRINCIPALEMENT POLICIERE.
Les crapauds de la CFDT tout en légitimant le mécontentement des travailleurs condamnèrent prudemment la forme qu'il prenait et proposèrent de l'adoucir techniquement jusqu'à la rendre inopérante et ridicule.

La colère de quelques prolétaires du rail, désabusés à force d'être humiliés par le mensonge réformiste d'Etat, prenant de vitesse tous les bureaucrates et leurs calculs, fait apparaître le point de non-retour à partir duquel se produiront les prochaines OFFENSIVES des salariés.. Dans une telle entreprise, réputée forteresses syndicale, c'est un fait nouveau et exemplaire qui s'est produit. L'insatisfaction s'est concentrée pour atteindre une forme autonome; elle n'est plus désarmée.



avaient tout mis en oeuvre pour en supprimer les maigres avantages, aggravant de fait les conditions de travail.

Aussi le COUP DU 16 MAI est-il l'expression d'une insatisfaction ILLIMITEE qui a désarmé le mensonge réformiste et décapité son personnel syndical. Les fumiers d'Etat ne peuvent se moquer indéfiniment des nécessiteux sans s'exposer à des ripostes de taille!.

La grève de l'après-midi du 16 mai sur la banlieue de St. Lazare fut une GREVE SAUVAGE. A la plus grande fureur de leurs patrons ET de leurs syndicats, les employés chargés de la sécurité de la circulation des trains de la gare d'Asnières ont tout arrêté (en fermant les signaux), suivis peu après par leurs homologues de St. Lazare.
Les réactions furent aussi brutales et maladroites que le coup était puissant. L'Etat-SNCF expédia les casqués faire le siège d'Asnières puis nettoyer les abords de la gare St. Lazare des porcs-bâtards qui menaçaient de casser la gueule aux aiguilleurs. La CGT désavoua immédiatement les auteurs de ce TROUBLE A L'ORDRE PUBLIC, et tous ses GROUPUSCULES locaux qui, la veille même soutenaient des appels à la grève illimitée, accusaient les grévistes d'être manipulés par le patronat.

A cet égard les ouvriers de Talbot-Citroën se sont bien battus. Le niveau le plus haut atteint dans la lutte du compte-à-rebours que leur imposait le capital s'est retrouvé IMMEDIATEMENT dans ce début prometteur.

Des prolétaires du rail
Paris. Aout 84

UN CLIENT RECALCITRANT POUR L'EDF

Le 16 Aout, la Cour d'Appel de Reims a rendu un arrêt favorable à E.D.F. à l'encontre de Christian DROUET, le condamnant à une peine d'amende de 3.000 Frs. DROUET refusait depuis avril 1982 de payer l'intégralité de ses factures à l'E.D.F., prétextant que:
1°/ Il refuse de subventionner la politique électronucléaire dont les usagers domestiques n'ont nullement besoin étant donné leur faible consommation (1/4 de l'électricité nationale et 1/8 seulement à usage spécifique)
2°/ Il n'appartient pas à l'usager domestique de combler les déficits d'exploitations dus aux ventes à perte d'électricité aux usagers professionnels.
3°/ Les aspects antisociaux induits (travail de nuit, absorption de capitaux au détriment d'autres secteurs et de l'emploi)

A la suite de la coupure d'électricité pratiquée par l'EDF, DROUET s'était rebranché directement sur le réseau et versait tous les quatre mois une somme forfaitaire à l'EDF.

La Cour a réformé le premier jugement sur la peine (1 mois ferme), considérant que "les explications fournies par le prévenu,... constituant des mobiles, pour la plupart dénotant un sens des responsabilités aigue"...

C. DROUET s'est aussitôt pourvu en cassation.

Ce procès fait suite à de nombreux autres déjà subit par des "Autoréducteurs d'électricité" dont Claude BOYER qui depuis février 79 totalise déjà 17 mois de prison avec sursis dont 9 amnistiés (81) en quatre procès en correctionnelle deux en appel, une nouvelle plainte en Cour ainsi qu'un pourvoi en cassation.

Le mouvement des autoréducteurs s'étend aujourd'hui sur plusieurs villes où des groupes et individus agissent pareillement depuis peu, notamment à Rennes (comité de chomeurs), Lyon (libertaires), Béthunes (antinucléaires).

Les "Autoréducteurs Associés" ont bénéficiés jusqu'à présent du soutien des "Verts", des groupes libertaires (F.A., C.N.T., O.C.L., U.T.C.L.) de l'U.F.C. (Reims) comité de Chooz, CFDT Cheminots Reims et de l'aide par la diffusion de l'information de nombreux journaux libertaires, écologistes, antimilitaristes et non violents.

Pour information les:
"Autoréducteurs Associés"
c/o l'Egrégore B.P. 1213
51058 REIMS CEDEX

"PYLONE SUICIDE".

Le 5 août dernier un pylône d'une ligne de très haute tension, près de Toulouse, s'est envoyé en l'air à l'aide d'un peu de dynamite, ne supportant plus le plan nucléaire d'EDF.

LA CHIERS,

TOUJOURS LA SUBVERSION

L'usine en démolition, les stages de formation, l'attente des reclassements, un plan social exceptionnel, pour bagarreurs d'exception.

L'annonce de 29 mises au chômage technique le 20.9 provoque un énième barrage de la nationale et de la voie ferrée. La pointe de Givet est a nouveau bloquée.

Les flics et leurs blindés arrivent et interviennent dans l'usine, lieu de repli traditionnel. Deux incarcérations pour ports d'armes (26 cocks + grenades à platre)

Re-barrage pendant la garde à vue, occupation militaire par les flics de Vireux, manif de 300 personnes. 17 personnes se mettent en grève de la faim pour la libération des inculpes, une manif de 1000 personnes a lieu, des demandes de permis de visite collectifs, une attaque aux cocks de la gendarmerie est suivie d'une raffle au CES et d'une incarcération.

Les clichés sur la prison réservée aux "délinquants" étrangers s'en prennent plein la gueule, l'i-l'image de la vie pénitentiaire (prison trois étoiles) aussi avec les fouilles anales, etc...
Les sidérurgistes bien accueillis par les autres détenus ont découvert des gens proches d'eux.

Les deux sidérurgistes, mais aussi le jeune viroquois ont été libérés, la taule n'assurait pas sa fonction d'isolement, le mouvement extérieur était trop fort, collectivement porté par des centaines de gens qui méprisent la loi.

A suivre bien sûr...

chomage strikes back !

Ce texte parle du chomage... et traite des nouvelles formes du travail. Pour ceux qui y verraient un paradoxe, nous espérons la démonstration suffisamment explicite pour démontrer qu'il n'y a pas d'absurdité à considérer ces moments sociaux sous une lumière un peu différente.

Articulé en une série de réflexions, il est possible que les re-dites abondent et que l'énumération paraisse fastidieuse...

Tant pis pour la littérature révolutionnaire et l'aspect pédagogique (ni poête, ni professeur, en réflexion)

Le Capital et sa représentation politique actuellement au pouvoir sont confrontés à la nécessité urgente d'aménager la vie et l'organisation du travail au moment où les volontés de vivre "autrement" et les conséquences de la perte du respect de l'aliénation sont telles que plus personne ne puisse lès ignorer. Et c'est précisément la prise en compte de ce qui constituait une contestation du système capitaliste qui va se trouver utilisée comme arme pour désamorcer les antagonismes en présence. Il est probable que s'affirme sous nos yeux un remodelage de la production, un saut technologique dans la gestion de la force de travail (une résolution des antagonismes qui en d'autres temps ont été soldés par une guerre, l'élimination physique d'une fraction sociale, des destructions massives ou l'enfermement)

Un petit meilleurdes mondes (du travail) s'élabore au nom du glorieux passé de la social-démocratie française (36, 68, 81). L'autogestion est en projet, celle de l'adhésion à nos valeurs, notre économie, à notre contribution au socialisme. Noske n'écrase plus à coups de massue, il avorte à coups d'épingle...

Fin 1984, les prévisions tablent sur deux millions et demi de chômeurs, dont 516 mille de longue durée. A terme, vers 1986, nous compterions 3 millions de chomeurs parmi nos concitoyens et une cacophonie de lamentations concernant l'établissement des responsabilités dans cette situation; le rabachage du chaos qui caractériserait le pays, le péril d'un Weimar 84 (avec micro-führer en option) la clochardisation de citoyens respectables (les "nouveaux pauvres" on aurait jeté les anciens à la poubelle sans doute).

La réjouissante nullité de la classe politique et la similarité des discours de droite comme de gauche, visible par tous, laissait prévoir de belles conneries et des chômeurs pour encore longtemps.

Mais il y a une intelligence capitaliste: au développement d'une fraction d'exclus, de déclassés permanents du procès de production, répond l'élaboration de projets visant à dépasser la situation d'inactivité de ces forces et redonner à l'économie les possibilités de revenus que recèle potentiellement une telle fraction. Ce qui est clair revient à organiser l'éviction de plusieurs centaines de milliers de jeunes des statistiques du chômage, enrayer les phénomènes psycho-sociaux de désespoir, d'exclusion et d'inertie négative qui bloque l'imaginaire social, utiliser la puissance de production et de création que représentent ces prolétaires figés, et surtout inverser le rapport de force au profit du capital.

* Des Stages Barre au Plan pour l'Emploi. Des Plans Avenir-Jeunesse aux stages de formation professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans c'est tout un train de mesures qui a rompu avec le dispositif classique séparant le temps de formation du temps de travail (ecole-fac-bureau-usine).Il n'y a plus de caractère irreversible mais une mise en avant de la notion d'alternance.
*On ne sera plus étudiant puis salarié jusqu'à la retraite, mais étudiant, salarié, étudiant, en 3x8, en stage de formation, salarié à temps partiel, étudiant, etc...
Le capital va imposer ses rythmes et contourne déjà une législation du travail adaptée au système d'organisation traditionnel (39h/semaine), accentue la désyndicalisation progressive des salariés; et le temps libre peut largement augmenter mais dans une soumission accrue aux exigences de la production basées dès lors non plus sur une présence régulière mais sur une disponibilité constente.
*La diffusion de ce processus productif dans la société est opérée non seulement
non seulement au travers de la décentralisation des unités productives, la réutilisation de la petite et moyenne entreprise mais aussi à travers l'expansion du temps partiel, du temps "choisi", des travaux au noir, à domicile, autonomes, clandestins -à travers les refontes et les visées du système éducatif (acquisition des techniques d'application plutôt que du "savoir", 'voir à ce sujet Tout! cahier spécial université'). Au travers de l'auto-exploitation, de la participation co-gestionnaire à l'entreprise (intéressements, commissions participatives, cercles de qualité).
*Les objectifs capitalistes de fluidité économique et technique (gestion de flux au travers de la robotisation et de l'informatisation) doivent correspondre à une souplesse sociale dont le patronat est prêt à payer le prix (gestion humanisée).
*Voilà ce que globalement signifie la priorité donnée au chomage par le gouvernement, l'action sur cinq fronts prioritaires (croissance, création d'entreprises, flexibilité, travaux d'intéret collectif, formation) qui s'exprimeront par un effort du système scolaire pour maintenir 60 à 70.000 jeunes supplémentaires en son sein, leur prodiguer une formation spécifique en fin de scolarité, développer des filières de formation complémentaires et faciliter un retour éventuel dans ses établissements à ceux qui les auraient déjà quitté.
*Le pari de l'Etat (et du patronat moderne) c'est, au travers d'une décentralisation des taches jusqu'à l'échelon local (chargé de dossier dans chaque département, suivi des jeunes dès la sortie du système scolaire), d'une utilisation accrue de l'armée (pilier de la société) par l'augmentation des emplois à caractère professionnel concernant les appelés et leur sanctionnement par un certificat donnant droit à un stage de qualification (passage de 80 à 150.000 de ces emplois militaires), de gagner le défi d'adaptation que pose la période actuelle, de concilier nécessités capitalistes et réalités sociales.
*Arriver à gérer la modernisation de l'appareil productif français (avec le patronat le plus con d'europe, rétrograde et myope, c'est pas rien...) c'est chercher l'intégration de la jeunesse sur des modes salariaux différents (temps libre, allergie au travail, etc...), chercher la résorbtion des noyaux rigides de la classe ouvrière et la disparition des fossiles industriels et autres archaismes du paysage.(1)
*Nous assistons à l'institutionalisation de la figure précaire (non qualifiée/déqualifiée selon les discours). A la reconnaissance de l'adaptation des polyvalents dans un procès de travail remanié. La création d'un type nouveau de travailleur (mobilité/polyvalence) pour un nouveau type d'industrie (dimension territoriale du procès de travail/articulation sur "bassins" de production) participant d'une qualification sociale générale et non plus d'une qualification technique particulière (2), objectivement détachée et d'un emploi particulier et d'une entreprise particulière. Voire prenant en charge sa propre qualification pour le travail (3)

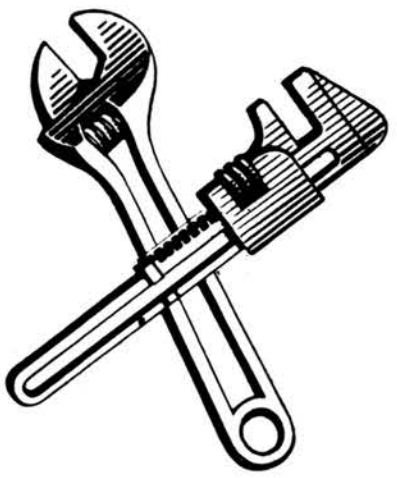
*Nous tenons le fil directeur qui organise le projet de placer en formation alternée environ 300.000 jeunes de 16 à 25 ans. De créer ce fameux "choc psychologique" (psychologie de socialistes) à partir duquel le salarié ne se protège plus derrière un groupe ou une communauté et réagira pour lui-même (ce qui en dit long sur l'atomisation des individus dans la res publica)

*Au niveau ouvrier encourager le risque et la création d'entreprises de nouveaux secteurs, de liberer la population active de ses inhibitions de revitaliser les emplois d'initiative locale, d'utilité publique ou sociale, sans concurrencer les petites entreprises existantes, de détecter les nouvelles possibilités d'emploi et de décentraliser le pays. Chaque stagiaire se verra proposer un statut et la couverture sociale correspondante.
*Au niveau patronat/syndicats remettre en cause l'attitude des employeurs et du patronat dans son ensemble vis à vis de l'Etat (redonner une politique dynamique d'investissement, dépasser cette gestion repliée sur soi-même digne du siècle dernier, avoir suffisamment confiance pour ne plus attendre les dernières extrémités pour envisager la modernisation.
Quant aux syndicats, il s'agit de les revaloriser en tant que partenaires privilégiés associés a la définition de nouvelles politique contractuelles, en leur offrant les moyens de situer positivement (et contrer le déficit actuel de la négociation donc des issues violentes aux conflits).
*Au niveau de l'Etat dépasser le système de haute protection (du type de la Convention Spéciale de la Sidérurgie -des congés de reconversion - des systèmes de pré-retraite), la disparition de l'Etat Brovidence, le refus d'établir une "Cassa Integrazione" à la française (effets prevers provoqués par les couvertures sociales qui rendent "frileux" les travailleurs d'un secteur en difficulté; la désorganisation des entreprises et l'établissement de formules sans contre-partie productive).

En clair il s'agit du retour à une "autonomie de jugement et capacités d'initiative", au "moins d'assistance- plus de responsabilités", et au "vaut mieux un jeune en formation qu'au chomage". (prose gouvernementale)
*En application: offir à tous les jeunes de moins de 21 ans soit un emploi soit une formation. Les TIC (travaux d'intéret collectif) ou autre TUC pourraient toucher environ 75000 jeunes pour près de 1700 Frs/mois pendant six mois

(c'est l'abondance!!!). Ces travaux correspondraient à une tache valorisante et qualifiante en évitant les camps de jeunesse, les ateliers nationaux, les grands chantiers, et autres autoroutes (mieux que Petain, mieux que Thiers, mieux que Le Pen), sans concerrencer des activités existantes assurées par des entreprises normales d'où l'appel à la concertation patronat/associations/collectivités locales. Et dont le financement serait assuré par l'Epargne, la redistribution d'un impôt indirecte, (on leur fait confiance pour trouver notre fric).

En conclusion des éléments de réflexion sur la perspective politique offerte, et quelques chiffres issus d'un sondage de l'Expansion (le journal des cons) à correler avec les projets exprimés dans le texte.
*Dans le traitement du problème du chomage en France, l'Etat PS veut arriver à synthétiser les deux thèses en présence concernant la résorbtion possible de cette situation: la thèse qui se bat sur l'augmentation de la croissance et celle du partage du travail comme thème central sont utilisés pour être appliquées jusqu'aux plus bas échelons de la société (nous). La gestion de cette synthèse doit s'effectuer sans retomber dans la vision de la droite et CNPF sur l'économie (le retour à la loi de la jungle) y compris au prix de déracinements géographiques, au sacrifice de régions pour d'autres). Il s'agit d'imposer au patronat une conception des restructurations ou les impératifs de productivité n'etouffent pas des finalités sociales (distribuer les retombées du progrès technique non plus seulement aux seules entreprises mais aussi a ceux qui y travaillent). De trouver les outils permettant d'assurer une gestion saine (socialement/humainement) de la mobilité de l'emploi, de la mise en cohérence des choix budgetaires avec la lutte contre le chomage et les efforts de solidarité (suppression des rentes de situation sur le marché du travail). De profiter des mutations en cours pour marginaliser les bastions ouvriers traditionnels et par là le PC. Et, après tout pourquoi pas, de gagner en 86 (mais ceci est une autre histoire...).



Quelques chiffres à corréler (sondage de l'Expansion du 2 au 15.3.84)

- Dans 50% des cas les chomeurs ont moins de 29 ans et appartiennent, pour 70%, à des catégories sociales modestes.
- 49% des chomeurs déclarent ne pas toucher d'indemnités et 57% des autres estiment que celles-ci sont insuffisantes contre 40% les trouvant normales. (l'explication en serait l'absence de niveau salarial de référence pour des jeunes n'ayant jamais travaillé et/ou issus d'un milieu modeste).
- Leurs ressources seraient prises sur leurs économies puis par emprunts. Les restrictions s'exerçant d'abord sur le superflu (vacances, vetements) puis sur le budget alimentaire
- 69% se déclarent prets à un travail temporaire, 65% à des horaires moins favorables, 59% à un travail moins qualifié, 51% à gagner moins.
- Les hommes se déclarent prets à des "sacrifices physiques" tels que le travail le week end ou des taches plus salissantes, ou un temps de transport plus long; les femmes pencheraient pour un temps de travail partiel.
- On remarque donc que trés rapidement il y a abandon des "droits acquis" traditionnels pour une plus grande adaptabilité et la défense personnelle sur le marché du travail (en effet chaque chomeur s'isole volontairement du reste des autres, l'atomisation n'est pas perdue pour tout le monde...).
- A remarquer l'Expansion (le journal des cons) souligne que l'espérance moyenne de salaire des personnes sondées reste trés proche du niveau d'allocation touché (ça aussi c'est du bien de grand-mère, ça se perd pas!)

Fritz Teufel

1/ Filière de priorité nationale: bâtiment/travaux publics/informatique productique/électronique/agro-alimentaire
2/ A noter pour abonder dans le sens de cette réflexion, voir le récent article du Monde (5/10/84) concernant le degré d'inégalité en formation initiale des régions françaises. La séparation du pays en zone de niveaux de qualification et leur répartition sur l'hexagone illustre le problème de la palliation aux déficiences locales par des systèmes de rattrapage éducatifs de redistribution rationelle des capacités industrielles (ce qui est d'autant plus vrai pour la future main d'oeuvre).
3/ A ce propos l'Expansion remarque que certains chomeurs seraient prets à payer de leur poche leur formation ou sa modernisation, leur mise en condition pour la concurrence sur le marché du travail (a rat race!)

DEDANS/DEHORS

10 ans maintenant que la prison fait l'objet de préoccupations militantes à l'extérieur, cet automne 84 a été un signe de plus de la faiblesse des révolutionnaires.

La passion manquait. De temps en temps on entendait dire d'un ton dramatique "il y a des camarades en grève de la faim" mais les camarades les plus proches des camarades faisaient peu de choses !?!

D'autres attendaient emeutes et cadavres pour foncer. Goût du morbide, fantasmes de radicalité, prétextes à une lassitude générale, toujours est-il que le travail de relais extérieur du mouvement fut laissé aux soutiens affectifs stricto sensus, ou aux comités à vocation représentative et négociatrice.

Un meeting eu lieu à Paris le 12.10.84 et fut sans surprise. 250 personnes peu de choses à dire, si ce n'est savoir que les militants AD étaient progressivement passés de la revendication du statut à des revendications communes (5)

Le lendemain, jour de parloir, rusant les flics qui nous attendaient aux portes de la Santé et de Fresnes, il y eu une diff de tract, signature de pétition, petite manif avec banderolle à Fleury qui se termine pour 10 personnes par une discussion avec un réformiste de choc et "plein de contradictions" le désormais fameux Fetrot à Fleury.

SOUTIEN PONCTUEL OU LIEN PERMANENT

L'enprisonnement de Paula Jacques (amie de Claude Halfen inculpé AD) pour son soutien aux grévistes de la faim, les perquisitions chez des signataires de pétitions (!) sont là pour rappeler que le soutien gêne l'Etat, et qu'il est assez limité pour susciter des méthodes à l'allemande.

Les positions prises aujourd'hui par ceux qui soutiennent Paula (dénonciation du "terrorisme") comme la revendication des deux flics morts de l'avenue Trudaine par AD ne simplifient rien. Qui aurait envie de mettre son nez dans ce panier de crabe?

Et pourtant le meeting avait sciemment été organisé la veille d'un jour de parloir. Qu'il s'agisse des familles à informer, alors que bien souvent elles freinent par peur les détenus dans leurs luttes, qu'il s'agisse des détenus dont les luttes sont un moment fondamental pour sortir du silence, à qui il fallait montrer que dehors aussi ça bougeait. Que ce soit l'affiche "Taule basta!" collée sur les trajets menant aux taules, la nécessité de participer aux luttes, de les renforcer à l'extérieur était évidente.

Dans ce cadre toujours le problème du "Que Faire?", le boulot de militance classique n'intéresse personne quand bien même il faut en passer par là, et une nouveauté aujourd'hui semble être quant à la taule la possibilité d'utiliser les ondes hertziennes pour commencer à saper concrètement le fonctionnement de la taule basé sur le silence, la désinformation, le non-dit, avec la circulation d'infos. Cela peut paraitre limité mais certaines expériences (Lille, Toulouse) où même l'existence des émission taulards sur Paris telles qu'elles existent actuellement prouve l'intérêt de la démarche. Il s'agit de créer des liens permanents entre intérieur et extérieur pour favoriser les luttes, la communication. De cela peut surgir et se développer toute l'intelligence des luttes contre la taule. Le premier souci, sortir. Faire contre-poids à la modération des familles, au rôle des avocats "auxiliaires de justice", ébranler la résignation, propager des méthodes de lutte collectives contre la justice, tout cela pour créer des points de repère collectifs pour ne pas être seul, désarmé en se retrouvant en taule ou dehors face à la prison.

Plus que toute théorisation contre l'enfermement, c'est la positivité des luttes qu'il faut valoriser plus que le débat réformisme ou radicalité, c'est de notre capacité à conquérir des acquis, à déborder les illusions sur les "droits" par une pratique quotidienne de la conquête que dépend la fin des prisons.

Dalloz Mortel

(1) Voir CLASSES DANGEREUSES N°4, automne 84. Un dossier prison; dont des lettres du directeur de la prison de Nîmes qui en 1841 préconisait l'isolement contre la révolte. Voir aussi le manifeste abolitionniste et l'article "le GIP et la suite"

(2) Avec 42000 détenus dont 52% de prévenus, en prison aussi il faudrait dégraisser, tous ces jeunes jamais condamnés pourraient travailler dans "l'intérêt général" (TIG). Moins cher, moins risqué quant à la reproduction par l'apprentissage en taule de diverses façons de subsister sans se vendre, le travail ça réinsère, c'est sûr! Les juges sont encore trop réacs pour distribuer du TIG de substitution alors comment les pousser, à comprendre que c'est leur propre intérêt? Proposez vos recettes à la chancellerie, ils sont prêts à payer pour!

(3) Au sujet de cette entrevue dont Libération a rendu compte d'étrange façon voir la lettre d'Otages N°3 disponible contre 2 Frs en timbres à l'adresse d'Otages.

(4) ACTES, cahiers d'action juridique bimestriel N° 13-14 "prisons le blocage" 1977.

(5) Lire à ce sujet le texte de Vincenzo Spano dans l'Internationale N° 10, centré sur la revendication de sociabilité.

Pour tout ce qui concerne les plate-formes revendicatives, la chronologie du mouvement, se reporter à Otages N° 2 et 3

toulouse: 15 jours contre

En décembre 1983, TRANSMURAILLE-EXPRESS émet sur CANAL SUD. L'émission est destinée aux détenus des maisons d'arrêt de Montauban, Toulouse, du centre de détention de Muret, et à tous ceux qui sont sensibilisés aux problèmes de l'enfermement. Les détenus expriment à l'antenne, par lettres, cassettes, témoignages directs, leur rage, leurs luttes, les mille et une humiliations quotidiennes. Rapidement, l'administration pénitentiaire ne supporte pas qu'une émission ébrèche le mur du silence carcéral : perquisitions de cellules, courrier censuré, magouilles et mise à l'isolement de détenus.

Au fil du temps, TRANSMURAILLE-EXPRESS devient l'écho du monde carcéral et lieu de débat d'une "certaine mouvance toulousaine".

De ce foisonnement naîtra le projet de journées contre l'enfermement.

L'actualité s'y prête. En octobre 1984, 500 détenus de Fleury-Mérogis, 300 détenus de Loos-Les-Lille, etc., se mettent en grève de la faim : une fois de plus, le scandale des conditions de détention éclate, à voix basse, sur les médias. Le mythe de la prison "3 étoiles" est sérieusement battu en brèche.

L'ATAL (Association Toulousaine d'Animation Locale qui organise les journées contre l'enfermement) se veut SOLIDAIRE DE TOUTE LUTTE DANS LES PRISONS : demander l'amélioration des conditions de vie à l'intérieur de quelque goulag que ce soit, c'est exiger que soient reconnus à l'individu ses besoins fondamentaux, sa dignité ; TOUTE LUTTE PARCELLAIRE, TOUTE ACTION COLLECTIVE, EN RUPTURE, BRISE LE SILENCE ET LA SEPARATION IMPOSES PAR LE POUVOIR ET LES AFFAIBLIT.

Et puis, ça fait chaud au cœur de se battre et de gagner !

Même si, contradictoirement, il nous paraît évident que "l'amélioration du régime carcéral, sa modernisation", peut assurer un meilleur fonctionnement du système que nous combattons.

Avec les différents modes d'enfermement, archaïques ou libéraux, il faut dénoncer les structures qui les précèdent (appareils juridiques, policiers, ou contrôle social), celles qui existent déjà, celles que le pouvoir met en place à l'échelle européenne pour une plus grande efficacité, avec l'alibi de la chasse aux terroristes, avec, en fait, le dessein de cerner toute population, de prévenir toute subversion sociale ou politique.

Face à la barbarie de la prison, et pour suppléer à son aspect scandaleux, ou le compléter, le pouvoir met en place un enfermement plus subtil des individus, des groupes, par un fichage et un contrôle quotidiens relevant des technologies nouvelles.

Pour ces raisons, CES JOURNEES SE VEULENT UNE LUTTE CONTRE L'INSTITUTION, d'aucuns diraient "le mécanisme juridico-policier", qui conduit presque inéluctablement à enfermer certaines catégories de la population.

Déviance, marginalisation, ce qui échappe à la norme, ceux sur qui le profit, l'exploitation n'a pas de prise sûre, ceux qui dérangent l'ordre social, volontairement ou non ; à tout cela, à tous ceux-là, sont destinés prisons et hôpitaux psychiatriques, lieux privilégiés pour briser l'individu.

Notre intervention ne s'inscrit nullement dans le cadre d'une association qui se bornerait à atténuer la dureté et l'inhumanité d'un quelconque système punitif.

NOUS COMBATTONS UN SYSTEME DE PRODUCTION qui érige la privation totale de liberté (prisons, hôpitaux psychiatriques...) comme l'aboutissement "naturel" de diverses transgressions de l'ordre établi.

Les prisons sont sales, ou sont propres. Des murs, des barreaux ; ailleurs, des caméras, un œil électronique, des sirènes...

Qu'avons-nous à faire d'un monde construit sur cette laideur, où le plaisir d'enfreindre l'interdiction devient au fil des jours l'angoisse de la capture ?

On nous a imposé les règles du jeu.

NOUS LANÇONS UN APPEL à tous les tricheurs de ce jeu monstrueux, techniciens de la justice et de la psychiatrie, à ceux qui ont perdu et se sont retrouvés dedans, à ceux qui sont dehors, à tous les "a-sociaux", "a-normaux", marginaux, pour qu'au long de ces journées, nos questions, témoignages, minuscules et innombrables grains de sable, tassent entendre le grincement harmonieux d'un pouvoir enrayé.

Toulouse, octobre 84

LA CASTRATION PENITENTIAIRE

La taule sous l'angle de la sexualité, une sexualité non pas inexistante mais niée, contrainte, détournée, remodelée par l'enfermement. Cette brochure basée sur des témoignages, un questionnaire met en évidence ce qu'est la non-vie carcérale, en quoi cette situation aliène durablement une personne enfermée. La prison secrète sa pathologie, crée ou renforce une misère affective, "la prison c'est l'interdiction de bander", "j'en suis arrivé à hair mon sexe", automutilations sexuelles, incapacité d'avoir des relations sexuelles pendant des mois en sortant de prison, beaucoup d'autres problèmes encore sont abordés, inimaginables pour l'extérieur.

Un seul regret, le mode un peu humaniste qui est utilisé dans la brochure, ce n'est sans doute pas le meilleur antidote à l'enfer carcéral.

Brochure de 108 p. du: Groupe de Réflexion sur la sexualité des personnes incarcérées.

G.I.S.P.I.
c/o Marc Ploquin
5 rue du Dr Guérin
37000 Tours

Contribuez à saper la taule l'isolement en écrivant,en envoyant des tracts, brochures, journaux, revues, etc... aux déténu(e)s dont les adresses suivent:

1 Av. de la Division Leclerc
94261 Fresnes

- o GAUZENS Christian: 734 862 D2 356
- o HALFEN Claude: 733205 D3
- o HALFEN Nicolas: 130575/E 6315
- o MOUILLE Jean Pierre: 737019 QIGD1
- o REINO Antonio: 734866 375 QIG
- o SPANO Vincenzo: 731407 D1

MAF 9 Av. des Peupliers
Fleury-Mérogis
91705 St Geneviève des Bois

- o BESSE Helyette: 13250/C D11R
- o CHIESA Mariline: 13982/Y D11R

7 Av. des Peupliers
Fleury-Mérogis
91705 St Geneviève des Bois

- o MORISET Jean Michel: 1290106 H G241/D3

42 rue de la Santé
75014 Paris

- o Noury Jean Michel: 213699
- o ORIACH Frédéric: 1/88 215792

DU FOND DES PRISONS

*Miclel Noury, anarchiste détenu à la Santé a été condamné à trente jours de mitard le 19.10.84 pour avoir diffusé des tracts appelant à la grève de la faim.

*Transmurailleexpress fait sa pub dans les taules toulousaines par bombages et affiches. En voilà une radio battante!

*Christian Gauzens à Fresnes pour détention de faux papiers et munitions a été mis au mitard pendant trente jours pour avoir protesté contre les extraditions des basques.

*A Loos-les-Lille, cinq transferts mystérieux, la rumeur d'une montée sur les toits fait flipper l'AP.

*Au Muret (Toulouse) mouvement massif contre les conditions de travail (pour Matra) et les salaires à la tête du client; le boulet plus la chaine...

*Le 28.10.84, Marina da Silva et Frédéric Oriach "suspendent" leur grève de la faim pour le statut spécial et la révision du procès Oriach.

*Yamina morte... de désespoir. La taule tue. A l'annonce de la mort de Yamina, les filles de la MAF ont écrit leur solidarité sur leur draps en grosses lettres: "Fleury tue: Yamina est morte".

*Le docteur Spinoza est malade... Il a les boules. Lorsqu'il termine son boulot, il rase les murs. Lorsqu'il monte dans sa voiture, il balise. Faut dire que ses clients sont des détenus politiques en grève de la faim à l'hopital des prisons de Fresnes. Spinoza doit avoir mal à la tête ou tout simplement mauvaise conscience.

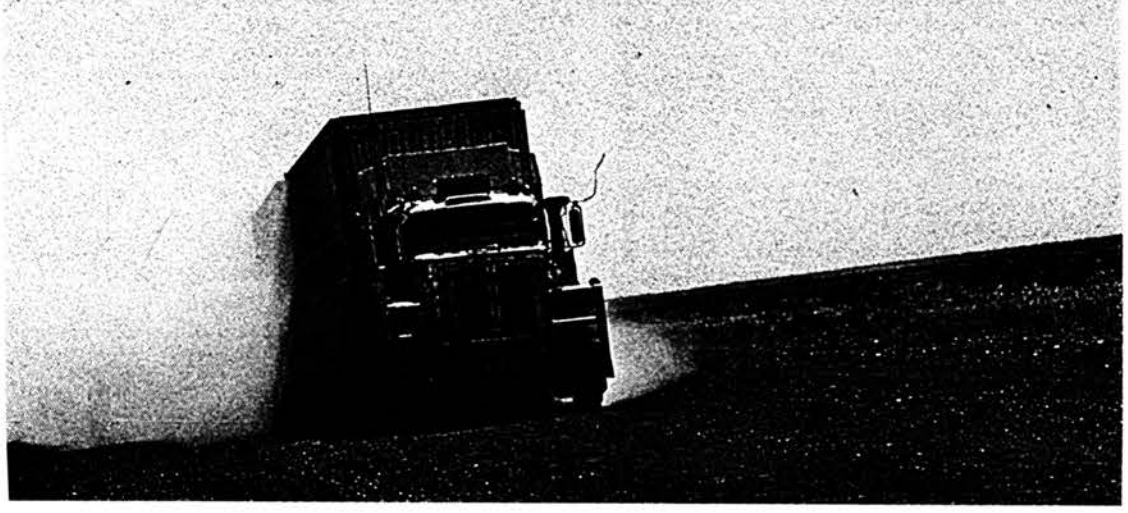
RADIO BATTANTE

Durant les dernières luttes des détenus, le manque d'une émission de radio réellement battante contre l'enfermement, s'est fait sentir à Paris. S'il n'est pas question de concurrencer les autres émissions déjà existantes, c'est d'abord parce que le contenu diffèrera. Les objectifs sont d'ores et déjà clairs, construire un outil de liaison, de lutte efficace à ce besoin intense de circulation d'infos de taule à taule, du dedans vers le dehors et vice et versa. Ce dont il s'agit c'est de briser concrètement l'isolement en brassant de la communication dans une exigence de libération. Pour faire que les luttes ne restent pas derrière les murs, que dehors s'organisent aussi des luttes contre la prison, que l'absence d'un lien vivant, organique entre intérieur/extérieur ne peut qu'hypothèquer gravement.

L'émission actuellement en projet aura sans doute lieu sur radio Mouvance (106 mhz) et les suggestions, contributions sont les bienvenues.

TAULE BASTA!
c/o Le chaos final
41 rue des 5 diamants
75013 Paris

mettons nos montres à l'heure.



J'ai blablaté 10 ans, le temps d'apprendre à justifier n'importe quoi, n'importe où, à "prouver" toujours.

Mais c'est la première fois que les faits sont impitoyables. Pas moyen de truander, de faire passer ses phantasmes politiques avant la réalité. C'est pourquoi certaines revendications sont à gerber, à vomir, à refuser comme cette saloperie de "statut spécial" pour les prisonniers politiques. C'est pourquoi il me semble utile de remettre certaines montres à l'heure.

C'est toujours tentant quand on écrit de dramatiser ses lettres, de décrire l'univers carcéral dans toute sa merde. Toutefois il me semble important de faire sortir de taule toute l'intelligence, toute la force, toutes les méfiances qu'on rencontre dans les cours de promenade.

J'avoue qu'avant ma détention, j'avais des points de repères idéologiques, vachement sommaires et littéraires. Amnistie 81, Collectif Oriach. D'un côté, les prisonniers sociaux, de l'autre les "politiques". Les "pas de leur faute" et les "combattants de l'avant-garde prolétaire au service du prolétariat" Superblabla. Tracts number one, la conscientisation format 21x29,7. Ça, c'est le côté bonne poire de la militance. Le troupeau et les chefs du troupeau. Fresnes et la superclaque.

Je suis donc à Fresnes depuis plus de cinq mois pendant lesquels j'ai énormément appris. Appris énormément auprès des copains de l'étage. Je suis une des rares petites peines et les discussions, les engueulades et les expériences de tous ces mecs me permettent d'apporter quelques précisions sur deux questions importantes:

1/ le "statut spécial"
2/ pourquoi à Fresnes, ça "freine" pendant que d'autres taules bougent et luttent?

SUR LE "STATUT SPECIAL"

Impossible de tourner autour du pot, c'est de la pure saloperie de demander un statut spécial. Pourquoi untel aurait droit à des plats spéciaux, à des parloirs spéciaux, à des cours spéciales? Pourquoi je devrais bouffer du steack alors que mes deux co-détenus bouffent une tranche de jambon merdeuse? Pourquoi j'aurais le droit d'embrasser ma copine deux fois plus que mon copain Jeannot qui part pour vingt ans? Pourquoi je pourrais faire du foot alors que mon copain Jean-Michel joue à la balle avec une vieille chaussette dans 30 m2?

Pourquoi, au nom de quoi? A cause d'un bla-bla politique? je refuse cette saloperie parce que je tiens avant tout à refuser un GHETTO. Je refuse cette trahison parce que je m'estime en rien supérieur à tous les copains d'ici. Je refuse d'être un JAUNE.

D'abord qui dit "statut spécial" dit statut différent et il ne faut pas le cacher cela signifie un statut meilleur pour quelques uns à condition d'être un prisonnier "politique".
Avancer la revendication du "statut spécial" c'est accepter que certains jouissent de faveurs et que d'autres non. C'est justifier la situation actuelle et c'est un coup de couteau dans le dos des détenus en lutte. C'est aussi une des raisons de la méfiance de beaucoup de détenus face aux détenus politiques.

Revendiquer le "statut spécial" pour les politiques, ça revient à demander dans une entreprise une augmentation de salaire pour les délégués syndicaux uniquement. Personnellement, j'explique cette attitude par un isolement de ce genre de détenus, voir un rejet de la part des autres. Pour être plus précis, je sais qu'à mon étage, si un détenu demandait des faveurs pour sa petite gueule uniquement parce qu'il se croit politique, il prendrait une baffe.

On peut se demander c'est quoi un prisonnier "PO-LI-TI-QUE"? Un prisonnier qui fait de la politique en taule? Un détenu qui parle de politique? Un militant qui se retrouve en taule?

Personnellement, je me fous de la définition car si on en cherche une, on cherche la différenciation, on cherche la démarquation par rapport aux autres. Actuellement et momentanément détenu, je refuse de chercher un adjectif "améliorant" la notion de détenu. Je suis un détenu tout court.

Dix ans de militantisme et cinq mois de taule. Je suis détenu pour des raisons politiques mais je refuse de me considérer comme un détenu "politique" et dieu merci l'administration pénitentiaire ne me gratifie pas d'un statut spécial. Et je dois dire que je ferais grève de la faim si l'on devait m'isoler de mes copains d'étage, me parquer dans un coin "politiques". C'est chié mais c'est ainsi, j'ai passé ces derniers jours à batailler dans la cour pour expliquer qu'il existe des détenus qui préfèrent la dignité des "droits-co" à l'arrogance en cul de poule d'une aristocratie "politique".

Par ailleurs, la revendication du droit au regroupement ne doit pas servir à formuler différemment sous un autre mot le ghetto politique. Cela doit concerner l'ensemble des détenus. C'est une revendication qui doit toujours être défendue et étendue pour tous. La prison de Stamheim en RFA est une prison mixte où sont regroupés les politiques. Il est hors de question de se laisser isoler de la sorte.

A ma connaissance, seuls deux détenu(e)s politiques demandent à ne pas avoir le même statut que l'ensemble du prolétariat enfermé en exigeant la seule revendication qui fait l'unanimité de tous les détenus pour la vomir. Toute lutte dans la prison se fera contre les "politiques" qui souhaitent un statut. Car se définir avec un mot spécial, alors qu'il s'agit d'unifier les détenus, est un frein évident.

Quant à la reconnaissance de l'identité politique, c'est pas aux juges qu'il faut la supplier.

"Mon identité", c'est celle que je porte à chaque instant, c'est celle que me donne ceux qui sont sur le même terrain. C'est redoutable. C'est parfois lourd mais c'est certainement pas un article du Code Pénal qui va me donner une "identité". Hier dans le cadre d'une lutte nationale, les militants algériens du FLN avaient obtenu la légitimité du statut spécial. Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans ce cadre et il est certain que ceux qui seraient gratifiés d'un statut spécial devront entrer en lutte pour refuser une telle infâmie. Et si on ouvre le débat, ouvrons le vite pour le refermer: vouloir à tout prix faire reconnaitre son identité c'est se vouloir différent des détenus. C'est alors nier son identité de composante qui ne peut vivre qu'à travers les échanges, les pratiques et la communication entre différentes composantes dont les détenus sont aussi porteurs. Refuser cela c'est s'isoler, crever dans une marginalité-repoussoir. Or le statut spécial ne peut qu'évoquer l'impuissance politique tant il est vrai que cette revendication est improductive.

A FRESNES, CA FREINE

Nous sommes mercredi 10 octobre et Fresnes ne fait pas grève. Alors que tout le monde en parle, que beaucoup écoutent à la radio les infos et vivent l'honneur de Fleury, de Loos, de Lyon!

La raison, la putain de raison est simple. Nous sommes 3000 ici mais nous sommes divisés par groupe de 10 cellules c'est-à-dire par groupes de 30 mecs. Les cours ne regroupent que 20 détenus sans contact avec d'autres cours. Ici, le mot qui revient sans cesse depuis deux semaines c'est "on ne peut pas, on sera tout seuls!". A Fleury, les cours regroupent jusqu'à 200 détenus. Ici c'est l'atomisation qui empêche l'éclatement de la lutte. On essaye de communiquer par les fenêtres et c'est le mitard aussitôt. La solution me semble être une information des familles et de prendre contact pour surmonter les murs de la cour. Autour de Paris, il manque une émission militante, battante contre la taule sur les radios libres. N'oublions pas qu' 1/4 de la population carcérale est détenue autour de la capitale.

La poudre est prête. Il manque l'allumette. Le coup d'envoi fait défaut alors que la sensibilisation est forte sur la revendication des parloirs intimes, des trois parloirs pour les condamnés et les parloirs d'une heure au lieu de 30 minutes.

Se retrouver dans une taule de 3000 mecs et seulement 20 à 30 détenus visibles. Une multitude de petites cours, de petites humiliations.

Moi, ex-conscience-avancée-au-service-du-prolétariat qui doit enlever les mains de ses poches. Moi, ex-point-d'-exclamation-sur-les-préparations-des-milliers-de-ripostes qui doit baisser son froc et tousser.
Montrer sa bite et en plus la voie de l'émancipation.

Jamais pu être "établi" dans une boite. Maintenant, c'est fait! Fresnes= une énorme usine, ses chefs, ses chaines, ses humiliations, la solidarité.

Deuxième division sud. Premier étage. Cellule impair. Une cour avec des détenus porteurs d'une sensibilité, d'une morale et d'une dignité que j'ai jamais trouvé dans les centaines de kilomètres de manifs. Excepté pendant la lutte des foyers SONACOTRA. Un discours sans chromes mais une attitude PO-LI-TI-QUE. Une solidarité humaine. Où la rivalité et la concurrence sont absentes. Une parenthèse: évitons de tomber dans le mythe du taulard. On trouve en taule le même éventail de comportements qu'à l'extérieur, mais amplifié. Ainsi, il y a autant de beaufs dedans que dehors, porteurs des fléaux tels que la mythomanie ou pire le racisme. Mais l'élément dominant et disciplinant est le comportement relevant d'une hygième mentale remarquable et enthousiasmante chez certains détenus rencontrés.

FORCE ET COURAGE

MARC

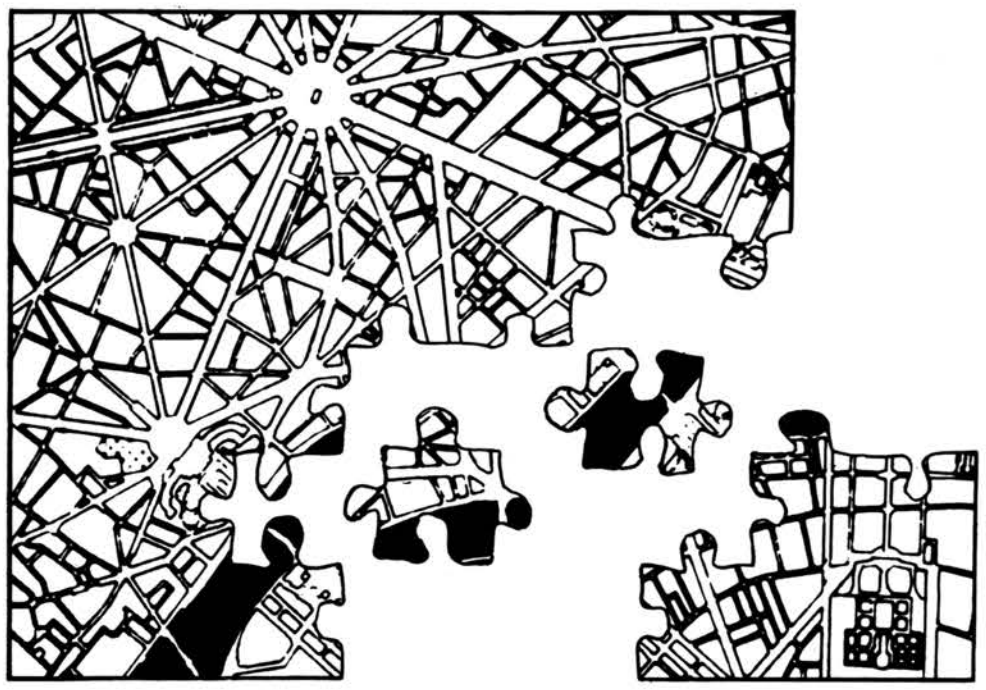
TAULE HARD

40.000 détenu(e)s dont moins de 1500 femmes détenues. On oublie de le dire. Comme si la prison ne se vivait pas AUSSI au féminin. Elles existent pour les médias lorsqu' elles se révoltent ou qu'elles meurent. Sinon l'oubli. Exit. Une fois que les bruits de la révolte s'éloignent, que les pleurs et les rages se taisent, une fois le parfum des gaz lacrymogènes des CRS évaporé... On oublie de dire ce qu'elles vivent, sentent, subissent AUSSI. Ce qui se passe dans les MAF c'est ce qui se passe au quotidien pour chaque individu - homme ou femme- enfermé(e). Mais pour elles, en plus, elles doivent s'entendre dire par les matonnes et les magistrats l'anormalité de leur situation comme si l'enfermement des femmes était une déviance, une maladie.

L'image de la femme délinquante pour les magistrats c'est avant tout un être soumis à "son" homme. On ne lui reconnait pas une voix, une identité, une vie. Quand aux femmes-militantes, la justice les prend pour des hystériques (origine du mot: utérus!) lorsqu'elles osent se défendre.

Ce terrorisme des schémas, cette inflation de la représentation de l'image de la femme permet ainsi à toute une société d'occulter la réalité vivante des femmes en taule. Pourtant, ce sont elles qui -début septembre- s'opposent à l'envoi systématique au mitard lorsque l'une d'entre elles OSE protester, refuser les ordres des matonnes qui ont tendance à les infantiliser, à les diviser.

On peut voir dans ces premiers germes de refus les prémisses du mouvement qui va s'étendre durant tout l'automne. Contre le mitard mais aussi contre l'existence de deux sections d'isolement (division B et D11R) véritables zones d'apartheid: les femmes de Fleury ont posé leur révolte en montrant que leurs désirs d'être respectées étaient des ordres.



lation immigré.

Il s'est ainsi constitué un véritable capitalisme immigré, surtout maghrébin; quelques 330 maisons de commerce, employant 1500 personnes, sont installées dans le quartier, développant une activité économique qui concerne un marché à l'échelle de la région parisienne (viandes abattus selon le rite, tissus, livres, cassettes, import-export ...). Des affaires florissantes ! Les commerçants maghrébins, organisés en association, représentent une force sur le quartier et un pouvoir interne à la communauté.

A côté de celà, il y a aussi une formidable concentration de ces "nouveaux pauvres" qui excitent tant les médias et les politiciens depuis quelques temps. Des ouvriers, des prolétaires qui travaillent au noir, des précaires, qui vivent là (toutes nationalités confondus) dans des conditions difficiles et parfois proches de la misère.

Il existe aussi à la Goutte-d'Or des maladies qui ont partout ailleurs disparuent (et auxquelles l'insalubrité réelle de certains logements n'est pas étrangère).

C'est aussi le domaine d'une économie souterraine, un capitalisme sauvage avec ses exploités et ses exploiteurs ; travail au noir dans des ateliers clandestins ou non, mais aussi prostitution, trafics divers, deal d'héroine, etc.

La communauté prolétaire qui avait pu se structurer dans le ghetto du quartier à donc volée en éclat sous les coups de la crise et de la restructuration, laissant place à un ghetto social fait d'entrelacs de situations et d'intérets diversifiés et contradictoires.

C'est dans ce cadre qu'intervient le plan de restructuration territoriale de ce secteur; c'est pour celà qu'il n'est pas qu'un projet d'urbanisme et de spéculation immobilière, ni une "classique" attaque frontale contre l'immigration (qui a déjà eu lieu !), mais bien un projet de liquidation de ce qui est considéré comme un "abcès", la "fixation de tous les maux du Paris cosmopolite et multiracial" ... C'est une attaque contre la composition sociale prolétaire du quartier.

LA CAMPAGNE IDEOLOGIQUE.

Ce qui s'exprime de façon éclatante dans les tentatives officielles de légitimation sociale (et donc médiatique) de l'opération, qui exploite largement le "discours sécuritaire" dans ses articulations diverses. Une véritable campagne idéologique préventive;

- Tout dabord par une utilisation assez grossière du thème de "l'insécurité" dans le quartier : la Goutte d'Or est présentée comme un "repère" , une "jungle" qui évoque le Chicago mythique du cinéma Hollywoodien , livré à la délinquance et à la débauche. Cette propagande se développe tant à usage interne que général. A l'interieur du quartier il faut mobiliser la population "garantie" autour de thèmes qui sont actuellement en vogue, contre une autre fraction, "marginale", de cette même population. Au niveau général et parisien en particulier, il faut montrer que le discours sur la "sécurité" est aussi suivit de faits, d'une "lutte" sur le terrain.
- Ensuite en produisant une version plus nuancée et plus fine de ce même discours sécuritaire, qui tend à laisser de côté le caractère "peur" incontrôlée, pour revêtir l'aspect pseudo-rigoureux des sciences-humaines ; on voit ainsi apparaitre la notion de "zone criminogène". De facto celà légitime toute conception de la prévention qui se concentre sur un point precis, sur une zone précise.

Le journal du député RPR du coin, les déclarations des élus locaux qu'ils soient de droite ou de gauche, les écrits de la VdP ou du ministère, les chroniques de presse sur le "pitoresque" local ... Tout celà converge sur la nécessité de l'épuration, multipliant les arguments (vrais ou faux), les tableaux catastrophistes et les appels à l'intervention des pouvoirs publiques.

On assiste même à une compétition entre droite et gauche, chacun voulant démontrer à l'électorat sa plus grande capacité à lutter contre ce "fléau des temps modernes" !

De leur côté l'enquête "d'utilité publique", baclée en quelques mois, et une "antenne d'information" de la VdP se chargent de distiler les bienfaits de la rénovation auprès des habitants actuels.

Qui est visé dans toute cette propagande ? La fraction précaire et marginale de la population immigrée, celle dont le mode de vie est en soit une atteinte à l'ordre ...

C'est pourquoi aussi on ne peut pas ne pas rapprocher ce qui se passe (et va se passer) à la Goutte-d'Or, de l'ensemble des mesures sur l'immigrations, et notamment des plus récentes (sur le regroupement familial , l'expulsion des clandestins, etc).

Le capital à besoin de se débarasser d'une partie de sa main d'oeuvre qui est excédentaire par rapport aux besoins actuels de la production. Pour celà il doit et veut éliminer une fraction importante de la force de travail immigrée.

C'est dans ce sens que l'on peut comprendre la nouvelle politique de l'immigration mise en place par le gouvernement socialiste, dont Georgina Dufoix, ministre des droits de la femme et des immigrés (si, si!) s'est chargée de définir l'esprit : "une des conditions de la réussite de la politique d'insertion des immigrés en France est notre capacité à maitriser les flux migratoires" (3).

On ne peut être plus clair; pour les uns (les "bons") l'intégration dans le système, pour les autres la valise !

Toute une série des mesures concrètes viennent nous prouver que ce ne sont pas là de simple déclarations d'intentions;

- politique dite "d'aide au retour", pour les immigrés licenciés de leur boulot, avec un peu de fric à la clef.
- Limitation draconienne des possibilités de faire venir sa famille pour un immigré, ce qui permet de garantir d'une certaine manière la précarité de sa situation et le caractère provisoire de son installation.
- Le renforcement de la Police des Frontières et de l'Air, doublé d'accords avec certains gouvernements sur la limitation de l'émigration/immigration ...
- L'expulsion systématique de tous les "clandestins"pris, après un passage dans un des centres de détention qui ont été spécialement aménagés.

A la Goutte-d'Or politique joue à plein, permettant de diviser la communauté immigrée, non seulement entre nationalités, mais aussi entre différents statuts, entre "intégrables" et "expulsables" ... Entre ceux qui auront leur place dans le nouveau quartier et les autres ...

EN GUISE DE CONCLUSION.

C'est dans ce cadre — conjonction d'articulations diverses et complexes de la restructuration — qu'il nous semble opportun et possible de reprendre l'initiative sur l'espace de la métropole (4).

Ce qui ne peut que signifier un double processus d'intervention et d'enquête politique;

- L'enquête comme moyen de vérifier (même très partiellement) un certain nombre d'hypothèses théoriques et pratiques de notre discours;

— hypothèses théoriques sur le développement capitaliste, la crise et la restructuration ; organisation du travail, rapport production/reproduction, rapports sociaux, etc.

— hypothèse théorique et pratique sur l'émergence d'une "nouveau sujet de classe" , porteur de formes de lutte, de valeurs et de formes d'organisation qui soient massifiables ...

— hypothèses pratiques sur l'articulation tactique/stratégie ; lutte sur les besoins, organisation prolétaire, contre-pouvoir, etc.

- L'intervention comme moyen pratique de faire vivre ces hypothèse dans une réalité sociale conflictuelle ; c'est toute la question des médiations à construire entre la lutte des prolétaires, telle qu'elle nait de conditions données et le mouvement révolutionnaire; formes de lutte et d'organisation, thématiques d'agitation, processus d' agrégation ...

Une approche dont nous n'avons dessiné ici qu'une première ébauche, et dont la suite ne peut naitre que de la pratique politique.

Collectif Métropolis

---

(1) Nous avons abordé plus longuement, cette question du processus historique de constitution de la métropole dans le texte "Métropolis, la ville dans les luttes sociales" , in "Classes Dangereuses" n° 4 , automne-hiver 84.

(2) Voire le texte-bilan du Collectif Nous Voulons Tout ! , "Du désert à la jungle", juin 84.

(3) Conférence de presse de septembre 1984, compte rendu de "Liberation".

(4) Il ne s'agit pas de reproposer une recomposition générale du "mouvement" sur la Goutte-d'Or instituée en "terrain central" de l'affrontement de classe ; ce choix se détermine pour nous en fonction d'une continuité de la démarche initiée avec l'expérience de la défunte CAEL (cf-"TOUT!" n°10), et poursuivit au niveau de la réflexion avec le texte "Métropolis, la ville dans les luttes sociales".

SCENE DE WESTERN DANS LE 18ème

Vendredi 19 oct. aux environs de 20h30, Mr Nicolay, locataire de l'immeuble du 47 rue Stéphenson, a reçu la visite trés spéciale de deux individus qui ont fait brutalement irruption dans son appartement, le frappant sauvagement puis le braquant, révolver et poing américain en main, en lui tenant les propos suivants: "Tu as 48h pour foutre le camp. Si dimanche soir tu n'es pas parti, on te bute!"

Depuis un an et demi, période qui coïncide avec l'achat de l'immeuble par un promoteur, les locataires sont l'objet de menaces de toutes sortes dont les proportions atteignent aujourd'hui un tel degré de violence.

Dès le début, les locataires se sont engagés résolument dans la lutte contre les expulsions, avec courage et détermination.

Ils ont réussi à neutraliser certains de ces coups de force.

Dans une situation difficile, dans un rapport de force inégal, ils ont pu faire valoir certains de leurs droits.

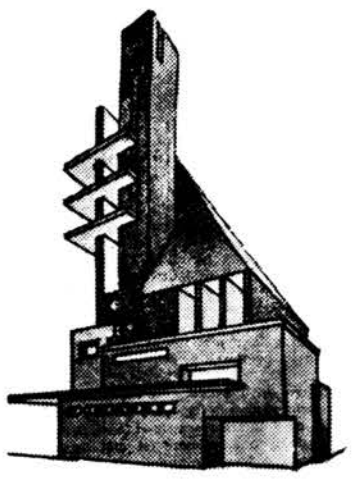
Les événements de vendredi démontrent une phase inquiètante dans la dégradation de la situation, ce qui nous pousse aujourd'hui à alerter l'opinion publique.

Amicale des locataires

BAVURE ORDENER

Encore une fois les flics flingueurs ont sévi. Cette fois-ci à la Goutte D'Or en abattant de dos un jeune algérien qui avait grillé un feu rouge... Mais pour une fois les larmes n'auront pas été la seule réponse à ce crime: Le lendemain dans la journée une manifestation plus ou moins spontanée rassemblant 300 personnes se repand dans les rues sinueuses de la Goutte D'Or et une dizaine de jeunes éclatent le commissaire du quartier venu demander la dispersion de la manif. Dans la nuit de mercredi à jeudi, c'est un attentat qui détruit un poste de police à l'Opéra. Revendiqué par un Groupe Anti-Bavure qui menace les keufs si ceux-ci recidivent.

A la prochaine...



NORVEGE: CHOMEURS DONC SQUATTERS.

Le syndicat des chômeurs d'Oslo , qui compte environ 500 membres, a organisé l'occupation d'un immeuble vide, un ancien local de l'agence

Le syndicat des chômeurs d'Oslo, qui compte environ 500 membres, a squatté un immeuble vide, ancien local de l'agence pour l'emploi ! Les autorités ont tenté d'expulser les occupants, mais sans succès, face à la mobilisation et au soutien apporté par plusieurs organisations et syndicats. Les chômeurs entendent bien rester là, "tant qu'il y aura des chômeurs". Ils s'y sont organisés pour satisfaire leurs besoins; bar, salles de réunion ...

(Ekomedia/Dk 1)

STOP THE CITY !

Le 28 septembre à Londre, pour la seconde année consécutive, était organisé l'operation "Stop the City !" ; quelques centaines de jeunes, parmis lesquels de nombreux punks, se sont retrouvés pour paralyser le centre des affaires de la capitale britanique, un certains nombre de vitrines de banques ont volées en éclats, de nombreux graffitis sont venus perturber le "look" de cette zone très smart réservée aux activités lucratives du capital. Les flics ont interpellé 473 personnes grace à un déploiement de force exeptionel.

MISS NORVEGE.

En mai a eu lieu la compétion pour l'élection de Miss Norvège, à Oslo. Le show a débuté par des danseurs en uniforme SS et tout un décorum nazi. Prestation très applaudie par le public ! Puis les candidates furent introduites. Juste avant l'annonce de l'heureuse élue par le jury, des squatters "déguisés" bondissent sur la tribune et balancent de l'acide butyric (gaz hilarant). Les 600 personnes très smart de l'assistance ne pouvaient même plus prendre le taxi pour rentrer .. chez elles ...

(Ekomedia/Dk 1)

LA COURNEUVE: DESTROY CONTRE L'EXPULSION

Après l'expulsion d'une famille algérienne aux "4000", une bande de jeunes s'est regroupé dans le centre commercial de la cité en milieu de soirée (le 26.10) et tente d'organiser une manif, plusieurs vitrines en ont fait les frais. Les policiers sont bredouilles...

DES CHOMEURS QUI CHOMENT PAS ...

Le "unwaged figthback center" de Holloway Road (en GB) a été mis en place pour donner des conseils aux chômeurs et lutter contre le chômage. Au bout de quelques temps on a vu circuler des autocollant du centre disant "armons le prolétariat!" et des affiches "proclamant "suspendez les patrons!" avec une représentation d'un pendu ... Le Centre avait touché des subventions municipales ; du Islongton Concil (14000 livres) et du Great London Concil (24000 livres) ! Quelques 70000 frances qui ont été bien utilisés ...

les KRAAKERS craquent-ils?

A Amsterdam la grande offensive des pouvoirs publiques contre les squatts a commencé depuis quelques mois ; les expulsions se sont succédées, accompagnées d'une violente campagne de presse, qui tend à couper le relatif consensus favorable dont avaient bénéficié les squatters ces dernières années. "La presse leur consacre des éditoriaux solidement argumentés et concluant qu'au fil des ans les éléments modérés au sein de cette communauté on été débordés par des 'révolutionnaires' pour qui la recherche d'un logement n'est pas une fin en soit, mais une méthode pour défier l'Etat" (*).

De fait, depuis les émeutes de 1980, à Amsterdam, lors de l'intronisation de Beatrix, où les kraaker avaient violement exprimé leur "pas de logements, pas de couronnement !" , la gauche, qui s'était un temps solidarisée (tel le PC et les socialistes du PvdA) à préféré prendre ses distance, parlant "déléments incontrolés" et de "provocation".

Aujourd'hui tout est fait pour affirmer unehypothétique coupure entre ce que les médias appellent "l'opinion" (et qui est sensée représenter le "bon sens" de la population !) et ces maudits squatt-ers développant ainsi une véritable guerre psychologique contre le mouvement.

De leur côté les kraaker ont décidé de passer à l'offensive. Depuis quelques temps leur colère ne se limite plus aux seuls spéculateurs , mais touche aussi les vitrines d'innombrables banques, à des études d'avocats ou des bordels de luxe.

En juin une bombe contre le Service de Distribution des Logement à gravement endommagé les archives.

En Août, suite à l'expulsion d'un grand squatt, pour permettre la construction d'un hotel de luxe de la chaine "Holliday Inn", "des squatters se disant 'autonomes' annoncèrent l'ouverture de la 'chasse aux touristes', ces 'privilégiés' pour qui la municipalité veut construire d'avantage ..." (*).

Ainsi une quarantaine de touristes qui se promenaient sur les canaux de la "Venise du nord" reçurent des sachets de peinture rouge et des fumigènes ... Dans un tract le commando déclarait : "La ville semble vouloir évacuer la 'racaille' du centre pour complaire aux touristes. La chasse continue!"

Un peu plus tard, deux autres bateaux connurent le même sort, six cars furent endommagés et quelques hotels de luxe reçurent des engins fumigènes dans leurs halls ...

"Ce genre d'actions embarasse fort la municipalité, qui tient à l'image de marque hospitalière d'Amsterdam et aux devises étrangères" (*).

En septembre, suite à la rumeur d'expulsions imminantes, une manifestation à abouttit au bris des vitrines des commerces de toute une rue centrale. Plus récemment l'expulsion de deux squatts ont été immédiatement suivies de manifestations massives et d'affrontements avec les flics.

Et malgrès la menace des petits commerçants d'ouvrir une "chasse aux squatters" , sous le regard serein de la municipalité et de l'Etat, il semble bien que le "mouvement" promet de ne pas se laisser balayer sans réagir.

Jo Bananas

(*) René Ter Steege, Le Monde, 1/10/84.

Alerte Rouge!

"Le fanzine en France devient un phénomène branché. Pourquoi des gens dont l'idée de départ était prométteuse se sont-ils laissés prendre au piège, après deux numeros par l'intellectualisme parisien "avant-garde, performances" et autres pantomimes que nous laisserons à Actuel? La subversion est inexistantes dans ce courant, et malgrès les apparences elle est également absente des fanzines du type anard-core dont le sujet principal semble être de savoir qui a les plus belles piques sur la tête et qui joue le plus vite. Cette idée du punk, Exploitée depuis Fernand Raynaud et ses Créteux, n'a plus aucune raison d'être en 1984. Ce fanzine est un appel au peuple, à ceux qui réfléchissent plus loin que le fond de leur sac de colle, qui n'agressent pas leur voisin pour lui taper deux francs ou sa paire de docs. Il est aussi grand temps de répondre à ceux qui aimeraient bien écrire dans l'hebdo de Le Pen, mais qui sont incapables d'épeler correctement "nationalisme". Nous n'avons pas quant à nous la prétention de faire du journalisme car la seule mention de ce mot nous fait horreur (...). Et si nous parlons des groupes dits "rouges" (encore une étiquette) c'est parceque nous soutenons leur idéologie et leur forme d'action, mais aussi parcequ'ils apportent un sang neuf, musicalement parlant, en sortant des sentiers battus de la new-wave commerciale et du bourbier punk's not dead où agonisent tant de monde !".

Cet extrait de l'édito d'ALERTE ROUGE doit suffire à signifier que c'est la un excellent fanzine, qui sans nul doute apporte quelquechose de nouveau au phénomène des fanzines , en France, qui ne fait que vaciller entre le mimétisme de la "grande" presse spécialisée et le crétinisme du "fan". Enfin, donc, un journal qui parle de rock, pris comme une culture qui porte des valeurs propres à un sujet social prolétaire, des valeurs de révolte, de lutte et de subversion du monde de la marchandise et du travail ...

On trouve dans ce premier numero des interview des Redskins, des Newtown Neurotics, de Anti-Social Work, de Animal Farm et Resistances 77, groupes "politiques" ou non, mais qui expriment tous à leur manière une subjectivité qui se fait trop rare ici; des chroniques de disques et de concerts ... Le tout rapporté d'un séjour londonien.

Une initiative qui doit d'autant plus être soutenue que les Naziskins parisiens semblent vouloir l'interdire de facto !

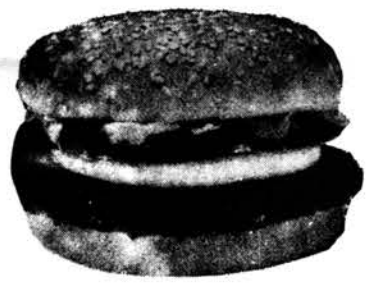
Howard Duck

ALERTE ROUGE (7f) , écrire à ;
A.R. Presse , PR Paris 122
11 av. de la porte de Montmartre, 75018 Paris (timbrez à 4,20 f si possible).

Le phénômène des fanzines rock est en pleine renaissance ces temps dernier. Presque une incongruté en ces temps de replis sur le privé et/ou le busines ... Certains sont très graphiques, d'autres vraiment crades. Certains sont très très modernes, d'autres complètement revivals. Certains on des prétentions "pros", d'autres simplement celle de la libre expression ... Finalement il y a un peu à boire et à manger ... Beaucoup sont sympas. Peu sont réellement biens et inter essants ...

Pourtant cette activité bouillonante, cette activité prolixe, est fort significative d'un pressant besoin d'expression hors des cadres, que ressentent nombres de jeunes. Un besoin d'une culture contrôlée mais par ceux à qui elle se destine:

En attendant de pouvoir revenir plus longuement sur le phénômène, voici une sélection de ceux qu'on préfère (parmis ceux qu'on connait);



*** : On aime beaucoup.
** : On aime bien.
* : C'est bien.
☠ : Qu'ils crèvent !!!

• LES HEROS DU PEUPLE SONT IMMORTELS.
Fanzine de la banlieue parisienne ; des interviews (comme il se doit); de très nombreuses infos sur les petits labels indépendants et les auto-productions; des textes d'humeur et des enquêtes/analyses.
note : ***
LHDPS, 3 rue des tulipes, Morsang s/Orge 91390.

• HELLO HAPPY TAXPAYERS.
Super bien fait, beau graphisme et lisibilité facile, un peu intelo-branché mais sympa. Comme souvant surtout des interviews.
note : **
J.M. Collomb, BP 6 , Bordeaux cedex , 33036.

• BRUIT D'ODEUR.
Anti-récupération commerciale, Anti-fafs, Anti-branchés, Anti-sniffeurs-de-colle, Anti-politicars et partisant d'une cuture rebelle de ceux qui refusent d'être des machines dociles et obeissantes ... En voilà un fanzine qu'il est très bien! Dense, complet (BD, dessins, interview, chroniques, critiques, infos ...), beau (mais pas toujours facile à lire) ...
note : ***
BdO , 3 rue Voltaire, 66000 Perpignan.

• ON EST PAS DES SAUVAGES.
Un édito prométeur, un contenu plus "conventionnel", mais c'est quand même sympa.
note : *
Promo Rock France, 50 rue Denise, Bordeaux

• SKIN-HEADS, BLEU-BLANC-ROUGE SKIN HEAD, REBELLES ...
De la merde !!! c'est simple on ne donne même pas l'adresse.
note (quand même) : ☠

Chaos Tag 1984

A Hannovre, comme dans beaucoup de métropoles européennes, les bandes de jeunes, chacune attachée à un "look", un code d'identification imaginaire (punk, skin, etc) se livraient depuis des années une "guerre" implacable; toutes les occasions étant bonne pour démontrer sa force dans l'affrontement ... Tout ceci sous le regard satisfait des flics qui n'avaient plus qu'à ramasser les restes ...

En 1982 la presse divulgue que la police locale, dans le cadre de la "lutte contre l'insécurité", mettait au point une "punk kartei", un fichier informatique sur les punks, skins et autres, avec une centaine d'entre eux de répertoriés.

C'est ainsi qu'a germé l'idée d'une initiative commune des bandes de jeunes contre cette initiative du pouvoir.

Le 18 décembre 1982 quelques 500 punks se retrouvent à Hannovre pour une manifestation baptisée "CHAOS TAG" (le jour du chaos) contre ce projet.

Cette première initiative est suivie d'une seconde du nom, toujours à Hannovre, en juillet 1983. Cette fois ci le projet est une rencontre entre punks et skins; 1500 d'entre eux se retrouvent donc dans la fête et l'affrontement avec les flics et les naziskins ... Et comme de nombreux punks anglais et italiens sont là, on décide que le prochain CHAOS TAG sera un meeting international ...

Août 1984 , troisième CHAOS TAG à Hannovre, intitullé "première rencontre mondiale de punks et créatures similaires"; durant quelques heures les hordes des tribus métropolitaines occupent le centre villes, les vitrines des magasins chics sont brisées, les flics qui tentent d'intervenir attaqués, etc. Il semble cependant que le nombre de participant ait été inférieur à celui espéré (surtout au niveau de l'étranger).

Mais au-delà de l'affrontement avec les flics, l'initiative du CHAOS TAG est interressante dans sa tentative de dépasser dans la pratique les rivalités de bandes/looks, de recomposer une identité rebelle de la jeunesse.

Le CHAOS TAG est un signe parmis d'autres qu'il ce passe des choses interressantes du côté du jeune prolétariat métropolitain ...

Howard Duck

IL Y A CITOYENS ET "CITOYENS" ...

En RFA une des composante du mouvement alternatif est ce qu'on appèle les "initiatives de citoyens" , structure de base de défense et d'organisation des droits et intérets des dit citoyens. Les "B-I" ont souvant été présenté comme un modèle d'organisation de la société civile ... Il semble que pour certains ces intérets se colorent plutôt de brun que de rouge ou de vert : en témoigne cette affiche qui proclame "étrangers dehors !". Il y aurait il citoyens et "citoyens", alternatifs et "alternatifs" ?

épinglons la culture

Depuis toujours, dans toute société, à côté de la,forme de contrôle la plus directement répressive (prisons, tortures, répression psychique, militarisation de la vie, etc) existe et se perpétue une forme de contrôle peut-être moins apparente, mais néanmoins incisive ; c'est le contrôle culturel, la capacité de ceux qui détiennent le pouvoir de le justifier, si ce n'est de l'éxalter, par des formes d'expression déterminées, qui outre avoire une fin célébrative, servent aussi de valve de sécurité par rapport à un certains nombre de tensions qui concernent la jeunesse : du Rock au Punk c'est une longue histoire d'idées, de styles, de mode de vie que le capital réussit a épurer de leur signification première de rebellion, pour en faire un instrument de profit et de contrôle social.

Rappelons-nous des bandes des années 60, les super-concerts des années 70, la mode, le look à copier, utiliser, puis changer : le capital à progressé et a compris que justement sur ces choses se joue une bataille: famille → école → mode → armée → travail → famille ...

Justement en période de rupture importante, d'exubérence majeure, il faut donner ces stimulis, ces situations, ce protagonisme dont l'adolescent a tant besoin ; pour celà même des phénoménes extérieurement antagonistes comme le punk-anarchiste, la culture de la décadence, le pacifisme peuvent être récupérés et ainsi utilisés pour reforcer ce que justement extérieurement ils semblent attaquer. Des exemples comme Clash ou Exploited peuvent servir à tous; ils se proclamaient "contre le pouvoir, le système, etc" , mais dans les faits qu'ont-ils été de plus que des rock-stars, attachés au fric, au succès et aux pires des compromis. Donc si le capital, l'industie, est prêt à se jeter sur chaque nouvelle mode, c'est qu'il y a aussi en son sein une tendance à se faire aisément exploitér dès que possible, ou à accepter des compromis toujours plus importants avec les institutions, qui ensuite réussissent à te retourner et à t'utiliser.

La frontière, une fois encore, passe au niveau de la pratique, de l'action directe, quand par delà les mots et les slogans on doit agir : prix des billets pour les concerts, des disques, vetements, tout démontre que ces faux rebelles ne sont qu'un miroir aux alouettes. Nous disons merde à ces véritables "repentis de l'expression" !!!

En ce qui nous concerne, les choses sont claires : le besoin de s'exprimer librement est par allèle à tout discourq politique et social, ainsi dans notre cas il lui est interne et inséparable. Notre tension vers une société meilleure, sans patrons, religions, chaines aliénantes, censure, armes et guerres, se reflète totalement dans la pratique ; dans le blocage de la base (militaire de l'OTAN) de Comiso, dans un concert, dans un fanzine, une cassette auto-produite, ce sont des tentatives pour s'opposer à un certains nombre de choses, communiquant avec d'autres individus et tentant de construire un processus collectif de liberation.

Tous les problèmes techniques et économiques que le capital lui ne connait pas, pèsent sur nous comme une épée de Damocles, ce à quoi s'ajoute toute une série de lois absurdes sur la culture, vouluent et défenduent par tous les défenseurs de la bonne foi et de la désinformation commune: à ces larbins du pouvoir, ces propagandistes occultes, les propriétaires des boites aliénantes, les gestionnaires du music-business, les organisateurs de concerts racket, les journalistes plus ou moins spécialisés, les créateurs de mode et de culture, les industriels qui s'engraissent et prolifèrent, les politiciens qui gèrent encouragent toute cette merde, c'est à eux que va toute notre haine.

Il est possible de créer une contre-culture ! De nombreuses expériences dans de nombreux pays nous le prouve : aujourd'hui il existe un réseau de distribution de disques, cassettes, fanzines du monde entier (même s'il est précaire); divers concerts de groupes étrangers ont été organisés , démontrant que l'on peut écouter de la musique et avoir des disques pour peu de fric ...

Radio Revoluzione, expression des tribus libérées de Bergamo (Italie)

renovation ? à doutre...

Notre quartier, rendu insalubre par l'abscence d'entretien de la part de ses propriétaires, est enfin en cours de "réhabilitation". Comment ce projet est-il conçu ? Comment se déroule-t-il ? Serons-nous encore là pour en bénéficier, et de quelle manière ?

Ce projet du pouvoir dit de "réhabilitation" est entré dans sa phase de réalisation sur la Doutre, créant, pour nous habitants, un climat d'insécurité permanent (...).

NOTRE SITUATION SE DEGRADE:

- Les propriétaires tentent d'expulser les locataires avant les travaux
- Ils doivent reloger, à leurs frais, les locataires durant le temps des travaux : ce qui n'est pas toujours fait; ceci perturbe gravement notre vie quotidienne.
- Nos greniers somt vidés en notre abscence, et nous perdons ainsi des affaires.
- Ils ne nous consultent pas, non plus, sur les plans de notre futur appartement.
- Une sélection de la future population du quartier s'opère, de fait, par la possibilité ou non de bénéficier de l'A.P.L., à la suite de l'importante augmentation des loyers (...).

La technique du pouvoir s'affine et se modernise pour le contrôle de l'espace social. A la déportation massive des individus vers la périphérie de la ville (rénovation) succède l'exil individualisé (réhabilitation) visant préventivement à nous désolidariser. Ils se trompent !

Par "dépaupérisation", les gestionnaires du territoire de la marchandise entendent déplacer les plus défavorisés d'entre nous afin de les remplacer par les nouvelles classes moyennes dans des logements standardisés qui isolent encore plus les individus. Leur urbanisme est tout à la fois incompatible à nos besoins, désirs, et à nos maigres ressources de survie.

A ces questions et problèmes, Estier ne pouvait fournir de réponse étant le porte-parole du pouvoir.

"La vie du quartier n'est pas uniquement le logement, mais aussi la vie sociale", affirmait dans cette émission, une habitante de la Doutre. Ainsi les équipements collectifs utiles -ceux où,de l'avis des habitants, la rencontre pouvait encore advenir- furent ignorés sciemment par l'interlocuteur -si l'on peut dire-, ce jour-là : "Lavomatics" : "Allez laver votre linge dans la Maine" ! Comment sera conçu, et pour qui, l'équipement socio-culturel au Beaurepaire ? " Chaque chose en son temps " !

L'espace ne manque pourtant pas pour satisfaire nos désirs et nos besoins La place Grégoire Bordillon, actuellement sinistre, peut devenir un lieu de jeux, de passage, de discussions, de même que la place de la Laiterie, et autres lieux, notamment les immenses propriétés des adorateurs du mythique "Jésus". Nous pourrions évidemment nous en emparer, ce que le pouvoir ne permettra jamais. Son espace, c'est son temps !

Déjà propriétaire de 15/100 de la ville, rachetant des immeubles à bas prix, sous prétexte de lutte contre la spéculation, le pouvoir municipal étends son contrôle sur la "ville". Que l'on ne nous mente donc pas avec le manque d'espace !

Il est évident qu'à l'actuel mouvement de rencontres visible dans le quartier, le pouvoir municipal préfère un espace aseptisé qui ne puisse autoriser la continuation d'un tel mouvement. Telle est la signification des projets de Monnier et de sa clique.

L'urbanisme est l'aménagement et la modernisation du territoire de l'aliénation. De lieu de passage et de rencontre, la rue voit sa fonction changer en devenant le lieu de circulation hâtif de la marchandise. Le tourisme y contribue, qui fait consommer en des lieux différents la même banalité insupportable. Nous refusons tout rôle d'autochtones, au milieu des commerces de luxe et autres besoins spectaculaires qui s'installent à notre détriment, et laissent présager du changement tendanciel de la population de la Doutre. Dans ce processus l'intérêt économique du pouvoir n'est plus à démontrer.

En voulant nous voler la rue et la ville, c'est notre propre histoire qu'ils veulent confisquer à leur profit. Mais nous ne sommes pas des "assistés" (pour reprendre le propos d'Estier) ! La simple existence de ce tract est la preuve vivante et irréfutable de la réalité du mouvement des rencontres dans ce quartier que nous aimons précisemment pour cette raison.

NOS HABITATIONS SONT TAILLEES DANS LE ROC; NOUS AUSSI !

Comité d'Habitants de la Doutre (Angers)

☐ Les contrôles dans les foyers et les expulsions des logements continuent à un rythme accéléré. Le Conseil économique et social vient de rendre public son étude sur la «situation du logement des immigrés en Ile-de-France». La plupart des immigrés sont logés chez des marchands de sommeil ou dans des habitats de moins de 4 m^2 par personne. 15% de la communauté immigrée vit soit dans les sinistres foyers (Sonacotra surtout) soit dans des chambres sous-louées ou meublées. 20% habitent dans des HLM dépourvu de tout confort et 29% dans des logements anciens. Les propriétaires refusent de louer aux travailleurs immigrés.

VANDALISME MOBILE

Jean Auroux craque. Secrétaire d'Etat aux transports, les dizaines de millions de francs perdus par la SNCF, Air France et Air Inter, l'inquiète:
en 1981 7 500 000 Frs
en 1982 7 900 000 Frs

5000 actes de malveillance en 81 dont 47% commis en région parisienne.

Manifs, blocage des trains, tir à la carabine, attentats, vols, casse, tout un catalogue qui angoisse les gestionnaires par son inflation. S'oriente-t-on vers la création d'instances de concertation entre vandales et entreprises?

SQUATTERS AU PALAIS

L'occupation le 23 décembre 83 d'une usine de la rue des Dunes (XIXème à Paris) par une centaine de personnes, en riposte au blietzkrieg des expulsions de l'automne 83, a des suites judiciaires riches en rebondissements. Après le renvoi du procès du 20 juin 84 (pour jet d'engins incendiaires, rebellion, effraction) pour cause de perte du dossier, une commission rogatoire pour vol avec effraction était lancée. Le dossier aurait été volé au greffe du palais de justice!

Relance de la machine à l'automne, la justice retrouve son dossier dans les chiottes du palais de justice! C'est reparti! On attend le prochain épisode comique. On ne connaissait pas encore les talents comiques de la juge Anzani, bonne continuation...

Après l'expulsion en Aout 83 du CASA-CHER rue de Crimée, Frédéric Joyeux a été condamné par défaut à trois mois ferme. Absent au procès puisque jamais prévenu de l'affaire, F. Joyeux a bien sur fait appel de sa condamnation. Ils lui en veulent ou quoi?

KUKUCK CIAO !

Le Kukuck (Kunst & Kultur-Centrum Kreuzberg) , un centre culturel alternatif de Berlin, squatté depuis 1981, a été expulsé après le rachat de l'immeuble par une société immobilière.

Cinquante personnes travaillaient et vivaient au Kukuck, qui contenait, entre autres choses, une bibliothèque de contre-culture, un cinema, un théatre, un local de répétition et le bureau du réseau de contre-information EKomedia.

La police avait déjà utilisé divers prétextes pour entrer dans le centre et procéder à des contrôles d'identité et des perquisitions.

Aujourd'hui à Berlin il ne reste plus que 19 squatts! Il y en avait 165 en 1981. Une cinquantaine ont été expulsés et les batiments détruits, d'autres désertés par leurs occupants, quelques autres ont été légalisés sous forme de loyers précaires.

(Ekomedia/Dk 1)

MAKING HISTORY

Cet article qui tente une interprétation des émeutes britanniques de 1981, s'inscrit dans la continuité du travail amorcé précedament sur la métropole. Il entend être prolongé par un travail sur les méthodes/techniques policières en France et en GB, dans la répression des conflits urbains ...

Du nord au sud ce sont 32 villes anglaises qui furent touchées du 3 au 14 juillet par une vague d'émeutes-the Riots-
DE L'EXEMPLARITE.....
-Une première constatation amère des pouvoirs publics anglais,on trouvait aussi bien"au contact" des jeunes blancs que des jeunes indiens ou jamaicains;tombait donc l'argument sempiternel de la communauté-bouc-émissaire sur qui la rage des médias puis de la répression aurait pu s'abattre.
-Une surprise et une interrogation: la simultaneité des troubles et la surprenante homogéneité de la forme de lutte-ou plutot de la révolte-sans que l'on sache pourquoi 32 villes et 12 quartiers de Londres même sont touchés;sur le moment on avait même accusé la TV d'avoir contribué à véhiculer l'information subversive;pas de doute les émeutiers au prise avec les "bobbies"prenaient leur pied..les mises à sac et les pillages de magasins,sur fond sonore de bris de vitres valaient vraiment le déplacement,et que la bière n'avait jamais été aussi bonne que vite vidée pour pouvoir en jeter la bouteille sur le premier casque à l'horizon...
-Mais limiter l'extension du phénomène à sa seule exemplarité serait nier un élément essentiel, la misère profonde dans laquelle se trouve toute une partie de la population britannique.Sans ce terrain fécond,arrosé de UB 40 (carte d'Assedic),soupoudré d'humiliations policières(cf-what have I done?-The Clash);sans cette exclusion de toute une partie de la classe ouvrière de la foire à la marchandise,de tels évènements n'eurent jamais lieu.Quiconque a visité Birmingham ou Londres (East End,Stepney,Hamstead Heath....)a vu et compris...des alignements cafardeux de maisons aux briquettes obscures,délabrées, où les 40% de population active au chomage évoluent entre la misère financière et la haine des Mets (police métropolitaine);seuls ilots de convivialité,les pubs crasseux mais enfumés et animés;lieux de rencontre, d'expériences,passage obligatoire de l'information informelle.
-C'est dans ce biotope très particulier,cocktail étrange de Marley, des Clash et d'Exploited,sur fond de désastre économique et sociologique que se déclenchent les troubles.
-Les cibles choisies par les émeutiers furent partout les mèmes, immeubles vidés par la réorganisation de l'espace urbain,supermarchés inaccessibles aux désirs policés par le pouvoir d'achat, voitures de luxe témoins d'une réussite sociale hors d'atteinte,skins (qui reçurent souvent l'avoine de leur vie) comme symboles d'une Angleterre fascisante,et les représentants de l'état sous toutes leurs formes(des voitures des Post office au bobby"débonnaire").
-Ces cibles semblent donner une indication sur l'apparition d'un courant d'idées commun à tous les "rioters".Refusant violemment la séparation de la nation en deux, entre les bénéficiaires du thatcherisme et ses laissés pour compte, ils affirment une identité communautaire qui dépasse les limites ethniques,qui dépasse en fait toute expérience préalable(USA notamment)
-Certes souvent la communauté Jamaicaine s'est posée en force d'impulsion et a établi les préalables à une nouvelle identité culturelle et politique(par l'intermédiaire d'une langue:pidgin+west indian+ anglais;par l'intermédiaire d'une musique:dub;d'un code vestimentaire).
-Toutefois,l'extension à des villes où il n'y avait que peu"d'immigrés" (ils ont la nationalité anglaise même s'ils ne sont pas'british') fausse une analyse raciale caractérisée.En fait il semble qu'à un moment donné la révolte d'une 'classe'exemplaire(c-a-d d'une classe économique commune à tout le territoire)utilisant le spectaculaire et le factuel(pas de discours des actes:on pille,on incendie!) ait répondu à des aspirations qui étaient partagées par des noyaux sociaux urbains sans homogéneité ethnique mais à condition économique identique.
-Notons maintenant un autre aspect important:le nord de l'Angleterre, l'Ecosse,et l'ouest-Pays de Galles-n'ont pas été touchés.Ici il semble que l'on puisse répondre en deux temps.D'abord constatons les taux de chomage assez moyens;10 à 12% de population active au chomage;des pointes de 14 à 18% selon les villes
-Premier point:au Pays de Galles et en Ecosse il existe une classe ouvrière traditionnelle,le Labour y règne en maitre;la morale du travail,propagée par l'ouvrier qualifié existe..Pas de dissolution des jeunes ouvriers dans des banlieux sans repères,travail et famille sont des valeurs sures que la métropole en crise n'a pas encore réussi à dissoudre.
-Second point,l'Ecosse et le Pays de Galles ont des spécificités ethniques;une histoire,une langue qui bien que très minoritaires dans les deux régions interdisent une coupure socio culturelle dans un milieu d'identification stable.
-Dans ces deux régions donc,aucune discontinuité du background culturel;des points de repère identifiés autour d'une valeur travail et d'une valeur de référence ethnique.
-C'est l'antithèse directe des villes chaudes de ce mois de juillet 81.Dans ce paysage secoué de détonations,harcelé par les anti riot squads,dans la lueur des incendies,s'est crée une identité urbaine propre.
-Violente elle ne peut que le demeurer,car enfantée par la misère économique et culturelle elle n'est bercée d'aucune perspective de rachat. Les flics seront toujours présents pour controler des espaces qu'ils sentent leur echapper et dont ils ont peur..
-Permanente car produit d'un développement socio-économique quasi séculaire, les flux ne se gereront qu'au rythme de dizaines d'années, la métropole qui avec la fin d'une époque de capitalisme florissant, a pris son envol, ne peut secreter que toujours plus de rebelles; l'économie immergée des petits boulots, la disparition des valeurs refuges exigée par le new deal économique planetaire ne peut qu'engendrer qu'une masse toujours plus importante de citoyens de seconde zone; ceux que la nouvelle économie libérale cherche en quantité toujours plus importante pour sa fameuse "variabilisation" des coûts de la main-d'oeuvre.
-Extensive enfin car l'Angleterre n'a pas la spécifité d'une composition ethnique multicéphale sur laquelle se greffe une crise à la fois morale et économique.
...A L'ASSIMILATION DES ENSEIGNEME

CHRONOLOGIE SOMMAIRE

Janvier: Depford incendie criminel treize jeunes noirs tués.
Février: Enquète sur les agressions racistes.
Mars: Le 2 manif anti-flics, 5: manifs interdites à Londres pendant un mois.
Avril: le 10: émeutes à Brixton pendant trois jours
Mai: le 19 La police demande un meilleur matériel anti-émeutes. 23 Manif à Coventry, clash avec le FN et le BM.
Juin: le 20 un jeune black assassiné par des blancs.
Juillet: Southall le 1: émeutes, les immigrés jettent du quartier les "4 Skins", 4 et 5: émeutes à Toxteh, 7,8,10,15 les émeutes s'étendent.

Brixton, les enfants des ghettos

... A L'ASSIMILATION DES ENSEIGNEMENTS

-Dores et déjà la profonde commotion de la rupture de 81 a fait profondement évoluer le paysage social
-Dans les ghettos des grandes villes anglaises, l'affirmation d'une identité collective a façonné une solidarité sociale nouvelle, consciemment ou non il existe désormais un point de reference commun à tous les emeutiers: d'avoir, ensemble, exprimé une révolte née des mêmes frustrations, d'un même refus du projet libéral de Thatcher, de ses forces de coercition, de sa misère.
-Mais bien plus ces évènements ont fait apparaitre une donnée nouvelle dans la menée des luttes. Maintenant, la violence n'est plus cette variable exceptionnelle; rappelons nous de ces grèves de 78-79 où les piquets volants faisaient leur apparition mais où l'affrontement direct n'était qu'assez exceptionnel. Aujourd'hui au contraire, la grève des mineurs le montre chaque jour, la violence de masse débordant les grandes villes a fait une massive apparition dans les bastions ouvriers traditionnels. Sans doute le ludisme de l'émeute a remplacé le luddisme des premiers jours de la révolution industrielle Cette violence commune durant les premiers jours de l'industrialisation anglaise n'avait, depuis, été que sporadique, la révolution industrielle durant ces deux phases (charbon puis acier) n'engendrant que des poussées de fièvre trés localisées durant les phases les plus basses des cycles de crise décrits par Marx.
-Puis il y avait eu les années 30 Mosley et sa British Union of Fascists à l'assaut de Stepney dans l'East End, la mise en état de siège de ce quartier extraordinaire, refuge des héritiers du Bund

Toi aussi tu déteste BOY GEORGE ?
Alors demande les auto-collants "Kill Boy Georges" :
Logs for the fire, 50 s. Broard ST.
Waynes Boro PA 17268 USA

ces tailleurs juifs alliés à une classe ouvrière anglaise fascinée par la révolution russe.
-Et depuis plus rien; quelques montées de fièvre, en 70-73; le gouvernement Heath au tableau de chasse précédant la léthargie apparente des masses durant les gouvernements Wilson et Foot.

Aujourd'hui la page est tournée; la gauche du Labour travaillée par les trotskistes n'offre plus vraiment de mot d'ordre castrateur, susceptible de désamorcer ces luttes qui montent.
-L'exemplarité de l'eté 81 est telle qu'elle a même influencé une des classe ouvrière les plus traditionnelle de la plnète qui avait été tenu à l'ecart des grands mouvements ouvriers internationaux, qui avaient donné le ton à une pratique digestive de la social démocratie.
-Aujourd'hui donc les nouveaux rapports de classe en GB nous reportent à la paléontologie de la pratique ouvrière; une pratique libérée des présupposés idéologiques où l'important est de gagner la lutte, d'exprimer sa frustration, d'affirmer sa spécificité et d'ignorer les barrières mises en place par la société civile au nom de la responsabilité et de la rationalité économique.
Le melting-pot anglais a tout à inventer, il a posé les bases d'une formidable machine de combat à lui de savoir établir les liens qu'il faut; a lui de transformer sa ruse à l'égard de la société économique en une force de proposition, d'expérimentation, accessible à tous.

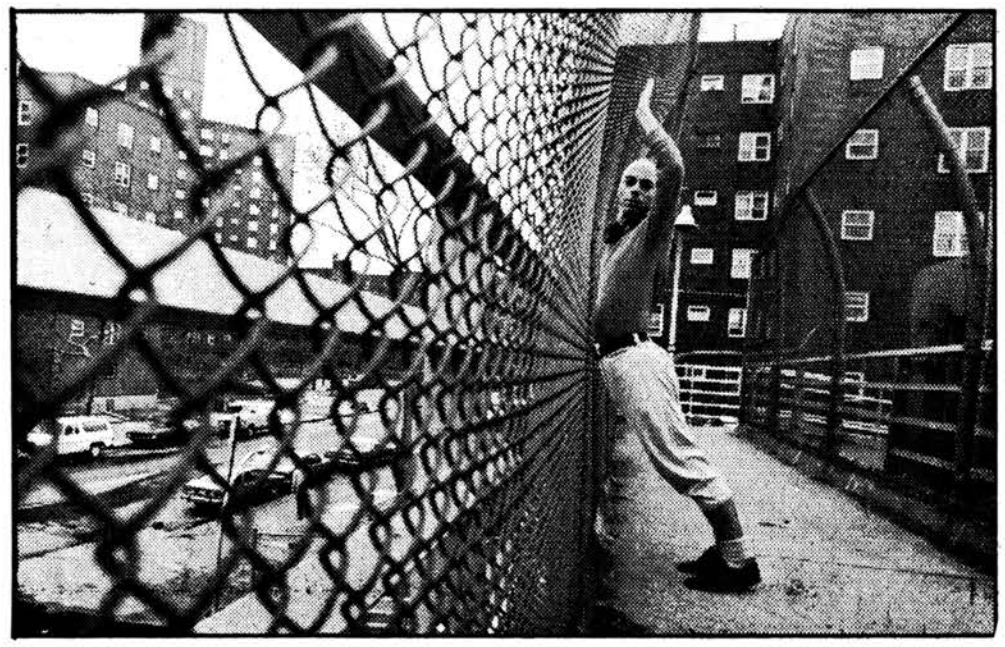
Red tapirs

QUELQUES ELEMENTS SUR LE MOUVEMENT ACTUEL DES PROLETAIRES EN GRANDE BRETAGNE

16 coupures de la presse anglaise traduites en français, d'un intérêt certain. Un discours sous-situ sur la grève des mineurs et ses implications sociales. Voilà une brochure de 12 pages disponible dans les bonnes librairies.

Principalement axée et personne ne s'en plaindra, sur les aspects non corporatistes, l'enjeu social général du conflit, la violence, le sabotage, l'intervention des jeunes dans le mouvement.

SUBVERSION A TOUS LES OTAGES



TOUT!: Où, quand et comment s'est créé le journal?

OTAGES: Le premier numéro d'Otages est paru en janvier 84, en fait on a été poussés vers un projet plus spécifique à la taule et à l'origine essentiellement basé sur la région nord. Au départ on participait à Lille à une émission de radio animée par un ex-taulard qui avait des visées humanitaires, Ligue des Droits de l'Homme, etc... Dès que l'on a parlé de mouvements collectifs revendicatifs, de 74... on s'est fait virer mais cette émission était le fait d'une soit-disant association d'aide aux revendications des détenus et ce qui s'est passé c'est qu'une immense majorité des détenus membres de l'assoc ont démissionné et demandé que l'on prenne la suite.

TOUT!: Quels sont les objectifs du journal et ceux-ci définis, qu'elle progression voyez-vous par rapport au travail que vous avez effectué, dans quelle mesure ces objectifs ont-ils été atteints?

OTAGES: Le projet de journal a correspondu à la nécessité à un moment donné de cristalliser les infos, les idées contenues dans les lettres que l'on pouvait recevoir à l'émission ou par le biais d'autres initiatives; pour que cette expression dépasse les murs, puis un cadre régional, pour qu'elle soit plus ou moins la prémisse à une lutte collective. L'objectif principal était de favoriser l'expression des détenu(e)s, une expression baillonnée tant par l'enfermement que par tous les abus et arbitraires qui consolident la politique d'exclusion et d'élimination.

Il s'agissait de mettre à la disposition des détenus un outil pour que par différents biais naissent la possibilité de se regrouper, de trouver des bases d'accord au-delà du cloisennement, de l'isolement; mais aussi faire qu'à l'extérieur les personnes susceptibles d'un jour se retrouver en taule, aient un point d'ancrage. Enfin Otages se devait d'enrayer les pratiques policières (délation), judiciaires (individualisation du délit), de l'administration pénitentiaire (politique du bâton et de la carotte) et ce pour favoriser l'émergence d'une identité rebelle commune.

Quand on est face à la réalité carcérale, on se heurte aussi bien au niveau des détenus, des familles que des forces potentielles extérieures à une force d'inertie, reflet de combats passés et de la conjoncture. De notre volonté de dépasser la lutte individuelle, celle du pot de terre contre le pot de fer émergent certains acquis: d'une part la mise en place assez rapide d'un réseau recouvrant différents en France, d'où des contacts avec des gens ayant d'autres projets (Transmuraillexpress par exemple) ce qui permet de synthétiser un certain nombre d'informations. D'autre part en tant qu'outil d'une frange de détenus, eu égard à son audience, Otages répond incontestablement à un besoin, il sert de caisse de résonnance à leur confrontation quotidienne à la machine répressive (il faut noter que ce sont les longues peines les plus combattives).

L'impact du journal on l'a surtout vu à Loos, en juillet les détenus ont fait une grève de la faim symbolique en commémoration des émeutes de 74; Pitten, incarcéré après la manif anti-Le Pen à Lille a été acceuilli par tous les taulards et ceux-ci ont envoyé des lettres au juge d'instruction; en octobre, familles et détenues de la MAF de Loos ont refusé de quitter le parloir...etc Autour d'Otages il y a tout un groupe, la parole n'est pas l'unique aspect de notre combat et cela détermine le fait que la répercussion soit plus importante à l'échelle locale que nationale.

TOUT!: Comment l'AP et le ministère de la justice réagissent-ils?

OTAGES: Il y a d'abord eu une phase d'attente au ministère, l'AP laissait entrer Otages sans problème, ils essayaient de voir ce qu'il y avait derrière, quel était l'enjeu. Ils ont plus cerné la chose après les évènements de juillet à Loos par exemple; leur réponse a bien sûr été la répression quand ils ont ont réalisé la capacité d'Otages à faire que l'information ne soit plus information mais devienne moyen. En fait de répression (transferts de ceux considérés comme meneurs, mises au mitard, censure, l'arret des ventes de postes FM dans certaines taules...etc), l'AP n'a pas une tactique trés fine, les informations qu'elle a sont plus utilisées pour écraser un gars ou le faire sortir, le système de la soupape de sécurité, que pour élaborer une réelle stratégie.

Otages n'est pas censuré, mais pour certains détenus les numéros peuvent mettre deux mois à entrer et ce après deux ou trois envois. En fait certains canards politiques entrent trés aisément en taule, la censure s'active dès qu'il y a ébauche de réflexion sur la prison, dès que se créent de véritables liens entre intérieur et extérieur ou que les détenus ont des infos sur les autres taules, dès que la fonction d'isolement de la prison est brisée...

Une démarche différenciée est adoptée vis à vis des "politiques" et des "droits-co", passer Otages à des politiques n'est pas un problème, pour les droits-co c'est autre chose, par exemple Schleicher a diffusé le journal autour de lui, tous les mecs qui l'ont eu ont été changés de cellule.

A l'extérieur, ce qui est significatif, c'est les inculpations autour de Transmuraillexpress, le brouillage d'émissions de radio (autorisées), la notre est parfois brouillée de 8 heures du soir jusqu'au lendemain matin, les problèmes de parloirs, les pressions sur les familles qui viennent à l'émission.

TOUT!: Est-ce que vous tracez une frontière entre luttes réformistes et luttes radicales contre l'enfermement?

OTAGES: On ne pense pas qu'il y ait de ligne de démarquation pas plus qu'une unité formelle à chercher dans les différentes composantes et les différentes démarches; notre démarche à travers Otages est plutôt transversale: saisir la multiplicité des formes de lutte, mettre en valeur leurs aspects les plus offensifs, les plus efficaces.

C'est à dire dans le cas de luttes réformistes (comme les parloirs sexuels) saisir leurs intérets dans leurs aboutissants.

Le fait qu'Otages soit un relais détermine par rapport à certaines luttes, même inaceptables (suicides, automutilations...) que l'information soit redistribuée mais notre investissement sera fonction de la détermination des détenus à voir leurs revendications aboutir, du degré d'intérêt que l'on y porte, de son aspect collectif ou non.

Pour le moment, à un niveau revendicatif on a surtout ciblé sur des aspects qui relèvent d'un cadre réformiste mais sont vitaux pour les détenus (censure, regroupement, parloirs)

Ce qui est important c'est de ne pas réitérer des expériences comme 74 où la réforme a servi de carotte et tarit la lutte. A travers Otages on veut pouvoir continuer à lutter lorsqu'une chose est acquise, jusqu'à ce que tout s'écroule...

TOUT!: Quelles formes de luttes vous semblent le mieux à même de "briser l'enfermement" tant au niveau des capacités de mobilisations extérieures et intérieures que l'obtention réelle d'acquis? Comment imaginez-vous des luttes globales qui feraient le lien entre prisonniers politiques divers souvent crispés sur une identité étanche et des prisonniers sociaux individualisés à l'extrême?

OTAGES: Il n'y a pas de recette de lutte contre l'enfermement, l'objectif que l'on s'est donné à priori c'est de tendre à une pratique de destruction de la taule au quotidien, de mettre la taule-justice-police sous haute-surveillance. On doit cependant avancer par étapes, bien souvent les taulards n'ont plus confiance, il y a tellement de trucs qui se sont cassés la gueule (Rebelles, CAPJ),

---

PTT:le hold up facile

Nos felicitations aux braqueurs inventifs;mardi 23/10 Vazquez gérant du magasin codec à Lyon, reçoit un coup de fil:ses parents sont pris en otage,on lui demande de vider son coffre et d'en mettre le contenu dans sa voiture garée à un endroit convenu.les braqueurs disparaissent avec le fric. Pendant ce temps,les flics avertis cernent l'appartement des parents de Vazquez;le prennent d'assaut.Surprise!les parents n'ont jamais été pris en otage. Moralité:Vazquez passe l'aprés midi en garde à vue;Codec chez les poulets.....

LA BELLE

Détenu à la prison Saint-Roch à Toulon depuis le 4 août, Salah Akouna, un tunisien de 19 ans, inculpé de tentative de vol et séjour irrégulier en France, aura passé moins de 20 jours derrière les barreaux; mardi 21 août il a sauté un mur d'enceinte de 7 mètres, avant de retomber sur le toit d'une voiture stationnée juste en dessous, et de prendre la fille de l'air ...

Le lendemain matin, un autre détenu, durant son transfèrt de la prison des Baumettes au palais de justice de Marseille a réussi à tromper la surveillance de ses gardiens (ah! le pastis!) et pris la fuite.

Aucun des deux n'a été retrouvé depuis lors ... Bonne chance!

JUSTE UN DOIGT.

Jacques Lascabannes détenu depuis le 25 juillet dernier à Fleury Merogis pour infraction à la législation sur les stupéfiants, s'est coupé une phalange du petit doigt de la main droite pour protester contre les refus de permis de parloir pour sa femme et son gosse.

● Suite à une perquisition pour bijoux volés, Mme Ouardia Aoudache, 47 ans à été conduite au commissariat de Joeuf en Meurthe-et-Moselle, quelques heures après sa sortie elle est morte.
Dans une lettre à tonton M Aoudache accuse les flic d'avoir fait tomber sa femme, "la trainant dans le couloir en lui donnant des coups" et de lui avoir vidé au visage "une bombe lacrymogène". Elle est morte d'un coma diabetique, suite à un malaise à la sortie du commissariat.
Deux syndicats de keufs se sont permis de protester contre de telles accusations (les violences policières c'est si rare!) précisant qu'ils ont "utilisé des moyens coercitifs" prévus par loi devant l'attitudes des "personnes mises en causes" ...

EVASION ECLAIR

Un "professionnel du hold-up" a pris la fille de l'air le 7 septembre en fin de matinée, au tribunal de Créteil où il venait d'être entendu par "son" juge. Tois hommes armés ont surgi, ont menotté les flics présents, et sont partis avec leur pote. L'opération n'a durée que quelques minutes (moins de cinq) Quelques semaines plus tard, les flics ont pris en otages le frère de l'évadé et deux amis pour "évasion"...

Les valeurs se perdent:Flics à l'ombre.
Cambriolage d'une armurerie àCrest dans la Drome.Cauchemart pour les flics qui,cadenassés dans leur commissariat n'ont pu après s'etre libérés utiliser leur estafette préalablement sabotée;résultat: la disparition de 70 fusils de chasse ,1,5km de marche nocturnepour les flics qui font choux-blanc....

357 MAG CONTRE 16 PIGES

La voiture n'était même pas volée. Ils étaient quand même suspects. Les flics les prennent en chasse. Ils cherchent à leur échapper mais leur voiture bascule dans le fossé. Fuite à pied. Les flics tirent et tuent Pascal, 16 ans.

C'était une nuit d'octobre comme les autres dans un coin de France, le flic venait de recevoir son magnum tout neuf. Test réussi.

VICHY
VILLE D'EAU...ET DE PLAISIRS!

Ah si le Maréchal était encore là il s'emploierait certainement à remonter le moral des pauvres policiers de cette tranquille ville de province. Le commissariat a en effet été ravagé par quatre personnes ayant préalablement envoyé ses occupants voir aux deux coins de la ville ce qui s'y passait (rien)... L'unique gardien restant a pris quelques coups sur la tête et doit encore se demander ce qu'il s'est passé.

Funny isn't it?

OEIL POUR OEIL ...

Un détenu de la prison de Mulhouse, sans doute pas très content du "service" a été, à sa liberation, chez un gardien pour lui en coller une. De nouveau incarcéré, à Colmar cette fois-ci, il en a collé un autre à un autre gardien ...

Ces actes, somme toute bien sympathiques, ont révolté le syndicat FO des matons, qui n'ont laissé ni entrer ni sortir les prisonniers le 23 août, pour réclamer "une meilleur protection des agents" et pour exiger de la justice des "mesures exemplaires" contre l'auteur de ce qui est présenté comme des "agressions"

A par ça, vive les syndicats!

eu des discours ultimatum avec rien derrière... On est parti de rien au niveau organisationnel, il faut avant toute proposition concrète travailler à l'émergence d'une prise de conscience collective, à l'homogénéisation par un débat entretenu entre les les différents détenus.

Une pratique de destruction au quotidien recèle les spécificités et objectifs propres de l'intérieur et de l'extérieur, mais avant tout on tient à assumer le discours que l'on a.

La première façon de détruire la taule aujourd'hui c'est s'évader mais pour qu'Otages rentre en prison on doit faire attention et à quoi bon pousser à ce qui est un moment et/ou concerne une infime minorité vue la réalité des moyens carcéraux. Les réalités sont là, nul besoin de discours ou personnes à l'extérieur pour que la colère éclate, ce qu'il faut voir c'est ce que l'on a à préserver, en cas de mutinerie ils ont les moyens d'intervenir en trois minutes et casser un travail d'organisation qui a pu mettre des mois à se faire.

Cette lutte au quotidien on l'a surtout menée au niveau de la censure, aussi bien dans les taules que dans les médias, il faut arrêter ce monopole d'information que sont les parloirs. Arrivés à un certain niveau de confiance avec les détenus, le censure n'existe plus, on se démmmerde...

Localement on a acquis une certaine crédibilité quant aux infos que l'on pouvait donner aux médias grâce à ça des gens sont sortis de taule. Les grands médias sortent du sensationnel, Otages "profite" du sensationnel pour ressortir toutes les saloperies qui en sont la source.

Sur le problème des luttes globales liant politiques et sociaux, il y a cette même volonté de se regrouper mise en avant depuis l'été... En règle générale il faut profiter du fait que des politiques soient entôlés pour que la situation soit d'autant plus explosive, l'AP en a peur, peur que des choses filtrent à l'extérieur, de la possibilité d'une mobilisation extra muros

TOUT!: Quels sont les thèmes qui accrochent le plus dans les prisons, celui de la justice deux poids-deux mesures (flics baveurs et beaufs flingueurs), celui de l'arbitraire des détentions provisoires, celui de l'interdiction de séjour avec le phénomène de la construction de balances dans le prolétariat extra-légal?

OTAGES: La première constatation c'est que les prisonniers avec lesquels on est en contact obéissent à une double détermination, d'une part se défendre sur le terrain particulier à leur histoire personnelle, d'autre part revendiquer un contenu idéologique large, contre la société dans son ensemble.

Ce qu'il faut voir aussi c'est ce que les mecs disent: "la prison c'est une chose, mais ce que l'on veut c'est sortir". Si ils sont plus mobilisés, plus prêts à se battre en ce moment, si ce qu'il est possible de faire, ils sont en train de le chercher, le point force qui se dégage c'est bien cette histoire de justice deux poids-deux mesures, des peines de plus en plus écrasantes.

Pour de plus en plus de détenus, échapper à la taule outre s'arranger pour ne pas y aller, ce n'est plus l'aménager mais la détruire. Cette prise de conscience de plus en plus large de l'aspect fondamental de la justice, c'est la remise en cause du pouvoir, c'est-à-dire la nature même de la politique d'enfermement Comment lutter contre la justice? c'est une question à laquelle on a pas encore répondu, cependant il y a une systématisation de certains types de défense, de certaines attitudes combattives. Pour beaucoup l'avocat n'est plus reconnu comme suprématie obligatoire mais comme un mec qui bouffe défense et fric, il n'est plus question de se laisser modeler par des fonctionnaires de justice, mais bien de tenir tête à un juge, revendiquer son identité, ses motivations... On a pas à se défendre devant la justice, on se bat contre elle!

Si l'ignorance du législatif est immense, apparaissent des mouvements tels que les démandes de mises en liberté collectives.

Il est important de démontrer concrètement le pouvoir du judiciaire... mais aussi de donner de nouveaux instruments de lutte, par exemple au niveau juridique, aux détenus et contrer des carottes telles que la conditionnelle dont en fait trés peu profitent.

TOUT!: La question du travail en prison nous semble assez problèmatique, à la fois droit et obligation, le travail de cette usine de 10.000 personnes (sans parler de ceux qui travaillent à la gestion de la taule) génère divers types de mouvements dont le plus courant est une lutte disons parasyndicale. Vous semble t-il possible et intéressant de remettre

en cause le travail détenu (barbare dans ses conditions) en exigeant par exemple un revenu pour chaque taulard, indépendament du travail?

OTAGES: Si on veut trouver un mot d'ordre sur le travail à l'intérieur, il ne peut pas être différent de celui que l'on a à l'extérieur. Ce qu'il faut montrer c'est que la taule c'est un endroit où l'on exploite de façon éhontée, où Etat et Capital s'engraissent.

Dans les centres de détention l'argument béton pour le travail c'est la réinsertion, chez les récidivistes, les petites peines, l'objectif du pécule à la sortie les fait réclamer du boulot... Le travail c'est aussi un moment de socialisation...le problème n'est donc pas simple...

En outre on peut se demander quel est l'avenir du travail prisonnier, celui de la taule en général, on tend de plus en plus pour les petites peines vers des TIG (travail d'intérêt général, effectué en toute "liberté" à l'extérieur), et une psychiatrisation pour les longues peines.

TOUT!: Comment se passe la diffusion dans les taules, quels sont vos projets, votre collaboration avec d'autre groupes, les autres moyens que le journal que vous utilisez ou qui vous semblent utiles?

OTAGES: Un numéro d'Otages est lu par environ quinze détenus et nos projets sont fonction de cela, outre s'étoffer, on voudrait que de plus en plus de mecs a l'intérieur prennent en charge le canard au niveau idées, au niveau rédactionnel. On a plus ou moins dépassé la période durant laquelle les mecs nous ont testé, on reçoit donc de plus en plus de témoignages intéressants qui à long terme renforcent le journal basé sur une correspondance personnelle.

On a beaucoup de contacts avec des collectifs et des familles de détenus, on compte aussi développer des choses qui peuvent sembler mineures, relever de l'anecdote comme le feu d'artifice que l'on a fait face à la prison de Loos le 14 juillet, ou les bombages à l'intérieur des prisons autour de Toulouse annoçant l'émission Transmuraillexpress, autant de choses qui sans relever d'un activisme délirant ont un énorme impact à l'intérieur, montrent que l'on peut briser briser la séparation intérieur/extérieur.

C'est sur la justice qu'il faudra faire un gros travail, pour trouver plus de méthodes de lutte généralisables, utilisables par tous, pour favoriser la prise en charge par chacun du combat judiciaire.

OTAGES N°3 Oct. 84
28 p. 5F.

En titre: p(l)eines à craquer, au sommaire: Grèves de la faim, dossier Kamikaze (Marc Touitou), Travail en taule, Sexualité, Foucault vivant, Femmes Re-Belles, Radios, Kiosque, Books, Poèmes, etc...

Abonnements: pour 4 N° = 20F.
de soutien= 50F.
de diffusion: 4 N°- 10 ex. = 120F.

par chèque à l'ordre de:
D. Lemaire

OTAGES
B.P. 37
59651 Villeneuve d'Ascq cedex

Lettre mensuelle d'Otages:
Pour suivre l'info sur les taules au plus près. A commander à l'adresse d'Otages.

basques maneuvres

Les récentes extraditions de 3 militants de l'ETA montrent que le PS a définitivement enterré son opposition formelle au trop fameux Espace Judiciaire Européen. La coopération entre les polices françaises et espagnoles perpétue la tradition internationaliste des flics inaugurée notamment avec les allemands et les italiens.

L'anachronisme que constituait la "France terre d'asile" dans une Europe en quête d'homogénéité politique aura donc été liquidé par une social démocratie française avide de modernité. La symbiose recherchée entre les différentes machines juridico-policières européennes est sur la bonne voie. Ainsi le désir exprimé par Badinter de la création d'une instance européenne de prévention de la délinquance va elle aussi dans ce sens et montre l'avant gardisme du PS dans ce domaine...

Le manque de réactions à l'annonce des extraditions* des Etarras va enlever aux socialos les quelques scrupules qui leur restaient et faire passer comme une lettre à la poste les extraditions de Fasel, un anarchiste suisse spécialiste de l'évasion des prisons aseptisées helvètiques et "vedette" des luttes contre l'enfermement en Suisse, ainsi que celles de deux allemands, proches de la RAF, sous le motif d'escroquerie. Les prochaines échéances vont être les avis du gouvernement après les décisions favorables des chambres d'accusation de Lyon et Paris concernant respectivement Enrico Fedele, militant libertaire et Gianni di Giuseppe, communiste révolutionnaire

Face à l'Europe des luttes, le Capital réorganise les instruments juridico-politiques de sa domination; lutter contre l'extradition de militants menacés de dizaines d'années de taule c'est défendre nos identités politiques directement visées par la construction de l'Europe forte...

Petite disgression sur les négociations secrètes franco-espagnoles

Les négociations secrètes visant à résoudre à la fois le "problème basque" et celui de l'entrée de l'Espagne dans la CEE commencèrent à partir du 13 janvier 1984. Précédées d'une raffle dans les milieux de réfugiés basques en France et de la première expulsion en Martinique de six d'entre eux comme gage de la bonne volonté française, ces négociations vont aboutir à un accord sur le différent agricole qui gênait jusque là l'arrivée de l'Espagne dans la CEE. Ainsi en échange d'un changement de politique de Paris envers les Etarras français et espagnols se mettent d'accord pour échanger des protection mutuelles (contre la protection de leur lait les espagnols concèdent la protection des fruits et légumes français...). Le 14 juin Defferre et son homologue madrilène Borrionuévo (quartier nouveau en français) scellent la collaboration des deux polices (qui échangent depuis cette date 2 à 3 informations par semaine) alors que les appels du pied à l'ETA en vue d'ouvrir des négociations se multiplient.

Arretés à partir d'une liste établie conjointement par Paris et Madrid, sept Etarras sont déclarés extradables par la chambre d'accusation de Pau le 8 aout. La décision finale appartenant au gouvernement français sa réponse pouvait être différée suffisamment longtemps pour que le processus de négociation avec l'ETA puisse s'engager.

La grève de la faim des Etarras va tout remettre en cause en accélérant la réponse française...

Les méthodes à la sud américaine, le GAL, les éxécutions, etc... sur infos des deux polices semblent momentanément au moins laisser leur place à d'autres moins "scandaleuses". Cela quand bien même, divers intellectuels juristes, militants du PS renâclent subitement contre le sort fait à leurs belles illusions sur l'humanisme de la force tranquille.

*Depuis des fumigènes chez Lipp, jusqu'au nouveau conseil régional de Toulouse plastiqué en passant par quelques manifs tristounettes il y a eu quelques réactions.

Agit Prop

L'UNION PROLETARIENNE

Le seul article que nous tacherons de présenter ici est celui qui s'intitule trés classiquement (!) "Bilan et perspectives"

Ce bulletin n'est pas paru durant un an et demi: "faiblesse numérique, politique, une activité qui n'en était plus une, re streinte aux cycles, réunions, rédactions d'articles, diffusion du bulletin"

L'absence de bilan sur l'intervention précedente d'UP ne pouvait conduire qu'à la répétition, au sectarisme.

Voilà comment UP présente son projet: "Quels sont les besoins actuels du prolétariat en tant que classe en lutte ou qui tend à le devenir, quelle est sa force, quelles sont ses faiblesses, les modalités/processus de son unification en tant que classe?

Telles sont les grandes questions sur lesquelles nous fonderons notre propagande/agitation/organisation et auxquelles nous essaierons dans la mesure du possible d'y apporter des réponses matérielles allant dans le sens de la constitution de la force de la classe organisée."

L'UP s'est créée au cours de la lutte des foyers Sonacotra, récuse la tentative aujourd'hui répandue de limiter l'activité révolutionnaire à un simple travail théorique.

Cette tentative ne peut être comprise que comme le pendant de ces désertions si raisonnables, de ces retours innombrables sur le privé, de cet abandon de toute subjectivité subversive.

UP avec son histoire et ses thèmes particuliers est un bon exemple de cette misère des révolutionnaires aujourd'hui (la notre) cela alors même que la période est grosse de promesses, de possibilités d'intervention, débarrassée qu'elle est des pesantes légendes du mouvement ouvrier comme de ses marges groupusculaires.

c/o L'Herbe Rouge
1 bis rue d'Alésia
75014 Paris

ATTENTION UNE VAGUE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

Après la Seconde Guerre Mondiale, s'instaure, sous la houlette de l'Etat, un compromis historique entre bourgeoisie et classe ouvrière Ce compromis a pour effet principal d'épuiser l'ancien antagonisme, en faisant travailler la classe ouvrière à la rationalisation toujours plus poussée du mode de production.

Cependant, dans le même temps, les décennies de domination de ce "capitalisme social" ont modifié le tissu social dans toutes ses dimensions, et, pour finir, déplacé l'antagonisme que le Capital a pu croire un temps décidément institutionalisé.

En effet, il ne s'agit plus d'un affrontement entre médiations ouvrières et Capital privé comme c'était le cas dans la première moitié du siècle, mais bien plutôt d'un affrontement multiforme entre dépossédés et commandement capitaliste pluriel où sont intégrées les médiations ouvrières.

Le nouvel antagonisme social éclate en 1968 en France. Ses retombées pénètrent tous les pores de la formation sociale et bouleversent la couverture idéologique.

Cependant, la prospérité économique, la souplesse du Principe Démocratique, les perspectives de l'alternance d'une part, l'inadéquation des médiations gauchistes qui organisent majoritairement le mouvement antagoniste de l'autre, font que la première vague d'assaut échoue et se défait peu à peu.

C'est alors que la crise actuelle du "capitalisme social" fait resurgir ouvertement le nouvel ántagonisme:
Elargissant toujours plus l'espace social habité par un néo-prolétariat composé de dépossédés (déqualifiés, professionnels obsolètes, précaires, exclus volontaires ou non du travail institutionalisé), la restructuration actuelle, menée par une couche de gestionnaires/technocrates qui traverse toutes les composantes du commandement capitaliste, multiplie les comportements pratiques de résistance individuelle. Quand bien même ces comportements n'ont pu encore se constituer en mouvement social, n'ont pu encore rompre l'atomisation et entrer en lice sur le champ de bataille.

Recomposer le mouvement antagonique, s'opposer à la contre-révolution-idéologique qui tend à codifier et à institutionaliser les nouveaux comportements pratiques pour les faire travailler à la constitution de sa "seconde société" signifie aujourd'hui pour les fractions survivantes du mouvement travailler à la rencontre et à l'organisation des comportements antagoniques atomisés, travailler à une stratégie et à un projet.

Une stratégie adéquate à la stratégie actuelle du Capital, qui ne peut donc faire l'économie d'organiser la résistance contre ses projets de restructuration.

Un projet adéquat aux besoins d'autonomie, de réappropriation des richesses sociales, de contrôle de tous les aspects de notre vie, un projet donc qui ne peut s'accomoder de l'esclavage salarié.

Cahiers Marx envers et contre Marx

Déjà parus:
N°1: Marx envers et contre Marx 1981 - 96 p. 20F
N°2: Critique du marxisme comme méthaphysique. contient un dossier sur l'Italie 1962-82 de 140 pages. 1982 - 208 p.
N°3: Le principe autonome: Au-delà du principe communiste pour l'abolition de l'esclavage salarié. 1983 - 109 p. 40F

Pour toute correspondance:
M.P. SALIGUE
B.P. 431
75830 Paris cedex 17

"Nestor Makhno et la théorie" est le thème d'un débat organisé avec Skirda par le Centre Max Nettlau le vendredi 7 décembre à 20 heures:
15 rue Gracieuse, 75005 Paris , métro place Monge.

JEAN MARIE LE PUCEAU
OU LE TRISTE SIRE
DE VOS COULEURS

Brochure de 26p. format 15x21 15F

Le point de vue de Révolution Sociale sur le "phénomène Le Pen"

Contact: Révolution Sociale
B.P. 30316
75767 Paris cedex 16

ECHANGES.

Un petit bulletin publié à Londres et Amsterdam (en français ou Anglais au choix) avec une foule d'informations sur les publications et activités des groupes ultra gauchistes du monde entiers, plus quelques documents et analyses qui ne sont pas sans intéret (grève des mineurs, luttes ouvrières à l'Est, restructuration capitaliste ...).
BM box 91 London WC1 XX BG.B.

MOLOTOV ET CONFETTI
SANS ATTENDRE ! 5F - 24 p.

A lire pour le déballage de malhonnêteté lourde et inutile de l'"interview" du CAO sur la CAEL, un écho frelaté à "Du désert à la jungle", texte du Collectif Nous Voulons Tout sur l'expérience de la CAEL (cf. Tout! N°10)

Les "bonnes soeurs" fantômes et quelques autres perles (revendications tout azimut - Rac et tac et tak - un "fanzine politisé".

Le meilleur article: l'interview des Brigades, le groupe rock de la "génération sans travail"

MOLOTOV ET CONFETTI
c/o Les Portes de la Nuit
9 rue Müller
75018 Paris

COMMUNISME
ELEMENTS DE REFLEXION (1)

"Les définitions que l'on peut donner du communisme sont multiples, même en ne tenant pas compte de la dictature étatique constituant la réalité des pays de l'Est ou des "nations libérées" du tiers-monde, et le programme des partis et groupuscules divers se masquant sous cette étiquette.

Le communisme, tel que nous l'entendons, est avant tout la tendance à la communauté humaine qui sous les formes diverses par lesquelles elle s'est exprimée a toujours été la recherche d'un monde où n'existeraient ni loi, ni propriété, ni Etat, ni discrimination qui sépare, ni richesse qui distingue, ni pouvoir qui opprime."

Commande: 7 timbres à 2F10
à adresser à:
L'INSECURITE SOCIALE
B.P. 243
75564 Paris cedex 12

LIGNE ROUGE N°9 Octobre 84

Trés peu chère, cette publication contient une foule de communiqués et de textes des organisations anti-impérialistes de lutte armée, etc... que vous ne trouverez pas dans Tout! Aspect documentaire non négligeable.
Au sommaire:
- Trois communiqués des Cellules Communistes Combattantes contre Litton Business, MAN, Honeywell,
- un anti-impérialisme combattant plus finaud que celui de ses homologues français -
- Rapport politique du camarade Arenas, sécrétaire général du PC espagnol (reconstitué)
- Pour l'insoumission bretonne de F. Oriach (!)
- Nouvelles du Front
- Les éditions anti-impérialistes

Contact: B.P. 1684
Bruxelles 1
Belgique

L'ENTRAIDE N°3

Du Collectif anarchiste de Contre information Sociale et de Solidarité

Une lettre de prison de Enrico Fedele, libertaire italien extradable.

Des infos sur la façon dont les flics essaient de fabriquer des balances, en l'occurence sur les pressions contre Orazio Valastro (militant de l'Entraide), pour lui faire infiltrer les milieux des réfugiés italiens à Paris dans le cadre de l'enquête sur un meurtre de flics (Trudaine?) avec menaces de mort et proposition de fric à l'appui.

Contact: JC Canonne
BP 175
75963 Paris
cedex 20

L'INTERNATIONALE N°9 juil. aout 84

Ce numéro de l'Internationale contient un texte réellement intéressant autrement que de façon purement documentaire, il s'agit de l'interview de Rote Zora une structure illégale de femmes en RFA liée aux Cellules Révolutionnaires. Pas étonnant que ce soit le seul texte présenté par ce journal de façon critique, le refus de la mégalomanie (l'OCC and Co) de Rote Zora, ne peut que gêner certains.

Rote Zora existe depuis 1974 et explique ici quelles ont été quelques unes de ses interventions militaires, son rapport aux mouvements féministes et pacifistes, sa conception de la violence révolutionnaire.

l'Internationale
6 rue de la Reine Blanche
75013 Paris

PROLETAIRES SI VOUS SAVIEZ ...

Une traduction française d'un document italien du collectif Insurrezione, qui passe au crible de la critique les dix dernières années d'expérience politique et théorique de l'Autonomie Ouvrière.

Une tentative de formulation d'une théorie ultra-gauche de l'autonomie de classe, parfois pertinente, d'autre fois un peu sommaire, mais qui apporte toutefois une contribution interressante pour un bilan et une compréhension critique d'une des expériences les plus riches du mouvement révolutionnaire européen de l'après-guerre. Une contribution aussi á la réflexion sur les parcours possibles, ici et maintenant, pour l'autonomie prolétaire.

Ombres Hérétiques c/o l'Herbe Rouge
1 bis rue d'Alésia , 75014 Paris.

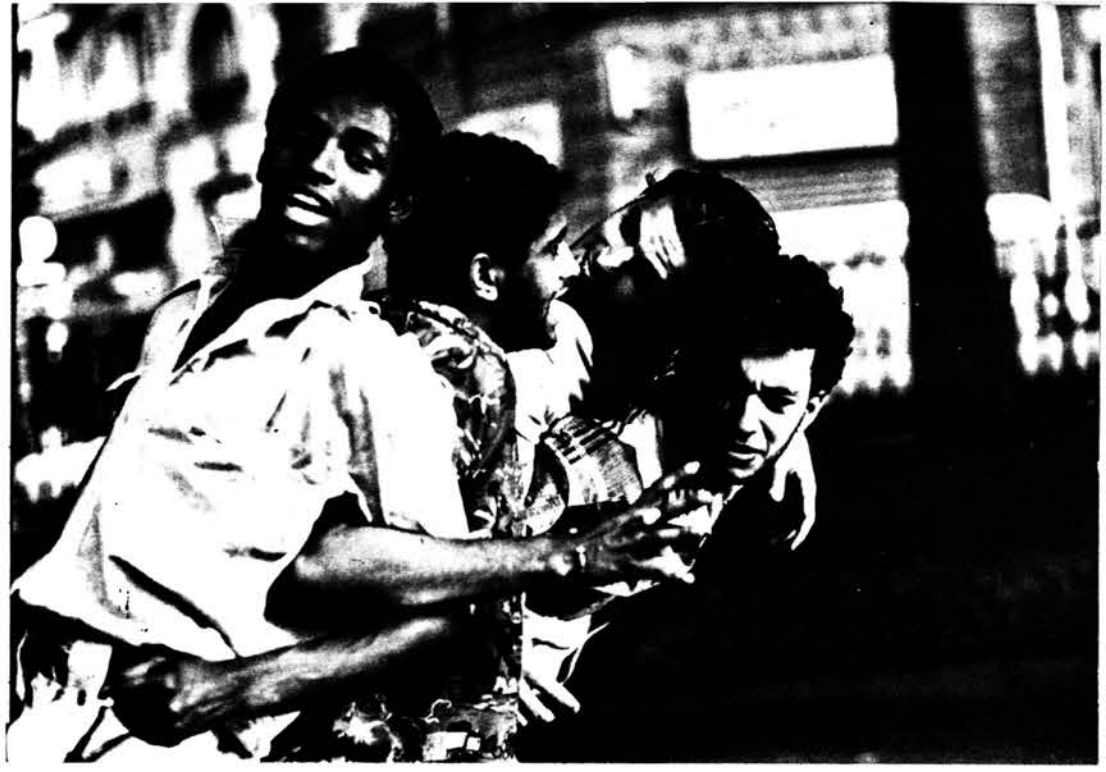
"BRISEURS DE GREVE"

Brochure d'enseignants de la Seine St. Denis.

La suppression de 70 postes de 18 heures en Seine St. Denis dans le cadre de la réforme Legrand la grève hors syndicats, séquestrations, CRS, la brochure a pour but de contribuer à briser l'isolement (les syndicats ont tout fait pour éviter la généralisation de la grève), à faire circuler les infos.

Un récit des évenements du 18 janvier au 14 février 1984 - 38 p.

Contact: Anne Simon
B.P. 241
75866 Paris cedex 18



Melange : ronronner diésel ou chevaucher le tigre

Décembre 83 - décembre 84 un an jour pour jour, deux manifestations par une même composante de la société à la recherche d'une identité politique.

On se souvient, l'année dernière, les beurs avaient été reçus à l'Elysée; on leur avait promis monts et merveilles.

Or, un an après qu'en est-il ? Le retour des beurs sur le pavé de la capitale tend à prouver que les espoirs suscités par la marche n'ont guère été suivis d'effets.

Mitterand, à l'époque avait jugé bon de légitimer cette action en recevant une délégation de marcheurs; de nouvelles associations avaient vu le jour dans la plus part des grandes cités, bref, décembre 83 aurait pu apparaitre comme la fin du calvaire pour les jeunes immigrés tués comme des lapins, ou passés "à tabac" dans les commissariats.

Aujourd'hui les perspectives de lutte sont largement hypothéquées par la faillite de cette opération de médiation avec les institutions. D'autre part la lente maturation politique de la "seconde génération" à fait apparaitre deux positions pratiquement opposées; entre les partisans de l'auto-organisation de la communauté, et ceux qui ne voient là qu'un "repli sur soi "et préconisent l'ouverture vers une représentation de type syndical.

En 1983 il s'agissait de se faire reconnaitre comme entité spécifique de la société française. En 1984 il s'agit de militer pour une "France multi-raciale".

On le voit le programme, même imparfaitement formulé, est de taille, et ceci d'autant plus que force est de constater que, sur le plan politique la précédente marche n'a pas satisfait les espoirs qu'elle portait.

A l'époque on avait cru voir là le point de départ historique pour une véritable intégration de la composante immigrée dans la société française. Serge July (cette crapule!) allait même jusqu'à envisager cette intégration sous un aspect "commerce extérieur" parlant en substance de potentiels émissaires de l'industrie nationale, dans les pays arabes.

Que d'enthousiasmes qui furentà la mesure des déconvenues!

L'illusion à fait long feu; un an après la France socialiste est toujours celle des la chasse aux clandestins et des bavures "ciblées".

La fin du "regroupement familial est là pour caractériser la teneur de cette fameuse "nouvelle politique de l'immigration". Il est clair que pour promouvoir leur politique de division du prolétariat immigré, les socialiste ont besoin d'interlocuteurs au sein de cette communauté. La reconduction de l'initiative de la marche, dans sa version "Convergence 84", risque fort de n'être qu'une tentative pour reconduire l'espoir perdu d'un représentation syndicale et corporatiste de la population immigrée "intégrable" ; cette alliance stupide se ferait sur le dos de la masse des expulsables ...

La présence policière accrue dans les ghettos, et l'ensemble des mesures prises concernant les immigrés, sont là pour nous le démontrer, s'il le faut.

L'affaire Toumi illustre fort bien le paradoxe de toute tentative de collaboration entre les beurs et l'Etat ; après avoir été le héros d'un jour reçu par le président, il se retrouve avec 15 mois de taule pour vol qualifié, une peine exeptionnellement lourde.

Si "Convergence 84" ne réussit pas à poser les jalons pour que se dégage une identité politique propre à la "seconde génération" cette initiative risque fort de n'être qu'un échec de plus ou que la reconduction de la énième tentative de récupération. La réponse à ce dilèmne ne saurait venir que des ghettos immigrés de la métropole, dont, soit dit en passant, certain avaient carrément boudé la marche de 83.

Sans doute le mouvement des jeunes immigrés, pour sa véritable prise en compte, devra encore casser quelques dent de commissaires de police ...

Tevi Kléba et Tevi Chétor

EDDY MITCHELL

Mon premier remords. Ça peut paraître bidon mais c'est un peu vrai : quand j'étais coursier au Crédit Lyonnais, il y avait un petit bureau « monnaies et matières » avec tous les lingots. Les transferts avec la BNCI en face, à côté du cinéma le New York, étaient faits par un petit vieux. Parfois, on l'aidait. Je m'étais dit qu'il suffisait qu'un copain passe avec une Vespa et hop, on part avec un milliard. Ça fait rêver. C'est mon premier remords.

CUBA SI, CUBA NO !

Dans un récent numero le quotidien du PC cubain, "Granma", tire le signal d'alarme à propos de l'absenteisme, constatant qu'une bonne partie de la main d'oeuvre est "tout simplement payée à ne rien faire" !!!

Le journal a ainsi fait une enquête dans 83 entreprises des environs de la Havane; il a constaté un taux d'absenteisme de 33 % et surtout que le travail "n'est pas la principale préoccupation des employés présents". Par exemple dans un bureau où devaient normalement travailler 60 personnes, 24 étaient absentes et 28 autres tuaient le temps (cartes, réunions, bavardages ...).

ENERGIE DE CLASSE.

Montplaisir, un quartier prolétaire de Maubeuge dans le nord. Trois mille habitants, beaucoup d'immigrés, de nombreux chômeurs ...

C'est là que fin septembre la police a arrêté trois personnes, sans emploi, qui depuis trois ans approvisionnaient le quartier en charbon; ils vendaient la marchandise dérobée à moitier prix, l'offrant même à des familles -sans ressources. Ils s'étaient si bien organisé qu'ils travaillaient presque à la commande. Cent cinquante tonnes de charbon ont ainsi disparu en trois ans des réserves d'une entreprise voisine.

Un bel exemple d'autovalorisation prolétaire, une mise en pratique effective du mot d'ordre "faire payer la crise aux capitalistes" ....

UN CANDIDAT DONT ON A PAS IDEE.

Un nouveau candidat est entré dans la compétition pour l'élection présidentielle aux USA, contre Reagan et Mondale.

En effet, à San Francisco, un comité a décidé de présenter le candidat "nobody" (personne), et a démaré une campagne sur les chapeaux de roues:

-- " Qui conprend l'économie? Personne!"
-- " Qui fait mieux la tarte aux pommes que votre mère? Personne!"

Pour Wary Gravy, un des organisateurs, la victoire est certaine: "Quand vous comptez le nombre de gens qui n'ont pas voté en 1976 et 1980, il est clair qu'il y a plus de gens qui votent pour personne que pour les autres candidats!" (San Francisco Examiner, juillet 84).

INTERNAZIONALISMO !

Le 2 juillet 1984 un noyau communiste a frappé la Direction de l'organisation et de l'information du Banco di Roma a Paris, en solidarité avec les proletaires et les communistes emprisonnés en Italie. Dans un communiqué le groupe affirme "l'unité du combat pour la liberation proletaire dans toutes les métropoles européennes" avant de conclure "au revoir ... et à bientôt!".

MERDE IN FRANCE (bis)

"Aux Campings de Calais et de Blériot-Plage, on vient une fois de plus de vérifier où conduit la logique des quotas et des seuils de tolérance que défendent les politiciens de tous bords: à une politique d'apartheid.

Sur ordre des mairies, 2000 maghrébins se sont vu interdire l'accès des camping municipaux.

Ce jour, nous avons exprimé les sentiments qu'ils nous inspirent aux responsables municipaux des deux villes concernées, en leur envoyant un certain nombre de lettres et de paquets pleins de merde.

Faites comme nous! Envoyez un souvenir de vacances sous forme de déjections divers et de produits nauséabonds aux adresses suivantes:

M. le Maire
place de l'Eglise, Blériot-Plage
62100 Calais

M. le Maire
Place du soldat inconnu
62100 Calais.

Mettez - leur le nez dans leur quota !!!"

Groupe d'action contre le terrorisme municipal.

PRISONNIER DE LA DEMOCRATIE

"Il s'agit de faire circuler dans et hors des prisons un bulletin qui serait l'organe d'un débat entre ceux que la société traite en hors-la-loi ou qui, par leur activité, sont menacés d'être traités comme tels un jours ou l'autre", c'est ainsi que se présente ce premier numero de cette revue. Un projet qui se fonde sur le double constat de la nécessité d'une approche de la répression en générale et de la prison en particulier; de la nécessité et de l'importance de la communication et du débat. Réaffirmant au passage la necessaire destruction de la prison, de toute prison ...

Prisonniers de la Démocratie ne semble ensager comme perspective que le "travail théorique" (se retranchant derrière les "limites de la période"), point de vue avec lequel nous ne saurions être d'accord, particulièrement en ce qui concerne la prison.

Il revient au moins le mérite à PdlD, par de là les critiques nombreuses que nous pouvons faire, de proposer une contribution à un débat qui se fait attendre.

A noter particulièrement le texte "traverser les murs des prisons" qui tente une analyse de la réalité carcérale en liaison avec la crise et la restructuration du capital.

BP 214 , 75623 Paris Cedex 13

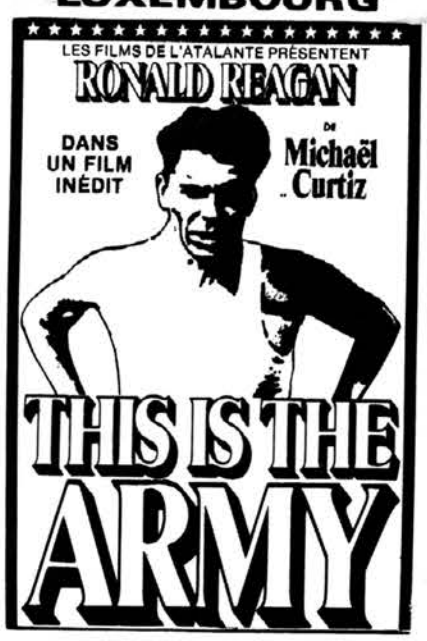
PACIFISME OFFENSIF.

Cinquante personnes du groupe "Active Peace" ont occupé début septembre le siège central de la DFDS, une importante compagnie danoise de transports maritimes.

Après avoir tracé des slogans contre l'OTAN, ils ont jetté une bombe incendiaire et se sont éclipsé avant l'arrivée de la police.

La DFDS avait assuré le transport d'un partie des troupes pour les manoeuvres 1984 de l'OTAN.

(Ekomedia/Dk 2)



Frédéric Mitterand est vraiment un "complice des terroristes" tel que le dénonce Magazine Hebdo (2. 11.84) sur sa une. Non content de laisser vendre des publications d'extrême gauche dans sa librairie "atmosphères", il se vante dans Pariscope d'"être le seul à Paris" à proposer Reagan sur toile.

Freddy choisis ton camp!